

Le gouverneur général du Canada est mort paisiblement hier, à Rideau Hall, victime d'une faiblesse cardiaque

LE DEVOIR

VOL. LVIII — NO 54 MONTRÉAL, LUNDI 6 MARS 1967

La France a opté pour la stabilité politique



Le grand vainqueur des élections d'hier, Georges Pompidou, premier ministre de France.

Nette victoire des gaullistes aux élections législatives

De notre correspondant particulier à Paris, Jacques DUQUESNE

PARIS. — Stabilité. Tel est le sentiment dominant des observateurs, à l'issue du premier tour des élections législatives françaises. Ce premier tour a connu une participation massive des électeurs. Certes, le record de participation enregistré à l'occasion de la dernière élection présidentielle n'a pas été battu, mais le pourcentage des votants est très sensiblement supérieur à celui des élections législatives de 1962. L'intérêt manifesté par les électeurs correspond, semble-t-il, à la passion qui a marqué les derniers jours de la campagne. Dans cette passion, il faut le noter, la télévision n'a pas joué cette fois le même rôle que lors de l'élection présidentielle. Ce sont surtout les radios, en organisant des tables rondes, des débats, des confrontations, qui ont joué le rôle essentiel.

Stabilité. Les chiffres connus à l'heure où le téléphone, correspondant à peu près à ceux du premier tour des élections législatives de 1962: C'est-à-dire que la Ve République, l'étiquette qui recouvre l'UNR et les Indépendants de M. Giscard d'Estaing, obtient en pourcentage les mêmes résultats qu'en 1962. Ils sont inférieurs aux voix qu'avait recueillies le général de Gaulle en 1965, mais il faut tenir compte de "l'équation personnelle" de celui-ci qui draine toujours un certain nombre de voix de tous les partis. On pensait généralement que la Ve République allait connaître un tassement, ce que démentaient les sondages, mais il semble que deux facteurs aient joué. D'une part, une bonne partie des électeurs et surtout des électrices qui avaient voté de Gaulle en 1965 n'ont pas voulu se déjuger. D'autre part, dans certaines circonscriptions, si le gaullisme a pu connaître un certain recul dû aux difficultés économiques et sociales, les députés gaullistes élus depuis 1958, ont pu s'implanter et "se tailler une clientèle". Les gaullistes ont regagné dans ce cas ce que le gaullisme avait pu perdre.

Cette stabilité du corps électoral joue au détriment de deux formations nouvelles: la Fédération de la gauche et le Centre démocratique.

La Fédération de la gauche comptait sur l'unité qu'elle avait réalisée entre divers partis pour lui servir de force

Les résultats complets

PARIS. — Le ministère de l'intérieur a publié dans la nuit de dimanche à lundi la statistique suivante portant sur les 470 sièges de la métropole:

	Sortants	Elus	Ballotage favorable
Communistes	41	8	35
Extrême-gauche	3	0	1
Fédération Mitterrand	86	1	86
Divers gauche	10	0	4
Ve République (gaullistes)	275	62	208
Divers modérés	10	0	10
Centre démocrate (Lecanuet)	40	2	26
TOTAL: 73 élus — 370 ballotages favorables — 27 ballotages incertains.			

LES VOTES

Le ministère de l'intérieur a publié la statistique suivante, portant sur 281 circonscriptions et sur 13,733,699 suffrages exprimés: le Parti communiste obtient 2,757,759 voix, soit 20,08%; la Fédération de la gauche non communiste (Mitterrand): 2,799,721 voix, soit 20,35%; la Ve République: 5,281,902 voix, soit 38,46%; le Centre démocrate: 1,844,564 voix, soit 13,43%.

d'attraction. Elle espérait que "la dynamique de l'unité" lui amènerait de nouveaux électeurs spécialement jeunes. Elle n'y est pas parvenue. Cela tient sans doute au fait qu'elle avait accordé automatiquement son investiture à tous les députés de gauche sortants et certains d'entre eux, qui ont eu de lourdes responsabilités sous la 4e et même la 3e République, n'avaient rien qui puisse attirer un électeur nouveau. L'ambition de la Fédération de la gauche était d'arriver devant le Parti communiste pour être le premier parti de gauche quant au nombre des suffrages. Si elle y était parvenue, cela aurait modifié sensiblement les données de la politique française à gauche: VOIR PAGE 6: LA FRANCE A OPTÉ



Le juge Taschereau administrera le pays en attendant que la reine désigne un successeur à M. Vanier

par Jean-V. DUFRESNE

OTTAWA. — Le juge en chef de la cour suprême, M. Robert Taschereau, ayant été nommé hier soir administrateur général du Canada, les Communes ajourneront cet après-midi après avoir rendu hommage à la mémoire du gouverneur général Georges Vanier.

Comme la nomination de l'administrateur général doit faire l'objet d'un décret ministériel, ce n'est que ce matin, effectivement, à l'issue d'une réunion du cabinet, que Son Excellence Robert Taschereau assumera les fonctions pleines et entières du représentant de la reine au Canada.

Le gouverneur général a connu une fin sereine. Il fut conscient jusqu'au dernier souffle. Il s'était réjoui, samedi soir, de voir les Canadiens l'emporter 6-2 contre les Red Wings. L'après-midi même — ses dernières fonctions officielles — il avait accueilli une centaine de jeunes étudiants de l'université de Montréal. Dans une brève allocution, sans formalités — M. Vanier savait trouver le ton juste, à mi-chemin des exigences officielles de ses fonctions, car il était d'un grand naturel, et avait beaucoup d'humour — il avait amené son auditoire à réfléchir sur la destinée canadienne.

Vendredi soir encore, le premier ministre lui rendit visite à Rideau Hall. Le mercredi précédent, les médecins du gouverneur général avaient constaté que son cœur était faible. M. Vanier s'était soumis à un examen médical approfondi, car s'il fut toujours un homme de devoir, il redoutait la rigueur des cérémonies qu'allaient lui imposer les célébrations du

centenaire et l'exposition universelle de Montréal.

Dans une brève conférence de presse hier à son bureau, M. Pearson n'a pas été trop explicite sur les propos qu'il a tenus vendredi avec le gouverneur général. Sans doute des rapports médicaux étaient-ils déjà connus de lui, car il fut

Voir page 6: Le juge

D'autres informations sur les élections en France - p. 8

Johnson est fort satisfait de la majorité de son parti en Chambre

QUEBEC. — Le premier ministre Johnson s'est dit satisfait hier soir des majorités que son parti obtenait actuellement à l'Assemblée législative et a dit que ces majorités étaient suffisantes pour croire qu'il n'y avait pas lieu de déclencher des élections générales dans un avenir prochain.

Le chef de l'Union nationale a dit qu'il ne comprenait pas pourquoi le leader de l'opposition, M. Lesage, parlait constamment d'élections. "Si M. Lesage tient à annoncer des élections tant que nous n'aurons pas décidé d'en faire, il en a encore pour plus de trois ans à répéter la même chose," a-t-il dit.

"Chaque fois qu'il se prend un vote en Chambre, nous avons des majorités plus considérables que celles que récoltait le gouvernement de 1944 à 1948, a-t-il encore dit, en spécifiant que le premier ministre Duplessis était arrivé au pouvoir, avec

Douglas: les hommes politiques doivent se redéfinir en fonction de nouvelles alliances

Quel peut être le contenu d'un radicalisme moderne? Le chef du nouveau parti démocratique M. T.C. Douglas, en donnant samedi soir sa réponse personnelle à cette question, a proposé deux grandes caractéristiques de l'individu qui défend une politique radicale: il n'hésite jamais à reviser ses opinions pour tenir compte des faits, et il place toujours le bien-être des hommes au-dessus de tout autre objectif.

Parlant au banquet de la première conférence de la revue "Canadian Dimension", M. Douglas a repris une idée qui lui est chère, à savoir que les étiquettes politiques traditionnelles n'ont plus de sens et qu'il faut créer de nouvelles alliances. A son avis, quand ces regroupements seront faits, deux grandes tendances émergeront: d'une part les traditionalistes, et d'autre part les radicaux.

Brossant à larges traits un tableau des grands débats modernes, M. Douglas a fait voir qu'à son avis les socialistes qui s'attachent rigidement à des doctrines comme la nationalisation à tout prix sont aussi traditionalistes que les conservateurs pour qui le mot socialisme est synonyme de mal.

La nationalisation, a dit M. Douglas, ce n'est qu'un instrument. Sans doute les théories keynesiennes ont maintenant démontré leur faiblesse, et on songe de nouveau à la nationalisation comme moyen d'intervention de l'Etat dans l'économie. Mais il ne faudrait pas se faire d'illusions: il y a plus

l'UN, avec seulement 38,6 pour cent du vote et qu'il avait pu survivre, pour ensuite revenir au pouvoir avec 82 représentants contre huit libéraux et deux indépendants.

"Après avoir répété 1944, nous est-il défendu d'espérer répéter 1948?" s'est demandé le premier ministre.

Le chef de l'Union nationale a suggéré, hier, que ceux qui versent des dons au parti politique de leur choix, puissent déduire ces sommes de leur revenu imposable.

M. Daniel Johnson, qui était le conférencier au dîner-bénéfice du parti dans la vieille capitale, s'est dit d'avis que ce système aurait pour résultat d'étayer encore davantage l'indépendance des partis politiques, en les faisant bénéficier de souscriptions plus nombreuses et plus diversifiées. "On respecterait ainsi la liberté du citoyen," a-t-il soutenu.

Dans un texte remis à l'avance à la presse, le chef de l'UN a dit, en ces termes, devant les nombreux convives: "Je me demande pourquoi on ne pourrait pas permettre aux citoyens de déduire de leur revenu imposable, les sommes qu'ils versent ainsi au parti de leur choix."

Il a en outre indiqué qu'il a fait maintes fois cette suggestion en Chambre au cours des cinq dernières années.

VOIR PAGE 6: JOHNSON EST FORT

Les professeurs d'éducation physique Conditions scandaleuses de travail — page 14

Montréal: les fonctionnaires reprennent le travail ce matin



Les fonctionnaires municipaux doivent reprendre le travail ce matin. Au cours du scrutin qui s'est déroulé pendant toute la journée de samedi sous la présidence du juge Armand Cloutier, ils se sont prononcés dans une proportion de 69,6 pour cent en faveur du retour au travail, mettant fin à la grève qu'ils avaient déclenchée le 30 janvier.

Le vote se répartissait ainsi: 2,516 soit 60,9 pour cent ont accepté le rapport de négociations du syndicat ainsi que la contreproposition syndicale sur les salaires; 309 se sont prononcés en faveur de la reprise du travail aux conditions offertes le 2 février par la Ville plus l'arbitrage sur tout ce qui n'avait pas été réglé à l'époque; enfin 1,108 soit 28 pour cent se sont prononcés en faveur de la poursuite de la grève. Ainsi 3,573 des quelque 4,500 fonctionnaires ont participé au scrutin.

Le vice-président exécutif de la Fédération des employés de services publics, M. Jean-Robert Gauthier, a affirmé hier que le nouveau contrat donne au plus grand nombre de fonctionnaires des traitements supérieurs à ce qui existe ailleurs au Canada non seulement dans la fonction publique mais aussi dans l'entreprise privée.

Le contrat prévoit une hausse immédiate de \$425 à \$600

Feu Georges P. Vanier

- L'hommage de Claude Ryan — à la page 4
- L'hommage de tout le pays — à la page 6

Lesage: pas de district fédéral si Québec y perd sa juridiction

De notre envoyé spécial, Michel ROY

HULL. — Le parti libéral du Québec est opposé à l'établissement d'un district fédéral qui enlèverait au Québec une partie de sa juridiction sur son propre territoire.

Devant un auditoire de la région de Hull, un auditoire particulièrement attentif à l'évolution du projet, M. Jean Lesage, qui poursuit sa tournée des comités de la province, a rappelé que les libéraux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont jamais refusé leur collaboration à la commission du district fédéral; mais ils sont opposés à la création d'un district fédéral intégral, c'est-à-dire qui jouirait d'une juridiction politique sur le territoire qui le constituerait.

"Il serait impensable, a-t-il dit, que sous prétexte d'embellir la région de Hull, on d'en promouvoir le développement économique, on encre de tenter une expérience biculturelle, on doive céder à une juridiction, qui n'est pas celle du gouvernement provincial, une partie vivante du territoire du Québec."

On ne pourra, a dit le chef libéral, résoudre ce problème aux dépens de l'autonomie du Québec. Il ne sera résolu que dans la collaboration "sans atteinte à l'intégrité territoriale". Ce n'est pas, a-t-il dit, que nous nous désintéressions du problème de l'embellissement de Hull et de sa région. "Mais nous croyons qu'il appartient au Québec de conserver sa juridiction sur tout son territoire, même s'il s'agit d'un territoire compris dans le district fédéral."

Après avoir souligné l'importance du développement de la région de Hull, "au même titre qu'Ottawa", M. Lesage s'est dit d'avis que Hull, dans un éventuel district fédéral, ne doit pas devenir une ville-dortoir. Il faut aussi songer à l'établissement de parcs industriels. Enfin, M. Lesage espère que la population sera consultée avant qu'une décision soit arrêtée.

Taxe de vente

M. Lesage a abordé hier une autre question qui intéresse directement les populations des comtés de Hull et de Gatineau, celle de l'écart d'un pour cent entre la taxe de vente du Québec (8 p.c.) et celle de l'Ontario (5 p.c.). Cette taxe étant perçue par les détaillants — qui deviennent ainsi des agents percepteurs des gouvernements du Québec et de l'Ontario — elle

MÉTÉOROLOGIE

Sonneux dans la matinée, ensoleillé dans l'après-midi.

Min.: 15 — Max.: 20

Gracieuseté de SHEARER LUMBER CO. LTD. MONTRÉAL

FÊTE DU JOUR STES PERPETUE ET FELICITE

F. PILON INC. Fournitures de bureau

Le problème de la juridiction sur le sous-sol marin, devant la Cour suprême du Canada

OTTAWA — Une bataille juridique qui durera au moins trois semaines s'ouvre aujourd'hui à la Cour suprême du Canada, sur les droits miniers applicables aux richesses naturelles contenues dans le sous-sol des eaux territoriales canadiennes.

Dans cette affaire, le gouvernement central d'Ottawa s'oppose à cinq provinces qui revendiquent le droit de percevoir les redevances d'exploitation du sous-sol maritime. C'est Ottawa qui a saisi la Cour suprême de ce différend.

Personne ne s'est encore avisé d'évaluer la valeur précise des richesses sous-marines; mais on s'accorde, tant à Ottawa que dans les provinces, à les croire importantes. Jusqu'à

maintenant, le gouvernement central et ceux des provinces ont accordé des permis d'exploration qui s'appliquent, en certains cas, sur le même territoire.

La cause en instance d'être débattue par la Cour suprême n'implique directement que la Colombie-Britannique. Mais des avocats représentant Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario se rangeront devant la Cour du côté de la province occidentale.

La Saskatchewan et l'Alberta, qui n'ont pas de frontières maritimes, observent en silen-

ce. Mais ces provinces n'attendent qu'une décision favorable à Ottawa pour se réjouir, puis-elles profiteraient, par le partage, du surplus que le gouvernement central réaliserait.

Quant au Manitoba et à l'île du Prince-Édouard, elles soutiennent que les droits sous-marins appartiennent aux provinces, mais elles ne feront pas

valoir leur point de vue devant le tribunal.

LE QUÉBEC De son côté, la province de Québec revendique aussi les droits sous-marins, mais elle s'oppose à ce que la Cour suprême intervienne dans le conflit. Québec ne reconnaît pas à la Cour suprême la compétence de trancher le débat, puisque celui-ci est

d'ordre constitutionnel. Les juges de la Cour étant nommés par Ottawa, Québec soutient qu'ils ne sauraient être impartiaux dans leur décision. Le gouvernement du Québec a déjà fait savoir qu'il préférerait voir la question tranchée par des hommes politiques.

Toutes les provinces qui réclament pour elles les droits

sous-marins affirment que leurs prétentions ne devront subir aucun préjudice si la Cour suprême se prononce contre la Colombie-Britannique.

Les provinces croient que chacune d'entre elles présente un cas d'espèce. Mais elles souhaitent que la décision du tribunal soit favorable à la Colombie-Britannique et qu'Ottawa renonce par la suite à revendiquer les droits.

Le premier ministre, M. Pearson, avait annoncé en décembre 1964 qu'il portait le conflit devant la Cour suprême. Plusieurs provinces avaient alors protesté, soulignant que toute la question est d'ordre politique.

En expliquant la position du gouvernement, le premier mi-

nistre avait affirmé que faciliter l'exploration du sous-sol maritime est dans l'intérêt du pays tout entier.

L'exploration du sous-sol marin est déjà commencée sur une étendue de 130,000,000 d'acres. Des réserves de pétrole, de gaz naturel ou de minerais peuvent être signalées du jour au lendemain.

La FLQ déplore les effets du bill 25 sur le recrutement

"Le bill 25 n'aura pas réglé la crise scolaire, pas plus à court terme qu'à long terme", déclare la Fédération libérale du Québec dans un communiqué qui déplore particulièrement que "cette loi tend à éloigner de l'enseignement les éléments les plus valables en gelant les salaires au niveau de ceux qui ont la plus longue scolarité".

La F.L.Q. estime que les jeunes auront tendance à aller vers l'industrie "qui rémunère mieux ses compétences" tandis que les professeurs de carrière s'orienteront vers d'autres emplois ou se dirigeront vers d'autres provinces "plus accueillantes sur le plan salarial".

La Fédération est d'avis que "le seul bienfait" de cette mesure est le retour en classe des maîtres et des élèves. "Encore aurait-il fallu que le gouvernement s'efforce de ne pas créer un climat de tension et de frustration. Mais le plus grave c'est que dans dix ans on ressentira encore les répercussions de ce geste brutal".

CARRIÈRES et PROFESSIONS

EDUCATION DES ADULTES SURVEILLANTS REGIONAUX T.N.-O.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION DES REGIONS SEPTENTRIONALES
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
SURINTENDANT DE DISTRICT
FORT-SMITH
Traitements jusqu'à \$14,700
SURVEILLANTS, FORT-SMITH, YELLOWKNIFE, INUVIK
Traitements jusqu'à \$11,300

En plus des traitements indiqués, une indemnité d'isolement est versée. Par exemple, à Fort-Smuth et à Yellowknife \$1,100, à Inuvik, \$1,800. Ces taux s'appliquent à un employé marié occupant un logement meublé du gouvernement, pour lequel on perçoit un loyer raisonnable.

On invite les demandes des diplômés d'université de préférence avec formation professionnelle en éducation, qui ont de l'expérience dans le domaine de l'éducation des adultes et qui désirent participer à l'avancement des populations indiennes et esquimaudes du T.N.-O. Plusieurs adultes de ces groupes n'ont pas eu l'occasion de fréquenter l'école, et de connaître les changements sociaux, économiques et culturels qui se produisent dans le Nord. La majorité veut s'instruire et, ainsi, pouvoir jouer un rôle plus actif dans la mise en valeur du Nord.

Les demandes de renseignements ou les demandes d'emploi sur la formule CSC 100F-27 doivent être adressées à la COMMISSION DU SERVICE CIVIL OTTAWA 4, ONTARIO

Mentionner le numéro de concours 67-441-2

L'ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA

Une secrétaire-dactylo possédant une connaissance parfaite du français, une connaissance moyenne de l'anglais et ayant au moins trois ans d'expérience dans un bureau.

Prière d'adresser à: Secrétariat de l'A.C.F.A., 10,008, 109ème rue, Edmonton, Alberta

OFFRES D'EMPLOI CITÉ DE LONGUEUIL BUREAU DU GERANT

INSPECTEUR DES BÂTIMENTS GRADE II

Homme — Traitements initial: \$5,650.00 — Augmentations annuelles jusqu'à \$6,550.00

Personne préposée à l'inspection d'édifices de tout genre, en vue d'assurer l'observance des règlements régissant la construction et le zonage. Exécute tout autre travail connexe, sur demande.

Au moins trente ans. Détenteur d'un certificat d'une 11ème année d'étude. Expérience récente d'au moins trois (3) ans dans le domaine de la construction et du zonage.

INSPECTEUR DES BÂTIMENTS GRADE I

Homme — Traitements initial: \$4,700.00 — Augmentations annuelles jusqu'à \$5,850.00

Personne préposée à l'inspection d'édifices (bungalows, duplex et autres de même genre) en vue d'assurer l'observance des règlements régissant la construction et le zonage. Assiste l'inspecteur des bâtiments grade II dans ses fonctions. Exécute d'autre travail connexe, sur demande.

Au moins trente ans. Détenteur d'un certificat d'une 11ème année d'étude. Expérience récente d'au moins une (1) année dans le domaine de la construction et du zonage.

COMMIS-INSPECTEUR (construction et zonage)

Homme — Traitements initial: \$3,950.00 — Augmentations annuelles jusqu'à \$5,050.00

Personne qui doit faire preuve de jugement, d'initiative, d'imagination et d'exactitude dans l'accomplissement d'un travail de nature complexe qui requiert des connaissances avancées dans le domaine spécialisé. Avec un minimum de directives, il peut exécuter son travail sans surveillance jusqu'à l'accomplissement de sa tâche. Exécute tout autre travail connexe, sur demande.

Au moins vingt et un ans. Détient un certificat d'une 11ème année d'étude.

COMMIS GRADE III (bureau du gerant)

Homme — Traitements initial: \$3,950.00 — Augmentations annuelles jusqu'à \$5,050.00

Personne qui doit faire preuve de jugement, d'initiative, d'imagination et d'exactitude dans l'accomplissement d'un travail de nature complexe qui requiert des connaissances générales dans l'administration municipale. Avec un minimum de directives, peut exécuter son travail sans surveillance immédiate et assumer une plus grande responsabilité jusqu'à l'accomplissement de sa tâche. Exécute tout travail connexe, sur demande.

Au moins vingt et un ans. Détient un certificat d'une 11ème année d'étude. De préférence, possède quelque expérience dans l'organisation municipale. Avantages sociaux: caisse de retraite, vacances, congés de maladie, assurance-maladie et assurance-vie

COMMIS GRADE I (Cour Municipale)

Femme — Traitements initial: \$2,600.00 avec augmentations statutaires.

Tout candidat doit s'inscrire au moyen de la formule "Demande d'emploi" qui s'obtient au bureau du gerant de la Cité, 100, rue St-Charles, Longueuil, et qui doit être retournée au même bureau dûment complétée et accompagnée des certificats originaux de naissance et d'étude ainsi que d'une photo récente. Dans tous les cas, les candidats doivent parler et écrire le français et posséder une connaissance suffisante de l'anglais. Ils doivent également posséder les qualités personnelles appropriées et jouir d'un état physique satisfaisant.

FORMULES DE DEMANDE D'EMPLOI:

Tout candidat doit s'inscrire au moyen de la formule "Demande d'emploi" qui s'obtient au bureau du gerant de la Cité, 100, rue St-Charles, Longueuil, et qui doit être retournée au même bureau dûment complétée et accompagnée des certificats originaux de naissance et d'étude ainsi que d'une photo récente. Dans tous les cas, les candidats doivent parler et écrire le français et posséder une connaissance suffisante de l'anglais. Ils doivent également posséder les qualités personnelles appropriées et jouir d'un état physique satisfaisant.

L. PAUL GAGNON, gerant.

INFIRMIERS

On demande trois infirmiers diplômés, expérience serait appréciée. Conditions de travail avantageuses. Salaire selon l'expérience.

GARDES-MALADES AUXILIAIRES

On demande cinq gardes-malades auxiliaires possédant carte d'enregistrement de la province de Québec. Expérience serait appréciée. Salaire d'après l'expérience.

S'adresser au Bureau du personnel:

HÔPITAL GÉNÉRAL DU CHRIST-ROI DE VERDUN
4000, boul. LaSalle, Verdun
Tél. 766-3551, poste 35 ou 36

CARRIÈRE DANS LA VENTE

Monsieur, Madame, Mademoiselle,

Si vous avez de 25 à 35 ans, de l'initiative, des possibilités de travail et de succès que vous n'avez pu exploiter dans vos emplois précédents, nous vous offrons une carrière dans une importante compagnie canadienne, où vos qualités sont la clé du succès. La maturité et l'expérience de la vie sont vos atouts les plus précieux. Nous vous donnerons gratuitement une formation complète qui vous permettra de vous faire des revenus excellents.

Une entrevue confidentielle avec le gérant de notre compagnie peut complètement transformer votre vie.

Pour rendez-vous, écrivez en mentionnant: nom, adresse, téléphone, âge, études et emplois précédents à:

M. Christian Duels

3860 Notre-Dame - Suite 301 - Chomedey

REPRESENTANT MEDICAL

Résidence à Montréal

LE TRAVAIL:

Fournir l'information médicale touchant nos produits aux médecins et aux pharmaciens dans les limites d'un territoire désigné. Chaque représentant reçoit une formation approfondie et continue à cet effet.

LE CANDIDAT:

Il nous faut un homme possédant une formation universitaire avec preuve à l'appui. La préférence ira aux diplômés en pharmacie ou en sciences qui nous accorderons aussi considération aux candidats d'une formation universitaire moindre. D'assez bonnes connaissances de la langue anglaise sont souhaitables. Ce que nous cherchons surtout, c'est un homme honnête, ambitieux, qui ne craint ni le travail ni l'effort en vue d'atteindre au succès.

LES AVANTAGES:

La rémunération se fait sous forme de salaire et de bonus. Le programme de sécurité sociale comprend une caisse de retraite, une assurance contre la maladie, etc. Voiture et allocations aux dépens de l'employeur.

S'adresser en toute confiance au:

Service du personnel

MERCK SHARP & DOHME of Canada Ltd.

Boîte Postale 899, Montréal 3, Qué.

COORDONNATEUR DES SERVICES

DIRECTION DES SERVICES

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Fonctions techniques: études de rentabilité et surveillance du fonctionnement des services auxiliaires.

Fonctions administratives: assister le directeur des services dans la coordination et le contrôle des services auxiliaires.

Qualifications: diplômé d'université (sciences économiques, administration d'affaires, commerce, génie industriel). Très bonne connaissance de la langue française écrite et parlée; connaissance de l'anglais; expérience de travail dans secteurs connexes souhaitable; âgé de 25 à 38 ans; aptitudes à travailler avec des collaborateurs.

Salaire à déterminer suivant qualifications et années d'expérience.

Programme complet de bénéfices marginaux.

Veuillez faire parvenir curriculum vitae complet au:

Service du personnel,

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL,

Cas postale 6128, Montréal.

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

À des emplois vacants pour célibataires de 18 à 30 ans, dont la taille est d'au moins 5'8", qui ont une onzième année complétée ou plus et remplissent les conditions physiques requises. Les intéressés s'adresseront au bureau de la Gendarmerie, le plus rapproché ou au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, Ottawa 7, Ontario.

AIR CANADA

HOTESSE DE L'AIR (bilingue)

La plus grande ligne aérienne canadienne, AIR CANADA, recherche présentement des jeunes filles possédant les qualités suivantes:

- Célibataire
- Âgée de 20 à 25 ans
- Revélus
- Une taille d'au moins 5'2"
- Sans dépasser 5'8"
- Un poids proportionné à votre taille soit de 105 à 135 livres
- Une vue de 20/50 minimum avec ou sans verres de contact. Le port des lunettes est éliminatoire
- Un degré d'instruction du niveau secondaire
- Parlant le français et l'anglais couramment

La période de formation est de 4 semaines et a lieu à Montréal, aux frais d'Air Canada.

Nous avons des emplois disponibles pour nos cours du printemps. Pour obtenir une demande d'emploi,

ÉCRIREZ ou TÉLÉPHONEZ à: BUREAU DE L'EMPLOI

AIR CANADA

1, Place Ville-Marie, Montréal — 874-4500

TECHNICIEN OU TECHNICIENNE

diplômé, bilingue, avec expérience pour laboratoire privé d'analyses médicales.

Salaire de base et pourcentage.

Renseignements: 933-1645

500

CREDIT COMPTABILITE GENERALE

Traitements de \$4,000 à \$10,000

Nous avons d'excellents postes vacants pour des diplômés universitaires expérimentés ainsi que des étudiants bilingues qui désirent se tailler une carrière d'avenir. Les interviews seront fixées sans délai et confidentiellement pour tous les candidats qualifiés. Pour plus de renseignements, appelez: Monsieur Bert Donovan.

500

SELECTION SERVICES LIMITEE

615 QUÉBEC, BOUL. DORCHESTER, MONTRÉAL - 861-8371

ANNONCEUR DE TELEVISION

DEMANDE

Expérience requise en radio et télévision. Conditions avantageuses.

Ecrire en fournissant toutes les informations requises à:

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION
CKTM - TV
C.P. 277
Trois-Rivières

ou

Pour rendez-vous personnel et rencontre au cours de la journée:

COMMUNIQUEZ DIRECTEMENT:

JEUDI, LE 9 MARS 1967

M. FERNAND PAQUET

Directeur de la production

Hôtel Reine-Elizabeth

Tél. 861-2269



ERCO CHEMICALS

demande pour son usine de Buckingham, Québec

INGÉNIEUR DE SERVICES:

diplômé en électricité ou en mécanique et possédant un minimum de deux ans d'expérience dans l'usine. Le candidat devra être marié de préférence et être très intéressé à ce domaine. Le postulant sera responsable par l'entremise d'un superviseur, de plusieurs plans majeurs du système de distribution électrique; pour des projets importants de génie et pour l'opération des usines à pression et des groupes générateurs.

INGÉNIEUR DE METHODES:

diplômé chimiste ou diplômé en génie chimique avec un minimum de 3 ans d'expérience dans l'usine, de préférence dans la production plutôt que la recherche. Doit être orienté vers l'administration et en mesure d'accéder à un poste supérieur. Sera responsable des procédés de fabrication, installation et essais et études économiques. Il assistera aux études du génie industriel, préparera les spécifications pour nouveaux projets et sera désigné pour résoudre des difficultés techniques.

ERCO vous offre d'excellentes occasions de progresser dans une entreprise progressive et renommée. Notre personnel possède de très bons salaires, d'excellentes conditions de travail ainsi que tous les avantages sociaux.

Envoyez curriculum vitae confidentiellement au:

Gérant du personnel

ELECTRIC REDUCTION COMPANY OF CANADA, LTD.

Buckingham, Québec



"Déclaration d'impôt" Comment y inscrire remboursement au lieu de déboursement. Peut-être.

1967
POCKETAX
Canadien

National
Trust
FONDÉ EN 1896

Ah! ces fameuses déclarations d'impôt! Elles se terminent plus souvent par "solde à payer" que par "remboursement réclamé".

C'est pourquoi le Trust National a préparé une petite brochure très utile et bourrée de renseignements. Elle s'intitule Pocketax.

On y trouve 48 pages de renseignements sur les profits de capital, les allocations du coût en capital, les exemptions personnelles, le dégrèvement pour dividendes, l'impôt de sécurité de la vieillesse, etc.

Vous ferez-t-elle gagner du temps? Oui.

Vous épargnera-t-elle de l'argent? Oui.

Nous l'espérons.

Pour recevoir un exemplaire de Pocketax, faites-en la demande au Service fiduciaire personnel, du Trust National.

National
Trust
FONDÉ EN 1896

LE DEVOIR

MONTREAL, LUNDI 6 MARS 1967 TROIS

SUR LE CLOU

L'histoire reconnaîtra-t-elle le maire de Montréal sous le nom de... Ramses-67? Le commissaire général de l'Expo, M. Pierre Dupuy, a en effet comparé le maire de Montréal en fin de semaine, à l'un de ces valeureux pharaons qui ont construit les pyramides d'Egypte. Il a fallu, dit-il, pour transporter les îles de l'Expo, transporter autant de terre que pour ériger la Grande pyramide d'Egypte. "Il ne faut pas se surprendre si votre maire a un petit air de pharaon", a glissé M. Dupuy à la blague au lancement de la semaine de l'éducation.

Le concours annuel de l'Association mathématique du Québec se tiendra cette année le 16 mars. Il s'adresse aux étudiants du niveau de Phil II, mais aussi à ceux des niveaux inférieurs qui auraient "la bosse" de la matière et que les professeurs de mathématiques sont prêts à recommander.

Le dernier numéro de "Équipement", revue du ministère français de l'équipement, consacre sa principale étude au métro de Montréal. L'auteur y analyse en douze pages illustrées la construction et le fonctionnement du métro. L'article conclut: "Le génie canadien français, qui a pu largement puiser dans les idées de ses cousins parisiens, a montré combien peut être bénéfique une collaboration de cette nature. Les Parisiens qui visiteront la grande cité canadienne s'émerveilleront probablement lorsqu'ils prendront le métro et regretteront que celui de Paris soit si mal comparé."

Deux hôpitaux de Montréal viennent de toucher des subventions: \$128,000 pour des travaux de transformation vont à l'hôpital Maisonneuve. De son côté, le Jewish General Hospital de Montréal obtient \$16,215,882.50 sur 25 ans pour acquiescer le capital et l'intérêt d'un emprunt.

L'université Laval offrira pour la première fois l'été prochain des cours publics de civilisation grecque. Ces cours seront donnés du 3 juillet au 11 août, à raison de trois heures par jour.

Aujourd'hui: inauguration, à 17h 30, du Centre d'apprentissage de l'industrie de la chaussure... Douze dauphins arrivent au cirque marin Alcan, à Dorval, 17h 30... Conférence de presse du chef du NPQ-Québec, Robert Cléche, à propos du congrès du parti en mai... Charles Lynch, le journaliste qui s'attirait une réplique de feu le gouverneur général Vanier ces jours derniers à propos de monarchie, animera un colloque à 14h 30, à l'hôtel Mont-Royal. Seront présents MM. Davie Fulton, Alvin Hamilton, John Turner. Le sujet: la conservation des eaux canadiennes... Charles Taylor, président de l'excitaf du NPQ-Québec, parle aux étudiants de St-Laurent et Basile-Moreau... Le professeur Max Beloff parle de l'Inde à midi au Canadian Club of Montreal...



C'est le commissaire général de l'Expo 67, M. Pierre Dupuy, qui a présidé cette année, à l'ouverture de la Semaine de l'éducation au Québec. On voit ici M. Dupuy causant avec M. Raymond Laliberté, président de la CIC, M. Raymond Bolla, de la Provincial Association of Protestant Teachers, Mlle Thérèse Baron, vice-présidente de la CIC et présidente de l'Association d'éducation du Québec (qui parraine l'organisation de la semaine) et, à droite, le ministre de l'éducation, M. Jean-Jacques Bertrand.

Ouverture de la semaine de l'éducation

Ce qui domine le monde d'aujourd'hui, a déclaré hier le commissaire général de l'Expo 67, ce n'est pas l'explosion atomique, mais l'explosion de l'éducation.

M. Pierre Dupuy a dit avoir visité suffisamment de pays au cours des dernières années pour pouvoir affirmer que la préoccupation universelle de l'homme, en 1967, c'est de pouvoir assurer le "demain": or, dans tous les pays, quels que soient le continent, la lan-

gue, la race ou le régime politique, le "demain" est essentiellement une affaire d'éducation, a dit le commissaire général.

M. Dupuy prenait la parole devant quelques centaines de délégués de divers organismes d'éducation du Québec, à l'occasion du lancement de la Semaine de l'éducation, depuis le pavillon administratif de l'Expo 67.

Le commissaire général a longuement insisté sur la for-

me du phénomène de l'interdépendance croissante des peuples et des hommes; ce rapprochement, a-t-il dit notamment, vient par la force des choses, par le développement de la science et de la technique, et il met les peuples en présence les uns des autres qu'ils le veulent ou non.

La clef des problèmes qui naissent de cette confrontation, a-t-il expliqué, c'est la connaissance des problèmes et la capacité de comprendre. D'où la nécessité d'une meilleure éducation. L'éducation, a-t-il dit encore, est devenue essentielle à tous les niveaux; mais plus on monte, plus on considère les paliers supérieurs de l'enseignement et de la recherche, plus elle est essentielle.

M. Dupuy a souligné l'importance vitale pour tous les pays de se doter de groupes d'hommes ayant bénéficié d'une éducation prolongée et qui

seront capables d'assumer la direction des affaires de plus complexes des sociétés humaines.

Le commissaire général a d'autre part souligné que l'Expo 67 elle-même, la "Terre des hommes", est avant tout une immense entreprise d'éducation.

"On nous avait dit, a rapporté M. Dupuy, que nous allions ennuier les foules en voulant leur apprendre trop de choses. Mais nous avons dit: nous allons essayer de faire comprendre aux foules le monde où elles sont appelées à vivre, et nous allons le faire sans que cela y paraisse..."

"Cette exposition universelle est destinée avant tout aux éducateurs et à ceux qui sont les élèves. Nous en avons si bien convaincu les provinces et les États voisins qu'on annonce qu'un million d'étudiants américains viendront à l'Expo pour s'instruire," a dit le commissaire général.

Les étudiants protestent contre la décision de fermer le collège Sacré-Coeur de Sudbury

SUDBURY — Les étudiants du collège du Sacré-Coeur de Sudbury, après la décision prise par les Jésuites, d'abandonner l'administration du collège à la fin de la présente année scolaire, ont décidé de protester contre la décision qui place les étudiants devant l'éventualité d'une intégration au système d'écoles secondaires de Sudbury, ont décidé de combattre cet état de chose, en vue de demeurer au collège.

En effet, une pétition qui a circulé vendredi, dans les rangs des étudiants, demande à la Commission des écoles secondaires de la ville, de prendre en main l'administration du collège jusqu'au moment où la construction d'une école supérieure française sera terminée.

Le colonel Gilbert quitte la présidence du conseil du Soleil

QUEBEC — Le lieutenant-colonel J.-Oscar Gilbert a remis sa démission comme président du conseil d'administration de la compagnie Le Soleil Limitée, éditeur du quotidien Le Soleil.

Il a fait part de sa décision dans un message publié vendredi en première page du Soleil et aussi de l'Événement, dont c'était le dernier numéro.

Agé de 78 ans, M. Gilbert était président du conseil d'administration depuis 1948. Il soulignait, dans son message, que son départ a été précipité par les dernières décisions relatives à la transformation et à la disparition de l'Événement qui était le seul quotidien du matin de la capitale.

"Je n'approuvais pas la nouvelle formule adoptée par l'Événement, en octobre dernier. Je n'étais pas non plus d'accord au début du mois dernier lorsqu'on a décidé, en dépit de mon opposition, de mettre fin dès cette semaine, à la publication du journal. J'aurais voulu que d'autres sacrifices financiers soient consentis

afin de conserver à la population de Québec son journal du matin. On n'a pas tenu compte de mes demandes."

M. Gilbert ajoute que, dans les circonstances, il ne peut plus demeurer à la présidence du conseil d'administration et assumer la responsabilité des décisions prises.

En terminant son message, M. Gilbert souhaite bon succès à ses fils qui sont ses successeurs à la direction du journal.

M. Gilbert, le mois dernier, au lendemain de la publication de la nouvelle de la disparition de l'Événement, avait annoncé qu'il projetait de continuer sa publication — au moins jusqu'au 30 juin.

Mais un porte-parole du journal avait immédiatement dit que le projet de discontinuer la publication du journal demeurait inchangé.

L'Événement, un quotidien qui devait compter 100 ans d'existence le 13 mai prochain, a effectivement fait sa dernière apparition vendredi.

Ce sont des difficultés d'ordre financier qui ont amené sa disparition.

Dans un ultime effort pour tenter d'assurer sa rentabilité, en octobre dernier, on avait décidé de le publier sous le format tabloïd en même temps qu'on lui donnait sa propre équipe rédactionnelle, différente de celle du Soleil.

Les résultats n'ont pas été concluants. Le tirage du journal s'établissait à 10,400 exemplaires.

Les quelque 20 journalistes qui formaient son personnel de rédaction doivent passer au service du Soleil qui demeurera un quotidien de l'après-midi.



Les oeuvres d'art de la France à l'Expo

PARIS — Les objets et oeuvres d'art qui orneront le pavillon de la France à l'Exposition universelle sont des maintenant rassemblés, dans leur quasi-totalité, dans les salles de l'édifice de l'Etat, dit du "Mobilier national" pour être très prochainement expédiés au Canada.

Toutes les manufactures nationales ont été mises à contribution. Celle des Gobelins a tissé les tapisseries modernes qui décoreront les différents étages. L'Atelier du Mobilier national a exécuté les meubles, tables, tabourets et fauteuils de tons roses et rouges. La manufacture de Sèvres a créé un splendide service de table, des coupes, pots et vases.

La coloration intérieure du pavillon a été confiée au peintre Asarely.

Une gamme très complète des différentes tendances de la peinture moderne sera exposée, où voisineront des toiles de toutes les écoles du figuratif et de l'abstrait.

Un très bel ensemble de sculptures monumentales sera disposé tout autour de l'édifice.

Tout cela pour l'art moderne mais le passé sera évidemment tout aussi remarquablement représenté: une sélection a été opérée dans les musées de France qui enverront une centaine de chefs-d'oeu-

vre, de l'art romain à nos jours: vitraux du Moyen-Âge, sculptures des 16 et 18ème siècles, peintures parmi les plus marquantes des trois derniers siècles.

C'est donc un échantillonnage exceptionnel de l'art français moderne et ancien que les visiteurs de l'Expo 67 pourront admirer au pavillon de la France. Celui-ci évidemment fera également sur un autre plan, une large part aux techniques industrielles.

Signature du contrat des employés manuels de la ville de Montréal

Les dirigeants de la ville de Montréal et du Syndicat canadien de la fonction publique ont signé officiellement, la semaine dernière, la nouvelle convention collective des employés manuels de la ville.

Cette convention accorde aux 5,000 ouvriers spécialisés et non spécialisés à l'emploi de la Ville les salaires les plus élevés au Canada pour cette catégorie d'employés. Les dirigeants du SCFP ont déclaré en signant le document que la nouvelle convention représente "la plus grande victoire syndicale qui ait été remportée dans le secteur municipal au Canada."

L'entente, survenue après cinq jours de grève des employés manuels, le 15 février, prévoit des hausses de salaire variant de 28 à 50 p.c., selon les calculs de la partie syndicale.

Le salaire de base, celui du manoeuvre, qui était de \$2.05 l'heure, a été porté à \$2.50 à compter du 1er décembre dernier et sera porté à \$2.62 le 30 août 1967, ce qui représente une hausse de \$0.57 l'heure. Le salaire le plus élevé, celui de l'ouvrier, passe de \$2.49 l'heure à \$3.50 et \$3.74 ce qui représente une hausse de \$1.25.

Le salaire de base, qui sera de \$2.62 en août prochain, se compare à des taux de \$2.475 à Vancouver et de \$2.61 à Toronto.

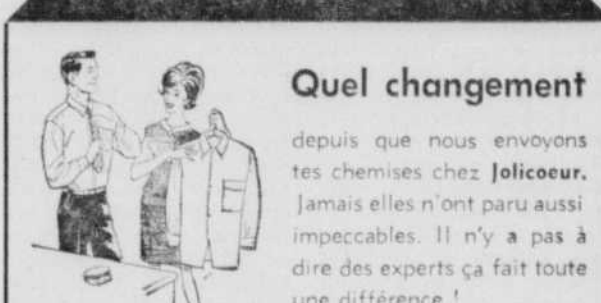


Aussi vivifiante que Célestins

En activant votre digestion, l'EAU DE VICHY CÉLESTINS fait du bien à tout votre organisme. Eau diététique appréciée dans le monde entier, CÉLESTINS convient à tous, aux enfants comme aux adultes. Aidez votre digestion en buvant quotidiennement VICHY CÉLESTINS. IMPORTÉE DE FRANCE, CÉLESTINS est la seule authentique EAU DE VICHY vendue au Canada.

Méitez-vous des imitations, exigez toujours VICHY CÉLESTINS l'eau qui fait... du bien!

32 OZ. 59¢ — 16 OZ. 39¢ — 8 OZ. 2 pour 49¢



Quel changement

depuis que nous envoyons tes chemises chez Jolicoeur. Jamais elles n'ont paru aussi impeccables. Il n'y a pas à dire des experts ça fait toute une différence!

100 camions bleu et blanc pour mieux vous servir

Depuis 1907 LA. 1-2161

Succursale au centre d'achats Rockland

Dirigées par Jacques Hébert 3411 ST-DENIS, MONTREAL VI 9-2228

CHERCHER AUTOUR DE VOUS... et rien n'égale... UN REPAS AU BIFTECK chez Moishe's STEAK HOUSE

Les meilleures biftecks grillées sur charbon de bois à Montréal 3961, boul. St-Laurent — Permis complet — VI. 5-3509 Déjeuners pour hommes d'affaires tous les jours, à compter de midi

COURS DE PERFECTIONNEMENT EN CONFIANCE EN SOI! CE COURS VA VOUS AIDER A CULTIVER LA VRAIE CONFIANCE EN SOI (Pour mieux réaliser toutes vos ambitions)

L'ENTHOUSIASME (Pour vivre pleinement votre vie)
L'ESPRIT DE DECISION (Pour prendre plus d'initiatives, assumer plus de responsabilités et devenir meilleur chef)
L'ART DES RELATIONS HUMAINES (Pour mieux comprendre les gens et les rendre plus heureux)
L'ART DE PERSUADER PAR LA PAROLE (Pour mieux vendre vos idées et vos produits, dans une discussion, une vente et même devant un public)

VOUS AUSSI

Quels que soient votre âge, votre occupation ou votre degré d'instruction, vous pouvez en tirer profit

Ce n'est pas un cours théorique; mais un cours pratique de 15 semaines UN SEUL SOIR PAR SEMAINE

VENEZ ASSISTER A UNE DEMONSTRATION GRATUITE

Rendez-vous au PALAIS DU COMMERCE, suite 219... ou entrez par la 1400 rue Berri et prenez l'ascenseur. (Venez en métro, descendez à la station Berri-Dumontigny et prenez la sortie Ontario)

Mardi le 7 mars ou jeudi le 9 mars à 8 heures P.M. Pour être sûr d'avoir une place, téléphonez à 842-8186

Ne vous demandez pas si vous avez le temps et les moyens de prendre ce cours, demandez-vous si vous avez le temps et les moyens de vous en passer.

Jean-Guy LEBOEUF, B.A., L.S.C., président

Auteur du volume "Arrêtez d'avoir peur et croyez au succès!"

L'INSTITUT DE PERSONNALITE

Pour devenir plus dynamique en pensées, en paroles et en actions

Montreal descubre el Mediterráneo

La Méditerranée s'en vient à Montréal

The Mediterranean is coming to Montreal

Il Mediterraneo sta per arrivare a Montreal

Le printemps s'en vient l'eau dégouttera

Pastes installer les GOUTTIERES "PRIMEAU"

Galvanisé • Cuivre • Aluminium

Estimation gratuite

* MONTREAL — 322-4160

* QUEBEC — 872-9244

PRIMEAU METAL INC.

VIENT DE PARAITRE... COMEDIENS DE NOTRE TEMPS ...AUX EDITIONS DU JOUR

UNE ENQUETE DE OLLIVIER MERCIER-GOUIN

● Dialogues avec Jean-Louis Barrault, Jean Gascon, Simone Valère, Jean Desailly, Louis de Funès, Yvette Brind'Amour, Pierre Boucher, Charles Aznavour.

● Ce que les comédiens pensent d'eux-mêmes, de leur métier, de leur public et ce que le public pense des comédiens.

En vente partout à \$2.00. — Distributé par : La Cie de Distribution de La Patrie, 396, Place de Louvain, Montréal 11 — Tél. : 874-7384

Feu Georges P. Vanier

Celui qui vient de s'éteindre doucement à Rideau Hall avait eu, avant de devenir gouverneur général du Canada, une carrière militaire et diplomatique très chargée.

Mais en ce moment de deuil, on ne pense guère à dresser une liste complète des états de service de Georges P. Vanier. On pense plutôt à retenir quelque chose de beaucoup plus fondamental. On pense surtout le grand serviteur de l'Etat et encore davantage l'ami universel, le frère spirituel qui se cachait derrière le titulaire de la plus haute fonction civile du pays.

Pendant presque toute sa carrière, Georges P. Vanier fut appelé à servir l'Etat. Il n'avait pas choisi, pour ce service, la voie élective ou, si l'on préfère, la politique proprement dite. Aussi ne faut-il pas s'étonner que son œuvre personnelle reste plutôt modeste et que son apport aux grandes controverses du dernier demi-siècle ait été limité.

Ce qu'il avait choisi, c'était de servir son pays sous l'autorité des élus du peuple. Dans chacune des fonctions qu'il exerça, il fut un modèle de compétence, de loyauté, de présence persévérante à son devoir, de respect scrupuleux des frontières de sa tâche.

M. Vanier avait une conception très élevée de la patrie et de l'ordre. Il aimait avec passion le Canada. Il rêvait aussi de voir son pays progresser dans l'ordre et l'harmonie. Mais il n'y avait chez lui rien de violent ou d'aveugle. A mesure qu'il vieillissait, on le sentait, contrairement à tant d'autres, devenir plus doux, plus détaché, plus donné à sa tâche sans la moindre tendance, cependant, à s'y cramponner ou à la confondre avec sa propre personne.

Après cinq ans à Rideau Hall, M. Vanier eut volontiers souhaité la tranquillité d'une retraite bien méritée. A l'insistance du chef du gouvernement, il consentit néanmoins à tester à son poste dans des conditions qui le décrivent à merveille. La prolongation de mandat ne comportait aucune limite de temps : chacun pouvait y mettre fin à peu de temps d'avis. M. Vanier acceptait, en somme, de continuer à servir, et on sait que, chez lui, cela signifiait une disponibilité sans réserve; mais il voulait que le gouvernement se sentît tout à fait libre de disposer de lui en tout temps.

Jusqu'à l'occasion de causer avec M. Vanier à un moment particulièrement agité de notre histoire politique récente. Je fus édifié de voir combien il restait au-dessus des intrigues et des luttes de personnalités mais combien aussi il ne cessait d'étudier avec une application méticuleuse toutes les avenues d'action qui pouvaient s'ouvrir à lui dans sa fonction propre. Le gouverneur général est, dans notre régime, le grand silencieux de la vie politique. Il peut, cependant, à tout moment, exercer une forme discrète de présence dont M. Vanier avait parfaitement saisi la nature et les lois. Dans cette fonction comme dans toutes les autres qu'il fut appelé à remplir, il fut un parfait serviteur de l'Etat et de la vie politique.

Si la fonction de gouverneur général se prête peu à un rôle spectaculaire et décisif, elle ouvre, par contre, de multiples possibilités d'influence morale et

spirituelle à son titulaire. Homme profondément spirituel, M. Vanier, admirablement secondé par Madame Vanier, sut mettre au service de deux causes très nobles le prestige de sa personne et de sa fonction.

Sans jamais verser dans des propos partisans, il ne cessa, ces dernières années, de préconiser une meilleure compréhension entre les deux communautés culturelles qui constituent principalement le Canada. *"L'expérience que j'ai acquise du Canada,"* déclarait-il l'an dernier, *"m'a convaincu que se connaître, c'est s'aimer."* Ces mots simples résumèrent l'esprit dans lequel M. Vanier travailla au rapprochement des deux communautés. Il souhaitait sans doute voir ce rapprochement s'effectuer à l'intérieur du cadre politique canadien, et là-dessus plusieurs pourrions de bonne foi, ne pas partager son avis. Mais son dessein n'était pas d'abord politique. Il procédait d'une conscience profonde — longuement formée par l'étude de l'histoire et l'expérience de la guerre et de la vie publique — du besoin de plus en plus aigu que les hommes ont les uns des autres à notre époque planétaire. En ce sens, le rêve de M. Vanier transcendait les controverses d'aujourd'hui et rejoignait un souci commun, par-delà les divergences particulières, à tous les amis de la paix.

Sur un plan plus modeste, M. Vanier avait aussi consacré une partie croissante de ses énergies au service de la famille. Avec sa femme, il prit l'initiative de convoquer, il y a trois ans, une conférence nationale sur la famille. De cette conférence, devait naître l'Institut Vanier de la famille, organisme désintéressé, dont le but est de promouvoir l'étude et l'action autour des problèmes de la famille. Lui-même chef d'une famille exemplaire, M. Vanier affirma à maintes reprises sa conviction quant au rôle indispensable de la famille dans le monde actuel.

M. Vanier comprenait enfin, avec une pénétration rare, que la vie d'un peuple ne consiste pas uniquement dans les actes officiels du Parlement et des hommes publics. Il avait un profond respect, un intérêt remarquable et plutôt rare chez les hommes de son rang, pour les manifestations les plus humbles de la vie privée, en particulier pour les initiatives visant à aider les pauvres et les faibles. Il se sentait responsable, dans sa fonction élevée, non seulement de la bonne marche des institutions officielles, mais aussi et peut-être davantage de la bonne qualité de la vie ordinaire des citoyens et de leurs multiples associations. C'est toute la vie de son pays qu'il assumait spirituellement et qu'il contribua, de ce fait, à ennobler.

Fidèle serviteur du bien public, Georges P. Vanier fut aussi un témoin exemplaire de la foi en Dieu. Il respectait les convictions d'autrui, mais il n'eût jamais consenti à ensevelir sous le boisseau du conformisme son propre héritage spirituel. Rencontrer cet homme, surtout peut-être vers la fin de sa vie, c'était se sentir plus proche de celui qu'il avait tant de retrouver.

Nous pleurons sincèrement la mort de Georges P. Vanier. A sa femme et à ses enfants, nous offrons l'assurance de notre soutien spirituel dans le deuil qui les frappe.

Claude RYAN

Les fonctionnaires de Montréal ont mis fin à leur grève

Après plus de cinq semaines de grève, les fonctionnaires de Montréal ont décidé, samedi, d'accepter les dernières offres de la municipalité et de retourner ce matin à leurs bureaux.

Certes, la décision ne fut pas unanime. Un bon tiers des cols blancs aurait préféré poursuivre plus longtemps leur arrêt de travail, jugeant que le règlement qui leur était offert ne leur rendait point justice. Mais la majorité en a décidé autrement.

Et la majorité, croyons-nous, avait raison. Car c'est, dans l'ensemble, un contrat plus que raisonnable que le syndicat a finalement décroché. Les chefs syndicaux ont pu paraître l'entente ne satisfaisait pas les huchers qu'on leur a adressés. Au contraire, ils avaient droit aux remerciements enthousiastes de leurs membres.

Avec la nouvelle convention collective, en effet, les cols blancs de Montréal — du moins, c'est l'avis exprimé par des connaisseurs — deviennent les employés les mieux payés de leur catégorie au Canada. On dira que la chose est normale puisqu'ils sont au service de la plus grande ville du pays. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a des villes plus riches que la nôtre, dont les employés peuvent mieux payer que la nôtre.

Pour ces raisons, nous sommes portés à considérer comme très peu réalistes ceux qui voulaient à tout prix prolonger indéfiniment la grève. Qu'auraient-ils pu obtenir de plus? Ces gens oublient que le syndicat, grâce à ses démarchés, a réussi à arracher à la ville une somme dépassant de 15 pour cent celle que M. Lucien Saulnier, président du comité exécutif, avait

présentée le 2 février, comme une "offre globale et finale". D'ailleurs, en supposant qu'une prolongation de l'arrêt de travail eût pu aboutir à un règlement encore un peu plus généreux, il y a lieu de se demander si cette légère amélioration n'aurait pas été une simple goutte d'eau en face des pertes de salaires infligées par les fonctionnaires qui auraient fallu consentir. Certes, quand de grands principes sont en jeu, on peut exiger de tels sacrifices des syndicats, mais tel n'était sûrement pas le cas dans cette grève-ci.

Ni vainqueurs, ni vaincus
A notre avis, M. Lucien Saulnier a parfaitement bien résumé la situation quand il a déclaré: "La fin de la grève n'apporte de victoire à personne. Le public a été frustré, les employés le sont et les administrateurs de la ville sont conscients qu'ils doivent maintenant gagner la confiance des grévistes."

Parmi les employés mécontents, qui auraient préféré continuer la grève, il s'en est trouvé, paraît-il, pour prétendre que le grand vainqueur dans cet affrontement, c'était M. Saulnier. C'est un point que nous aimerions leur voir prouver. Il ne nous apparaît nullement évident.

Certes, M. Saulnier a réussi à faire accepter aux cols blancs une augmentation inférieure, en pourcentage, à celles qu'il a accordées à d'autres catégories d'employés de la ville. A cet égard, admet-

BLOCS NOTES

tions qu'il a gagné son pari. Mais il ne l'a pas gagné entièrement. Car il a dû reculer passablement sous la pression du syndicat. De plus, il n'est pas prouvé que M. Saulnier n'aurait pas raison de vouloir donner davantage, cette année, aux autres employés de la ville. Ces autres catégories d'employés avaient plus de rattrapage à effectuer que les cols blancs. L'attitude du président du comité exécutif ne paraît pas aussi bien aux exigences de la justice distributive.

Les fonctionnaires avaient raison de prétendre que la capacité de payer d'une ville ne doit pas être le seul critère à entrer en ligne de compte quand il s'agit de décider des salaires d'employés municipaux. Ces services doivent être rémunérés selon leur qualité et compte tenu des salaires versés pour le même type de travail dans les villes voisines ou l'entreprise privée. Si une ville veut se donner des services de qualité, elle doit être prête à en payer le coût, dit-elle pour ce faire hausser ses impôts.

Mais cet argument perd beaucoup de poids quand on se trouve en face d'une offre comme celle de la ville de Montréal, offre qui faisait de ses cols blancs les mieux payés au pays. Des salaires peuvent toujours demander davantage, mais quand une offre patronale se présente avec toutes les caractéristiques que comporte celle de la ville de Montréal, force nous est de la déclarer acceptable.

Un problème à l'échelle du monde La lutte contre la pollution des mers est le thème principal de la présente année touristique

"Je pense à mes enfants et à mes futurs petits-enfants. A ceux des autres. Il faut aller l'opinion publique. Il faut établir un véritable code international interdisant la pollution des eaux de mer et prévoyant des sanctions graves contre les navires et les pays qui ne les respecteraient pas." C'est en ces termes que Madame Louise de Villemorin a résumé les principaux objectifs de l'opération "Messages à la Mer", qui vient de commencer.

Organisée pour la cinquième fois par l'hebdomadaire belge, "Femmes d'Aujourd'hui", cette vaste opération s'inspire d'un jeu de plume lancé en 1962 et qui invitait les participants à recueillir des messages placés dans des bouteilles jetées à une trentaine de milles au nord-est d'Ostende.

Aujourd'hui l'opération est placée sous le patronage du Prince Albert de Belgique, président de la Croix-Rouge belge et de plusieurs autres personnalités de renom et atteint une dimension mondiale. Son thème initial, la lutte contre la pollution des mers par les hydrocarbures s'est élargi à la pollution des mers en général, ce qui se voit par les hydrocarbures par les déchets radioactifs ou par le versement de produits nocifs par les industries côtières ou les villes qui n'utilisent pas de stations d'épuration.

200 wagons-citernes par jour

"Il y a réellement de la santé et des possibilités de survie de l'espèce humaine, comme de la défense de l'ensemble du capital touristique que sont les plages dans le monde", déclare M. Arthur Haulot, Commissaire général au Tourisme dans la conférence de presse qui a marqué à Bruxelles le départ de l'opération. L'océan constitue effectivement la seule réserve alimentaire capable de répondre à l'accroissement continu de la population mondiale. "Pour tant", remarque M. Kesteloot, de l'Institut Belge des Sciences naturelles, qui prête son concours à l'opération, ce sont dix mille mètres cubes d'hydrocarbures qui sont rejetés chaque jour dans la mer, soit l'équivalent quotidien d'un train de deux cents énormes wagons-citernes. Ces produits forment rapidement sur les eaux un film mortel qui s'étend sur plusieurs millions de kilomètres carrés, pour aboutir finalement sur les côtes.

Il existe des conventions qui délimitent les zones de versement, mais elles sont insuffisantes, puisque plusieurs pays maritimes ne les ont pas ratifiées. 250.000 premiers messages imprimés sur "Fresh Pak"

L'opération "Messages à la Mer" se place désormais sur le triple plan scientifique, touristique et humanitaire. Elle va permettre à différentes autorités scientifiques de faire des observations et des études se rapportant au parcours des courants. Ces études permettront d'autre part aux autorités touristiques de recueillir des preuves à l'appui, contre l'affirmation selon laquelle les versements se font suffisamment loin des côtes et de prouver la dégradation accélérée du capital balnéaire. Enfin sur le plan humanitaire, on enregistrera des témoignages de la pollution de la nature et de la protection de la nature sur leur territoire. Cette méthode, disent les organisateurs, donne davantage au public le souci de protéger l'opération. Nous a-t-on sujet qu'en Belgique le département de l'éducation nationale s'efforce d'y intéresser la jeunesse.

Une dure négociation
Au fait — et c'est une façon d'illustrer encore qu'il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus dans ce conflit — le contrat d'acceptation, samedi, par les cols blancs, ne représentera pas, en pratique, une dépense beaucoup plus élevée pour la ville que celle qu'aurait entraînée "l'offre globale et finale" du 2 février. Entre-temps, en effet, la ville n'a pas eu à payer de salaires à ses employés en grève; d'autre part, la principale tranche des augmentations prend effet un mois plus tard que prévu en février, et la dernière ne commencera à s'appliquer que le 1er janvier 1967.

Par contre, le syndicat et ses membres peuvent apprécier leurs gains en pensant surtout à l'avenir. Pour la négociation de leur prochaine convention collective, ils seront sur un palier plus élevé, du point de vue de la prévoyance. L'offre "finale" du 2 février dernier, c'est un aspect non négligeable.

La perte sèche qui résulte de ce conflit, c'est malheureusement la détérioration du climat des relations patronales-syndicales à l'égard de la ville. Cette perte ne peut s'évaluer en dollars et cents, mais elle est sûrement grande. De part et d'autre, on devra s'efforcer d'en réduire les effets.

Du côté patronal comme du côté syndical, on a mené cette dernière négociation avec beaucoup de fermeté, voire même avec indécision. On aurait

garantie de survie pour l'humanité, il importe donc de ne tolérer aucune atteinte à ces réserves et de protéger les mers de la façon la plus intransigeante. Indirectement, l'opération aura également une influence sur la lutte contre le cancer, puisque les hydrocarbures contiennent, selon des savants, des éléments cancérogènes.

La campagne 1966-67 verra l'impression de 250.000 messages par les paquets "Fresh Pak" et "Antilles" de la Compagnie générale Transatlantique, par des navires océanographiques et même par des avions d'Air France.

Ces messages seront placés sous une enveloppe de polyéthylène de couleur bleue, afin de rester invisibles aux oiseaux de mer, qui ont l'habitude de plonger sur tout ce qu'ils voient bouger à la surface de l'eau. Les messages sont imprimés sur un matériau nouveau, le "Fresh Pak", qui a l'aspect d'un papier de soie, mais la résistance du plastique, son imperméabilité, est la première fois que ce matériau est utilisé. Il a été spécialement conçu par les laboratoires du plus important producteur de matières plastiques d'Europe continentale, l'Union Chimique Belge. Le matériau est d'ailleurs appelé à révolutionner la cartographie nautique. Contrairement au papier sur lequel sont généralement imprimées les cartes de navigation, le Fresh Pak est insensible à l'eau et au sel, qui a un grand pouvoir de détérioration. Les nouvelles cartes seront donc pratiquement invulnérables à l'occasion de l'opération, le service hydrographique de la Marine française va étudier le comportement du Fresh Pak en milieu marin. Cette étude permettra sans doute la création ultérieure de documents destinés à la navigation: cartes et documents de bord.

Des immersions dans toutes les mers du monde
Le 20 octobre, le paquebot "France" a immergé 125.000 messages au large des côtes d'Irlande et le 25 octobre, à nouveau 125.000 à hauteur des côtes américaines du Cap Cod. C'est Madame de Villemorin qui a présidé la cérémonie. Les messages dériveront au gré des courants marins et s'échoueront, dans une période allant de quelques jours à quelques années, sur les rivages atlantiques et de l'Amérique du Nord. On pourra ainsi vérifier le parcours de certains courants maritimes.

D'autres immersions auront lieu le jour de Noël entre Porto-Rico et la Jamaïque et ultérieurement dans la Méditerranée, le Pacifique, sur la côte orientale de l'Afrique, etc., à l'initiative de bateaux océanographiques de diverses marines nationales. En dehors de ces immersions principales, des opérations de "rappel" vont chercher de quadriller la carte du monde en tenant compte des nécessités scientifiques et des renseignements à fournir sur les courants maritimes.

Ces 250.000 premiers messages se réfèrent à toutes les communes de France (qui sont 38.000) et aux 2.586 communes de Belgique. Celles dont les messages auront été retrouvés le plus loin recevront des bouées destinées à la protection de la nature sur leur territoire. Cette méthode, disent les organisateurs, donne davantage au public le souci de protéger l'opération. Nous a-t-on sujet qu'en Belgique le département de l'éducation nationale s'efforce d'y intéresser la jeunesse.

Le moment d'oublier
De toute façon, il est maintenant impérieux d'oublier les incidents de ces dernières semaines. Les fonctionnaires municipaux, en tant que premiers collaborateurs de l'administration, avaient droit à une rémunération décente. Ils

lettres au DEVOIR

Le français, langue de travail

M. Daniel Johnson.
La fermeté et la célérité que vous avez mises à l'adoption du Bill 25 nous incitent à réclamer de la part de votre gouvernement un geste analogue, mais cette fois pour d'autres droits pour lesquels nous sommes brimés dans la province de Québec. Il est urgent à mon avis que une loi soit votée pour que le français devienne LA LANGUE DU TRAVAIL au Québec, pour que les NEO-CANADIENS soient tenus de fréquenter LES ECOLES FRANCAISES, pour que les manuels anglais de mathématiques qu'on projette de mettre entre les mains des élèves du Secondaire soient remplacés par des manuels français.

Nous réclamons aussi du ministère de l'Éducation la suppression de l'étude de l'anglais au cours primaire et l'enseignement adéquat et efficace du français universel dans nos écoles. Et aussi pourquoi pas une éducation civique poussée qui irait de

pair avec un enseignement authentique et efficace de l'histoire du Canada? Je voudrais bien trouver chez tous les nôtres, et non seulement dans l'élite, un sain patriotisme qui ferait nos contacts avec tous, plus humains et plus dignes. Ah! je sais bien que si tous les Canadiens français ne consentaient à parler l'anglais qu'en extrême nécessité, ce problème serait vite réglé. Mais il est tant de snobisme et de contamination de toutes parts, que nous sommes en train de nous dépersonnaliser et de sombrer dans le monde de l'anglophonie. Seule, une loi draconienne et d'urgence comme celle du Bill 25 nous redonnerait notre fierté et nos droits, et la possibilité de les faire valoir.

Si nous réclamons aussi l'institution d'une loterie nationale dans la province pour les fonds de l'éducation? Actuellement des millions de dollars qui reviendraient au Québec, sont recueillis par l'Irlande et d'autres pays

pour leurs institutions d'enseignement et leurs hôpitaux. Puisque nous avons constaté, M. le premier ministre, que vous êtes homme d'action et de ténacité nous avons grande espérance que notre vœu sera bientôt exaucé. Joyeux anniversaire, nous tiendrons des journaux d'étude, ce sera pour la cause du français dans la province de Québec!

Vous savez, monsieur le ministre, je ne parle qu'en mon nom personnel, mais je crois fermement que ces idées rallient beaucoup de nos confrères et de nos concitoyens. Est-ce un rêve, une utopie? Sûrement non, puisque le gouvernement a tous les pouvoirs entre les mains, et qu'il a su les faire valoir dans le Bill qui a failli nous donner une révolution de bile. Nous réclamons donc une extension au Bill 25 c'est-à-dire: "Le droit de l'enfant à l'éducation francophone au Québec".

M.-R. Taillefer, institutrice

Les instituts familiaux ne sont pas morts!

Face à l'opinion de certains gens tant soit peu ignorants, qui osent colporter que les INSTITUTS FAMILIAUX agonisent ou sont sur le bord de la faillite, l'idée m'est venue de rédiger cet article, soulignant la valeur réelle de ces maisons de formation et d'éducation féminine familiale.

Nous ne sommes pas morts, et nous ne sommes pas près de mourir, c'est moi qui vous le dis. Nous engageons aujourd'hui une lutte acharnée pour notre survie. Que la Société cesse de nous prendre pour des écoles de sous-femmes, et qu'on nous apprécie à notre juste valeur! Qu'on cesse aussi de penser que nous sommes du type "ÉCOLES MENAGÈRES" ou des jeunes filles incapables de poursuivre leurs études pour des raisons diverses, optent pour des cours de couture et d'art culinaire durant une période de six à huit mois. Qu'on se creuse un peu la tête pour faire la comparaison entre huit mois et quatre ans plus souvent une année de spécialisation pour la jeune fille de l'INSTITUT FAMILIAL. Et si je possède bien toutes mes facultés, tout calculé, cela fait bien une différence de quatre ans et demi, n'est-ce pas? Alors, qu'on nous prenne pour ce qu'on est: UNE ÉCOLE CULTURELLE DÉBOUCHANT AU NIVEAU UNIVERSITAIRE.

Maintenant, posons-nous la question: si sous le soleil bien Pourquoi avons-nous fait de la mise à mort faire accepter, nous les INSTITUTS FAMILIAUX, dans certains milieux? Eh oui! la question des "fameuses tartes". Voilà bien un facteur primordial de cette cause de rejet. Bien sûr, c'est beau et appétissant, une bonne tarte aux pommes, avec un morceau de fromage sur le dessus, mais — qu'on cesse de penser, que ce sont les tartes qui étouffent la vie dans les instituts familiaux! Penchons-nous un peu sur ce qu'est un institut familial, et vous vous apercevrez vite que ce ne sont pas nos filles qui sont les mœurs débauchées et les moins éduquées! Réfléchissez, car c'est tout l'avenir de demain qui en dépend.

Et pour traiter d'un autre point, passons à la question éducation. Existe-t-il dans nos écoles actuelles, un cours ou un offre autant de "spiritualité" à nos jeunes filles que dans un institut familial? Existe-t-il un cours qui leur inculque vraiment la jeune fille de la différence psychologique concernant le comportement du garçon vis-à-vis la fille? Eh oui! si vous venez dans un institut, vous verrez des jeunes filles prévenues qui sont les futures "person-

nalités" et non les futures femmes "gâteaux" de la génération "pépé". Au point de vue sociologique, encore dans nos maisons, on montre à la femme, sa vraie place dans la société, en regard de son rôle de don. Le "droit familial" encore la montre une matière importante dans les instituts. Les jeunes filles sont alors mises au courant de toutes les lois sociales concernant l'émancipation de la femme. Aussi, pas seulement dans la question matière d'apprendre, mais dans la question savoir-faire, les filles qui fréquentent les instituts familiaux, sont les premières à bénéficier de professeurs penchés sur leur éducation féminine. Y a-t-il une

école où l'amour et la fraternité régissent autant que dans les instituts, où l'on se sent "cousines"? Bien souvent, dans nos régions rurales, on ne pense même pas à se saluer le matin à l'arrivée. Pour sur, ce n'est pas la bonne volonté qui manque, mais la délicatesse du cœur. On s'entend, et on marche dans la vie comme un tout mécanique, qui sert de jouet dans la société. C'est donc de mécaniser nos actes, et prenons le temps de nous construire une personnalité équilibrée: voilà la vraie façade des instituts familiaux.

Marioline FOURNIER, Institut familial, Sainte-Marie, Beauce.

En France: la mutation de la vie politique

Quoi qu'il en soit, ces jours derniers un commentateur de la Canadian Press, dans une analyse gastronomico-politique des élections en France, l'un des traits majeurs à la fois du système électoral français et de la vie politique française, ces dernières années, est leur tendance à la simplification. Cette transformation tient aussi bien à la personnalité du général de Gaulle et à l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel qu'à la réforme électorale et à l'usage intensif de la télévision.

Le renouveau d'intérêt pour la chose publique observé aussi bien lors de la présente consultation qu'à l'occasion de l'élection présidentielle de décembre 1965 provient pour une grande part de la personnalisation des partis et des tendances (dont que de la réduction sensible de ceux-ci). Les partis ont un "visage", celui d'une vedette ou d'un petit nombre de "tenors" à l'échelle nationale: cette personnalisation comporte incontestablement des inconvénients mais aussi de nombreux avantages. Les états-majors ont tout-puissants et les éléments occultes qui faisaient et défaisaient les chefs et les programmes devront désormais tenir compte de ce nouveau facteur et compter davantage avec un chef ayant une large audience personnelle et qui, dans le pays, incarnera le parti.

Un autre phénomène intéressant et peut-être troublant réside dans l'extraordinaire essor de la formule des sondages d'opinion publique. La France (et l'Europe en général) y est venue bien après les États-Unis, mais en venant de rattraper sinon de dépasser celle-ci dans l'usage quasi frénétique des sondages et dans la qualité de l'instrument créé à cette fin. Et cela ne vaut pas que pour les campagnes électorales mais dans les circonstances et pour les fins les plus diverses.

Il existe des grandes institutions: l'I.F.O.P. (Institut français d'opinion publique) et la Sofres (société française d'études et de sondages) de réputation sensiblement égale. Chaque semaine depuis deux à trois mois, elles ont mené des sondages systématiques, pris par la presse, d'ailleurs, nombre de grands quotidiens et hebdomadaires en plus leur propre enquête. On constate au moment où sont connus en gros les résultats du premier tour l'efficacité de ces sondages, comme ce fut le cas lors de l'élection présidentielle à la fin de 1965, chaque parti ou grande tendance recueille le pourcentage de voix et semble devoir remporter le nombre de sièges annoncés par les grands instituts de sondage. Cela soulève un problème.

L'existence d'un scrutin à deux tours peut sembler lourde, elle présente l'avantage d'être incontestablement plus démocratique que le scrutin majoritaire à un seul tour à partir du moment où plus de deux formations s'affrontent. Il n'est pas juste de penser, d'autre part, que cela provoque la lassitude de l'électeur. En France, lors des élections générales (il en va différemment dans les élections partielles), le taux de participation est généralement presque aussi élevé au 2e tour qu'au 1er, parfois même il l'est davantage.

Les résultats de ce premier tour semblent indiquer que la vie politique est entrée dans une mutation profonde, en France: une droite classique et libérale qu'exprimerait le Centre démocrate; un parti du centre légèrement orienté à droite, que traduirait l'U.N.R. et ses alliés; un grand parti de gauche non-communiste; enfin, l'extrême-gauche avec le P.C. Nous disons qu'il s'agit d'une "indication" seulement: si la simplification paraît probable en effet, la nature des regroupements en cours n'est point encore assurée. Il n'est pas impossible qu'on assiste finalement à une alliance permanente du Centre avec la gauche non-communiste; il est également fort possible qu'après le départ de de Gaulle, l'U.N.R. éclate ou se transforme, car seul le chef de l'Etat maintient ensemble ces éléments assez hétérogènes. Des partis politiques plus clairement orientés, moins nombreux, plus puissants: trois ou quatre grandes formations avec des leaders nationaux ayant une large audience, cela faciliterait la consolidation d'une démocratie moderne. J.M.L.

MONTREAL, LUNDI 6 MARS 1967

LE DEVOIR

FONDEUR: HENRI BOUSSAÏE LE 10 JANVIER 1910
Directeur: Claude RYAN
Rédacteur en chef adjoint: André LAURENDEAU
Rédacteur en chef: Paul SAUBOIS
Directeur de l'information: Mario CARDINAL
Trésorier: Arthur LEBERVIE

"Le Devoir" est imprimé au 414 est, rue Notre-Dame, à Montréal, par l'Imprimerie Populaire, compagnie limitée, qui est l'éditrice. Selon la Presse canadienne est autorisé à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, Montréal, Québec, Lévis et bathurst: 12 mois \$25.00, 6 mois \$13.00, 3 mois \$7.00. Abonnés au Canada: 12 mois \$29.00, 6 mois \$15.00, 3 mois \$8.00. A l'étranger: 12 mois \$35.00, 6 mois \$18.00. Edition du samedi: 12 mois \$6.00. Le ministère des postes a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de 2e classe de la présente publication.

TELEPHONE: 844-3361

DES IDÉES DES ÉVÉNEMENTS ET DES HOMMES

L'EXERCICE DU POUVOIR DANS L'EGLISE D'ICI

2 — A la recherche de solutions qui s'inspirent de l'esprit du Concile

par Jean-Claude LECLERC

II — A la recherche de solutions de rechange

Depuis le temps du premier collège épiscopal, le pouvoir a passé par bien des avatars, pour enfin venir à dominer, tellement l'Eglise que les fidèles en sont arrivés à s'enclaver eux-mêmes de l'Eglise qui pourtant n'est que la hiérarchie. Et en absorbant l'Eglise, la hiérarchie n'a laissé sous sa lourdeur qu'une poussière d'individus qui ne forment plus entre eux communauté et fraternité.

L'autorité du Concile risque d'aggraver cette lourdeur du pouvoir, en le parant de prestiges qui en masqueront la dégradation. L'épiscopat national et chaque évêque auront plus de pouvoirs désormais, mais si l'esprit du pouvoir ne change pas, s'ils administrent comme ils se sont plaints de s'être fait administrer par Rome, l'Eglise d'ici n'est pas au bout de ses peines.

Mais n'est-il pas déjà trop tard? Plusieurs ailleurs, et ici, quittent l'Eglise. Certains le font par abandon de l'Evangile, d'autres sous la poussée de l'Assemblée, c'est-à-dire de l'Eglise. Faut-il quitter l'Eglise? Ce peut être une façon de l'éveiller que de la quitter publiquement, comme Davis. De toute façon, ici ou là, ne sera-t-on pas quand même poussé constamment à faire communauté avec ses frères, ce qui est fondamentalement l'Assemblée, c'est-à-dire l'Eglise. L'important est de ne pas abandonner ses frères, si pénible soit la contrainte qui les oppresse. Au contraire, il faut leur rester fidèle au point de lutter sinon toujours au milieu d'eux, du moins sans cesse avec eux, jusqu'à ce que la domination soit expulsée. En les abandonnant, l'un ne fait que laisser se renforcer leur servitude. Les autorités ne sentent-elles cela, voir les hommes libres quitter l'Eglise? Or, l'Evangile invite à faire œuvre de libération partout. Ce n'est pas en fuyant le parti, non les vrais marxistes ont libéré le stalinisme. Ce n'est pas en abandonnant leur travail que de grands théologiens,

traqués par l'Inquisition, ont pu combler les lacunes théologiques des membres du Concile qui a repris le meilleur de leurs œuvres.

Les solutions de rechange cependant ne sauront elles non plus être imposées à la hiérarchie, aux prêtres ou à l'Eglise. C'est plutôt à une vaste recherche communautaire qu'il convient d'inviter chacun. En voici quelques pistes.

(1) un mode communautaire de désignation des évêques

Le peuple en général serait bien surpris d'apprendre que dans certaines portions de l'Eglise, et déjà depuis des siècles, il existe des modes démocratiques de nomination des "supérieurs", chez les Dominicains, par exemple. Mais pour lui, il est bien oublié dans la nuit des temps ecclésiastiques ce moment où les Apôtres pouvaient se réclamer d'avoir choisi des délégués en étant d'accord avec l'Eglise tout entière (Ac 15:22). Vers l'an 93, le pape Clément écrit aux Corinthiens qu'on ne peut rejeter du ministère des hommes justes qui ont reçu leur charge "avec l'assentiment de toute l'Eglise" (XI, 3). Les témoignages abondent: "Qu'on ordonne comme évêque celui qui a été choisi par tout le peuple" (Hippolyte). "Qu'on n'impose pas un évêque au peuple contre la volonté de celui-ci" (Célestin Ier). "Qui praeiudicatus est omnibus ab omnibus eligatur" (Léon).

Aujourd'hui, ce qui prévaut, c'est un mépris à l'endroit de ce peuple qu'on dit "de Dieu", dont les membres sont assez remplis de dons du Saint-Esprit pour donner de leur argent, mais trop peu éclairés par Lui pour avoir leur mot à dire dans le choix des évêques. Cette méfiance à l'endroit des capacités du peuple, il ne faut rien moins qu'une profonde révolution de la liberté et de la dignité humaines pour en exorciser les évêques. L'un verra alors que le peuple ne peut facilement faire des nominations pures que celles qui

ont souvent affligé les Eglises d'ici.

Sans enlever à Rome et à la conférence épiscopale nationale leur part de responsabilité dans le choix des nouveaux évêques, il faudra donc parvenir à associer le clergé et le peuple tout entier au processus de sélection et de désignation d'hommes que leurs états de service et leurs aptitudes auront signalés à la conscience et à l'affection communes. De la sorte le fossé se comblera entre le peuple et ses chefs, et les laïcs ne pourront plus s'étonner, telle cette nouvelle dirigeante d'un mouvement: "Quand on jase avec les évêques, c'est comme si on s'adressait à un organisme étranger. C'est à croire qu'on s'adresse à une personne. C'est comme s'ils ne savaient rien des besoins des laïcs. Ils disent ni oui ni non."

(2) la possibilité de remplacer un évêque

Evidemment, d'ici que les Eglises aient recouvré assez de liberté et de dignité pour dire leur mot dans la désignation de leurs évêques, il se passera encore quelques années où il leur faudra souffrir certains chefs qu'elles ne se sont pas données et qu'elles ne méritent pas. Dans ces cas, ces Eglises auront la responsabilité d'ouvrir la voie au processus communautaire de désignation de l'évêque, en se couant leur torpé et en n'attendant pas que leur chef ait 75 ans pour proposer sa retraite.

Ces Eglises démontrent ainsi aux autres qu'il faut savoir distinguer entre les pouvoirs délégués aux évêques et leur exercice. Rome ne s'est pas toujours gênée de démettre un évêque. Rome n'a jamais eu ce respect inconditionnel qu'on demande aux laïcs et aux prêtres d'avoir pour les évêques. Quand les Eglises, les premières concernées, se prévaudront du même droit, non seulement pourront-elles exiger le remplacement d'un évêque inapte avant qu'il détermine complètement son diocèse, mais encore apprendront-elles à protéger leur évêque contre un limogeage discrétionnaire, ainsi que Montréal n'a pas su le faire quand son évêque Charles-Émile fut condamné sans être entendu. Quand en 396, le peuple ne pouvait pas choisir son empereur, l'évêque Ambroise de Milan, dont le siège était contesté par des ariens, défia l'empereur de laisser le peuple choisir qui d'Ambroise ou de son rival serait évêque; maintenant que les dirigeants civils sont élus et remerciés par décision démocratique, il ne faudrait pas que le peuple, quinze siècles plus tard, supporte indéfiniment l'autoritarisme ou l'inaptitude d'hommes nommés sans qu'il soit même consulté.

(3) Remplacer le contrôle par l'animation

Mais même si chaque Eglise pouvait nommer et remplacer son évêque, rien ne sera vraiment changé tant que l'exercice même du pouvoir n'aura pas été transformé. Avec le style autoritaire de gouverner, le malheur veut que plus un évêque est inapte à animer ses prêtres, plus les problèmes

s'accumulent et alors, pour corriger les effets de son incurie, il ne lui reste plus qu'à déplacer des gens.

Sans doute les distances et le manque de communication et de connaissances mutuelles, la grosseur des administrations et la multiplicité des intermédiaires, l'anonymat qui en résulte, sont des facteurs qui aggravent l'exercice du pouvoir. Aussi est-il évident que dans la plupart des régions s'impose d'urgence un redécoupage rationnel mais communautaire des diocèses, afin de ramener à taille humaine les tâches pastorales. L'on objectera avec raison que dans un petit diocèse les contrôles risquent d'être plus directs et nombreux et la contrainte, plus étouffante. C'est le défi que toute communauté chrétienne doit normalement relever.

Au reste, il n'y a pas que les diocèses. Nombreuses sont les formes de communautés. Chacune aura à se tenir debout. De la sorte, elles gagneront les évêques autoritaires à les respecter vraiment. Il y aura d'inevitables combats. Ainsi, en octobre 1966, l'Action Catholique Canadienne a été abolie, par l'opération de quelques évêques, pour ne s'être pas pliés à former ses mouvements affiliés à se mettre à genoux. C'est sûr: aussi longtemps que l'action épiscopale procédera par contrôles, directs ou caches, les Eglises n'auront d'autre choix que de se diminuer ou de résister.

D'aucuns redoutent l'introduction dans l'Eglise des méthodes démocratiques, à la justice froide des relations fonctionnelles, ils préfèrent le paternalisme onctueux, même si ses pieds doivent baigner dans le sang et les larmes. Il faudra pourtant en venir là: même les politiciens savent gouverner c'est d'abord analyser et développer, avec la participation la plus communautaire possible.

(4) une double garantie de la liberté du clergé

Il y a longtemps que le magistère chante sur tous les tons qu'il faut mettre au premier rang des droits fondamentaux de la personne le droit des travailleurs de fonder librement des associations (Schéma XIII, 68, 2) et que "la propriété privée ou un certain pouvoir sur les biens extérieurs assurent à chacun une zone inaliénable d'autonomie personnelle et familiale à la regarder" (72, 2). Il reste maintenant à prendre ces enseignements au sérieux et à montrer leur réalisme en commençant à les pratiquer dans l'Eglise.

Les réformes tant réclamées pour humaniser les grands séminaires seront illusoires tant que chaque prêtre ne jouira pas d'une capacité professionnelle ou d'un métier qui lui permette de ne pas s'abrutir dans le clergé par crainte de crever de faim s'il en sort, ainsi que d'une association ou syndicat qui le protège tout en lui permettant une plus grande initiative dans la communauté sacerdotale.

Evidemment, le dédain du sacerdoce romain pour le travail manuel et le syndicalisme demeure une superstition courante; mais l'Evangile aidant, le clergé reconnaîtra qu'un prêtre chauffeur de taxi vaut bien un prêtre recteur d'université; et quand tous les professionnels seront syndiqués, il daignera sans doute y venir à son tour.

(5) un comité indépendant pour la défense des droits de l'homme dans l'Eglise

Ces libertés du clergé et de l'Eglise par rapport au pouvoir épiscopal, il sera nécessaire, après les avoir conquises, de les défendre avec efficacité. A cet égard, clercs et laïcs auront intérêt à constituer des comités vigilants qui, en plus d'alerter l'opinion publique sur tout acte arbitraire, en neutraliseront la nocivité, en appuyant, au besoin financièrement, les personnes ou les organismes, cléricaux ou laïques, injustement frappés.

De cette façon, les chrétiens développeront des convictions et surtout des réflexes solides qui les inciteront à rallier la lutte contre l'arbitraire qui sévit encore dans de larges secteurs de la vie économique et sociale.

(6) Le droit à la contestation dans l'Eglise

S'il reste improbable que l'Eglise puisse jamais blâmer ses chefs pour des décisions prises de bonne foi, il est par ailleurs certain qu'aucun membre de l'Eglise, fût-il évêque, ne peut refuser au jugement dernier la contestation de ses délits. Mais le premier pas n'a pas échappé: l'exemple vaut d'être signalé. Quand Céphais vint à Antioche, le lui résistait en face, parce qu'il s'était donné tort. En effet, avant l'arrivée de certaines gens de l'entourage de Jacques, il prenait ses repas avec les païens; mais quand ces gens arrivèrent, on le vit se dérober et se tenir à l'écart, par peur des circonspects. Et les autres Juifs l'imitèrent dans sa dissimulation, au point d'entraîner Barnabé lui-même à dissimuler avec eux.

Mais quand le vis qu'ils ne marchaient pas droit, celui de la vérité de l'Evangile, le dit à Céphais devant tout le monde: "Si toi qui es Juif, tu vis comme les païens, et non à la juive, comment peux-tu contraindre les païens à judaïser?" (Ga. 2, 11-14).

Il ne faut pas se surprendre que Paul ait parlé à Pierre "devant tout le monde" et lui ait "résisté en face". L'annulation des paroles par les actes risquait alors de fermer l'Eglise à tous les non-Juifs. De tels délits sont d'autant plus graves qu'ils frappent la vie de toute la communauté. Le recours à l'opinion publique est nécessaire dans ces cas, il est d'ailleurs suggéré dans le texte de Matthieu, 18:15-17.

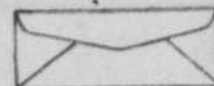
L'autorité des évêques, bien défendue au reste par les anciens déjà cités (Paul, 1 Th 5:12-13; Pierre, 1 P 5:5; Clément de Rome, Cor. LVII, 12; Ambroise, Lettre à Valentinien II, mars 836), a cependant été trop unilatéralement développée contre les attaques des pouvoirs publics, au détriment des droits de l'Eglise. C'est en effet non seulement dans le cas du délit que la communauté doit intervenir, mais dans les conflits sur le droit à gouverner, comme y invite déjà l'un des tout premiers papes, Clément de Rome (Cor. LIV, 2), et, généralement, sur tout ce qui affecte l'organisation pratique de la vie communautaire, suivant le vieux principe: "Ce qui touche à tout le monde doit être débattu et approuvé par tout le monde."

(7) Des finances publiques dans l'Eglise

Une des conditions essentielles de ce renouveau de la vie communautaire dans la justice et la liberté, déjà en marche d'ailleurs dans certaines Eglises, réside dans la démocratisation de toute la vie financière de l'Eglise. Mais il ne suffira pas que des laïcs prennent en mains les finances dans l'Eglise: c'est toute la communauté qui doit recevoir des comptes publics. La manie du secret qui entoure certains budgets et états financiers, comme si "leurs oeuvres étaient mauvaises" (Jn 3:19), devra être exorcisée. Les Eglises pourront ainsi mettre fin aux gaspillages, pieux ou non, dont elles font les frais, au détriment des démunis. L'heure est venue d'inventer des modes évangéliques de perception, de gestion, de distribution et d'affectation des ressources matérielles tirées de l'Eglise.

Conclusion

Bref, les Eglises d'ici doivent se rejouer. La crise de l'autoritarisme est inévitable, comme est nécessaire l'expulsion de l'abus du pouvoir. Il n'est pas prêt de voir le rôle capital de la libération des captifs. Non seulement faut-il entreprendre de désarmer l'arbitraire, mais encore refaire



lettres au DEVOIR

La province de Québec: colonie britannique

La reine d'Angleterre demeure-t-elle au château de Buckingham ou à Québec? — C'est à se le demander quand on consulte les multiples publications gouvernementales, qui paraissent chaque jour un peu partout dans la province.

Un exemple parmi tant d'autres, ce sont les textes de loi. Ouvrez la première page de l'un de ceux-ci (le bill vingt-cinq), et déjà Elizabeth est en vedette, sur la toute première ligne et deux fois par-dessus le marché puisque la province de Québec est bilingue. Puis, au bas de la même page, l'inscription "l'imprimeur de la reine". Seconde page, deuxième paragraphe, vous y voyez en toutes lettres le symbole frappant d'un colonialisme qui n'est pas seulement pas encore éteint. L'avis, qu'on dirait fraîchement arrivé de Grande-Bretagne, dit ceci: "Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit". Autre point intéressant d'ordre général mais, qui est tout de même très important au point de vue représentation: Les armoiries de la province.

Si vous les observez attentivement, vous découvrirez tout d'abord et, cela va de soi dans une colonie britannique qui se respecte, la couronne de la reine. Cette dernière surmonte les fleurs de lys, le lion ru-

gissant et les feuilles d'érable bien canadiennes celles-là, heureusement. Et, pour les Québécois qui fréquentent assidûment le Parlement provincial ou simplement la Grande-Allee en bordure des édifices gouvernementaux, une belle couronne bien éclairée se dessine dans la nuit lorsqu'il y a de grandes cérémonies à Québec, comme par exemple, les Premiers Jeux d'hiver Canadiens, qui viennent tout juste de se terminer. En un mot, la reine est bien présente sur le Parlement, du moins en apparence. Et je m'explique.

Prenons premièrement l'inscription que l'on trouve au tout début de nos textes de loi. On indique d'abord de quelle session il s'agit, ensuite le nombre de législatures (et finalement il ne fallait pas oublier celle-là) Elizabeth II, 1967. Plus loin on y voit, ceci: "Québec l'imprimeur de la Reine" etc. etc. — Pourquoi diable, ne pas mentionner uni-

quement le numéro de la session et de la législature en laissant tomber Elizabeth II, que je respecte en tant que mère de famille et chef d'Etat d'un grand pays mais non du Québec.

Le Québec est une "belle province" et nous avons une bonne structure politique calquée, il est vrai, sur le régime britannique. Mais je crois que nous avons franchi depuis fort longtemps, les limites du colonialisme...

Le Québec et le gouvernement actuel se doivent d'être réalistes. Déjà le premier ministre, l'honorable Daniel Johnson s'est mis résolument à la tâche. Il est à espérer qu'il aura assez d'audace et de courage pour nous débarrasser de ces vieux symboles qui soit dit en passant, ne sont vraiment pas représentatifs pour la nation canadienne-française.

André DELAGE

Il Méditerranéen
sta per arrivare
à Montréal

La Méditerranée
s'en vient à Montréal

The Mediterranean
is coming
to Montréal

Montréal découvre
el Mediterraneo

A VENDRE
AUBAINE — \$87.500.00

Grande maison de 25 pièces située sur le Mont-Royal — près de l'Avenue des Pins — 10.000 pieds carrés de terrain. Aubaine exceptionnelle.

JEAN-GUY DECARIE ET ASSOCIES
Courtier en Immeubles 273-1509

Rente
permanente.

Les Certificats d'épargne BNE: un placement mensuel qui vous garantit, — à vous, à vos enfants et aux enfants de vos enfants, — un revenu permanent.

C'est un principe étonnant. Et remarquablement simple.

A partir d'aujourd'hui, déposez chaque mois une somme fixe dans les Certificats d'épargne BNE de six ans. Mettons \$300. (Ou \$30, à votre choix.)

Après six ans, ce \$300 vaut \$400, et vous commencez à recevoir une rente permanente. Voici comment: Chaque mois, vous gardez \$100 et vous rivez les \$300 du début. Et cela continue: vous gardez \$100, vous placez \$300.

Jamais vous ne touchez à la somme initiale. Mais ce capital demeure à votre disposition.

C'est un principe étonnant. Et remarquablement simple!

Commencez aujourd'hui même.

La Banque de Nouvelle-Écosse

Les Certificats d'épargne BNE — Un des 70 services offerts par la BNE.

en veux-tu?
en v'là...dans les pages jaunes

Notre ville a de tout... belles boutiques, services pratiques, gens serviables, et vous les trouverez tous dans les Pages Jaunes. Prenons, par exemple, tout ce qui a trait à la radio et à la télévision. Les Pages Jaunes vous indiqueront où acheter un nouvel appareil ou faire réparer ou entretenir le vôtre. En somme, quels que soient vos besoins, les Pages Jaunes vous guideront facilement et rapidement... que ce soit pour un téléviseur-couleur de luxe ou simplement un isolateur d'antenne tel qu'illustré ci-dessus. Prenez donc la bonne habitude de consulter les Pages Jaunes... car cet annuaire, comme cette ville, a de tout!

cet annuaire
comme cette ville
a de tout!



CANADA
Province de Québec
District de Montréal

COUR PROVINCIALE

débiteur
et district de Montréal,
défendeur

Le défendeur TIBOR KENNEY est, par les présentes, requis de comparaître dans un délai de trente jours à compter de la dernière publication. Une copie du bref d'assignation et de la déclaration a été laissée au greffe de la Cour provinciale à son intention.

Montréal, le 2 mars, 1967.

Bernard FIGLER
 officier adjoint, C.P.M.

APPEL D'OFFRES

THE PROTESTANT SCHOOL

The Protestant School Board of Greater St. Martin received jusqu'à 8:00 p.m., le mardi 28 mars 1967, des offres de prix pour la construction d'une Ecole Élémentaire de vingt-trois classes.

terrain situé rue Churchill à

Les soumissions seront cachetées et adressées à the Protestant School Board of Greater St. Martin, 4375 ouest, rue Notre Dame, Chomedey, Cité de Laval et porteront sur l'enveloppe "TENDER FOR THE CONSTRUCTION OF AN ELEMENTARY SCHOOL, CHURCHILL STREET, CHOMEDEY".

Les soumissions devront être faites sur la formule préparée par l'Architecte et devront inclure:

re un chèque de CINQUANTE

lars venir par une Banque à charte
la Canadienne et fait à l'ordre
de la Banque, payable à l'ordre
de Greater St. Martin, ou d'un
BON DE GARANTIE (BID-
BOND) pour un montant égal
à DIX POUR CENT (10%) du
montant de la soumission, lequel
BON devra comporter l'assurance
d'un tel GARANTIEUR. Le
MONTANT (PERFORMANCE BOND)
égale à CINQUANTE POUR
CENT (50%) du prix de la ditte
soumission de l'Entrepreneur.
Toute soumission n'étant pas
accompagnée de tel chèque ou
tel bon ou encore faite contrairement
à la formule ci-dessus ne sera
acceptée. Dans le cas des
travaux de mécanique et l'élec-
tricité, les règlements du Plan
Dépositaire seront en vigueur.

— les Entrepreneurs ne pourroient s'y soustraire.

un px à forfait pour l'entretien de l'entreprise, compris les ouvrages de mécanique et d'électricité et comporteront la clause dite "ESCALATOR" soit pour les matériaux, soit pour main-d'œuvre.

Les Entrepreneurs-généralistes moyennant un dépôt de cent de dollars (\$100.00) en monnaie canadienne sous forme de cheque visé et fait à l'ordre de LAROSE LAROSE & ASSOCIÉS, 1155, rue de la LIBERTÉ & PÉTRUCO, pourront obtenir des renseignements, à leur bureau situé à 125, rue du Laird (suite 280), Village Mont-Royal, Tél.: 731-9611, les formulaires de soumission, plans et devis de l'école projetée.

Les plans et devis sont disponibles au bureau de l'association des Constructeurs de Montréal, 4970, Place de la Savane, Montréal. Le dépôt pour les plans devra être remboursé aux soumissionnaires pourvu que ceux-ci rapportent le tout dans les 15 jours, à l'exception de l'ouverture des documents et de l'ouverture des documents soient dans les 15

conditions mentionnées à la page
de la formule de calcul.

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune soumission.

R.A.R. TODD
Secrétaire-trésorier

FINANCES DU "DEVOIR"

4-3361

MAISON A VENDRE

Près Ste-Adèle. Maison de campagne neuve et luxueuse, 3 étages, chauffage à combustion, 4 chambres, bain, chauffage électrique, 3 toilettes, tout meublé, piscine privée, de nuit vue sur grand lac, montagne. \$18 000. — \$98. par 100. 18-3

PERSONNEL

JEUNES FILLES, collégiates, vêtues, veuls, désirant rencontrer, sociales, courrier amical, se joindre au Bonheur Inc., tel: RA-9-066. 12-3

Case postale 101, Station Rosemont, Montréal, P.Q. 7-35

PRETS HYPOTHECAIRES

Argent sur propriété, lère et hypothèque 1% ou plus. — 72-4332. J.N.

PROPRIÉTÉ A VENDRE

Papineau angle boul. St-Joseph
Laurier, face theatre, 3 étages, co

LAVAL. — Buncelow 4 appartements, 3 appartements en sous-sol. Pres. centre d'achats, école, épiceries, grand terrain. Aub. \$12,900. Tel.: 665-4493. Aub.

TAILLEUR

Vous avez maigri ou engraisné? Les ajustements et les révisions de vos vêtements, habits et robes, les transformations et les devants simples, dernière style.

DROLET TAILLEUR

— SPECIALITE —
Habits et costumes aux mesures
551 est. rue D'ARCY
388-2532

*Lisez et faites lire
"Le Devoir"*

100



Les Tchèques cherchent à vendre

Les Tchécoslovaques qui, comme tous les participants étrangers à l'Expo de Montréal aimeraient bien se débarrasser de leur pavillon sans avoir à le démolir à grands frais, viennent de dévoiler leurs intentions. Loin d'essayer, comme l'ont fait plusieurs pays d'offrir aux Montréalais leur pavillon, se préparant ainsi à leur faire cadeau, dans la plupart des cas, d'un éléphant blanc, les responsables de la participation tchèque ont carrément entrepris de le vendre.

Des pourparlers sont actuellement en cours avec deux consortiums financiers canadiens qui envisagent d'acquérir le pavillon et de le transformer en une exposition permanente qui s'appellerait Mini-Expo 67, fait savoir le commissaire général adjoint Zdenek Koudelka. Selon le communiqué diffusé samedi par la participation tchèque, les acheteurs auraient l'intention d'exposer, dans ce pavillon des lors permanent, les objets les plus intéressants exposés par les pays participants à l'Expo 67. De plus, le local servirait annuellement de cadre à des expositions de caractère culturel et scientifique.

Mais les révélations de M. Koudelka s'achèvent sur un paragraphe subtilement menaçant. Il y est dit en effet que si les choses ne devaient pas s'arranger avec la ville de Montréal (propriétaire du terrain), une forte possibilité existe que le centre d'exposition en question s'établisse à Toronto, puisque aussi bien l'un des consortiums intéressés à l'achat du pavillon a son siège social à Toronto.

leur Pavillon à Montréal ou à Toronto

Le pavillon tchèque, qui est effectivement préfabriqué et pourrait facilement être démonté et remonté à Toronto ou ailleurs... à Prague par exemple. C'est de plus, en dépit qu'il soit préfabriqué, une construction quasi définitive. Il a coûté cinq millions de dollars et c'est la raison pour laquelle la participation essaie de le revendre.

Dans ce projet, quelque chose laisse rêver: pourquoi le gouvernement tchèque, qui a d'autre part loué à grands frais des locaux dans le nouveau centre international du commerce de la Place Bonaventure, n'aurait-il pas conservé son pavillon à Montréal (pas nécessairement sur les terrains de l'Expo) pour en faire une sorte de "Maison de Tchécoslovaquie".

La nouvelle des intentions tchécoslovaques en la matière remet en question l'usage éventuel de l'ensemble des pavillons construits sur les îles et la presqu'île de l'Expo. Un comité a été créé qui devait examiner les possibilités d'emploi de cette cité dans la ville. On se souvient du projet d'université internationale qui connaît autant d'opposants que de partisans.

Il est évident que le projet devrait être examiné dans son ensemble, qu'on ne peut guère envisager de conserver quelques pavillons seulement dont l'entretien et l'usage seraient d'autant plus compliqués qu'ils seraient disséminés sur le terrain.

Il reste à souhaiter que le comité se réunisse bientôt et fasse quelques premières suggestions.

en devenir

PAN
YVES
MARGRAFF

Une quarantaine de chefs d'Etat seront reçus à Québec, en 1967

QUÉBEC — Le chef du protocole au gouvernement de la province, M. André Patry, a rendu public à Québec, le programme-type de séjour qui a été établi pour les chefs d'Etat qui visiteront la capitale provinciale à l'occasion de l'Exposition universelle.

L'annexe de ce programme précise que la sécurité des chefs d'Etat ou de leurs représentants sera assurée, durant leur séjour dans la ville de Québec, par la Sûreté du Québec.

La quarantaine de chefs d'Etat, dont la visite est prévue cette année, séjourneront à Québec une journée à titre d'invités du premier ministre et des membres du Conseil exécutif de la province.

Le gouvernement leur offrira un dîner officiel; ceux qui ne pourront venir à Québec seront reçus à un dîner officiel à Montréal conjointement par les autorités municipales de la métropole et celles du gouvernement.

Programme

Voici le programme-type du séjour à Québec:

14 heures: accueil à l'aéroport par le lieutenant-gouverneur ou le premier ministre; 16 heures 30: le visiteur se rend au château Frontenac où il sera logé avec les membres de sa suite;

17 heures 30: le lieutenant-gouverneur offre une réception;

18 heures: le visiteur officiel et sa suite retournent au château;

20 heures 30: le visiteur assiste à un dîner d'Etat au café du Parlement.

Le lendemain, le premier ministre ira présenter ses hommages au visiteur dans sa suite au Château Frontenac et lui remettra, ainsi qu'à son épouse, un souvenir offert par le gouvernement.

La visite officielle se terminera par une réception à l'hôtel de ville par le maire et les conseillers municipaux.

Johnson n'a pas d'objection à ce que la Corporation de gaz passe à une firme ontarienne

QUÉBEC — Le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, a laissé entendre à Québec qu'il ne voyait aucun inconvénient, du moins pour le moment, à ce que la Northern and Central Gas Co. Ltd., achète le contrôle de la Corporation du gaz naturel du Québec.

"Ce que la province veut avant tout, c'est avoir plus de gaz et à meilleur marché", a dit M. Johnson à un journaliste qui l'interrogeait, à l'issue de la séance du comité des bills privés, sur la transaction projetée.

On sait que la Northern and Central Gas Co. Ltd., une société ontarienne, a offert à la Corporation du gaz naturel du Québec, de se porter acquéreur de 2.150.000 de ses actions au prix de \$14 chacune, ce qui lui assurerait 60 pour cent des actions en circulation de la CGNQ.

Le premier ministre a dit que la presque totalité des actions de la Corporation québécoise étaient détenues par des sociétés canadiennes et que seulement 25 pour cent étaient par les Québécois.

Il a ajouté que, selon certains rapports, cette transaction serait avantageuse pour la Northern and Central Gas Co. "qui a un pouvoir d'achat important, parce que, avec les autres territoires qu'elle dessert, elle pourrait faire de meilleurs prix".

M. Johnson a par ailleurs rappelé que la Corporation du gaz naturel du Québec est une société privée et qu'en conséquence elle pouvait vendre ses actions à qui elle le voulait.

La compagnie ontarienne a précisé que son offre était valable jusqu'au 23 mars, mais

qu'elle pouvait être prolongée de deux semaines.

Elle a aussi fait savoir qu'elle ne promettait pas d'acheter un lot d'actions de la Corporation du gaz naturel du Québec, si ce lot était inférieur à 2.150.000. Si le nombre était supérieur, la compagnie ontarienne pourrait prendre les actions supplémentaires au prorata.

Un mémoire des omnipraticiens sur la sécurité sociale

QUÉBEC (DNC) — La commission d'enquête sur la sécurité sociale des étudiants qui a été instituée par l'Association générale des étudiants de l'université Laval vient de recevoir le mémoire de l'association des omnipraticiens de Québec.

Les médecins recommandent que le régime d'assurance-maladie des étudiants de Laval, en plus d'être universel et complet, prévoit des examens médicaux, des procédures de diagnostic et des soins préventifs. Il prône donc l'établissement d'une clinique médicale sur le campus. Bien entendu, l'hôpital universitaire, une fois réalisé, pourrait répondre à ces besoins.

La recommandation des omnipraticiens rejoint celle qui a été formulée dernièrement par l'association professionnelle des optométristes du Québec devant la même commission. Les optométristes avaient fait remarquer qu'un service complet nécessitait l'établissement d'une "équipe moderne de santé".

La commission d'enquête doit remettre son rapport au milieu de mars.

par Michel ROY

Il se peut que les conseillers législatifs libéraux proposent eux-mêmes l'abolition de la Chambre haute, a déclaré samedi M. Jean Lesage qui s'adressait à la Fédération des étudiants libéraux du Québec, réunis en congrès à Montréal.

Après avoir rappelé les circonstances dans lesquelles sa motion en ce sens avait été jugée irrecevable à l'Assemblée législative, le chef de l'Opposition a tourné en dérision l'argument invoqué par le premier ministre selon lequel une telle initiative relève du gouvernement puisqu'il s'agit d'une "prérogative royale".

Les deux partis, a-t-il rappelé, s'étaient engagés à abolir le Conseil législatif au cours de la campagne électorale. Mais il semble, a-t-il soutenu, que M. Johnson n'avait pas obtenu l'accord des conseillers législatifs de l'Union nationale. En Chambre, a expliqué M. Lesage, les libéraux ne voulaient pas "embarrasser le gouvernement" ni rechercher des avantages électoraux en proposant cette motion. Ils voulaient seulement accorder à tous les députés l'occasion de donner suite au vœu des deux partis.

Par suite de ce revers à la Chambre basse, M. Lesage songe à prier le leader de l'opposition libérale à la Chambre haute, M. George Marler, de proposer une motion semblable. "Tous les conseillers législatifs libéraux, à l'exception d'un seul, a-t-il dit, seraient favorables au principe de l'abolition. Et nous verrons bien alors ce que feront les conseillers législatifs de l'Union nationale."

L'action des jeunes

D'autre part, s'efforçant de préciser le rôle politique et

Revaloriser le rôle du député en changeant le régime parlementaire

Pour renouveler en profondeur le rôle du député, il faudrait des changements constitutionnels au régime parlementaire. Mais à l'intérieur du régime actuel il est quand même possible pour le député de prendre une importance beaucoup plus grande que celle qu'il a présentement. Voilà en substance le dénominateur commun des propos que cinq députés libéraux, dont deux anciens ministres, ont tenu hier au congrès de la fédération des étudiants libéraux du Québec.

M. Pierre Laporte a souligné que la "discipline du travail personnel est à la portée de tout le monde" et que si les députés se donnaient la peine d'approfondir les questions et de se documenter, ils réussiraient vite à s'imposer malgré les limites que leur fait subir la procédure parlementaire actuelle.

M. Paul Gérin-Lajoie a davantage insisté sur la nécessité d'un changement constitutionnel qui donnerait à notre régime parlementaire certaines caractéristiques du régime américain, en séparant la fonction de député et celle de ministre. Avec la complexité croissante de l'administration, a-t-il dit, le ministre a besoin de tout son temps pour assimiler les problèmes et les solutions que proposent les spécialistes.

D'autre part en sortant les ministres de la Chambre, a poursuivi M. Gérin-Lajoie, on accroîtrait l'importance des députés dans l'élaboration de la législation. Les députés pourraient travailler à l'intérieur de comités qui seraient assistés d'un secrétariat permanent et de services de recherches.

Le député Yves Michaud a lui aussi traité de la nécessité de faire participer les députés à l'élaboration des lois. L'un des vices fondamentaux du régime présent, à son avis, c'est que les projets de loi sont préparés dans les cabinets de ministres, avec l'aide des technocrates, et quand ces projets arrivent en Chambre les députés sont forcés de se prononcer sur des questions qu'ils ne connaissent pas, en "non-instruits".

La discussion a permis de préciser que la constitution actuelle du parlement ne permet pas de soumettre des projets aux députés avant qu'ils ne soient devenus des projets de loi au sens strict. Présentement le seul moment où le député peut scruter un projet, c'est au sein d'un comité de la Chambre, alors qu'il a déjà un texte de loi en mains. Néanmoins on pourrait, comme le suggère M. Michaud, accroître les pouvoirs des comités en leur permettant notamment d'assigner les ministres et les hauts fonctionnaires ou technocrates (comme cela fait déjà à Ottawa).

(Suite à la page 6)

social des jeunes en politique. M. Lesage a suggéré la création de "l'Action sociale libérale étudiante".

"Cet organisme, a-t-il dit, comprendrait des jeunes étudiants et étudiants libéraux qui seraient disposés à accomplir, durant leurs mois de vacances, un travail concret et précis pour notre parti, travail qui pourrait s'identifier à celui de l'animation sociale et auquel se grefferaient également des tâches concrètes au niveau de l'organisation politique des comités, des paroisses et de chaque arrondissement de vote."

"Je pense que ce serait là pour notre parti et, en particulier, pour la jeunesse étudiante libérale, une façon concrète de travailler en collaboration avec les différents niveaux de pensée et d'action de notre parti; ce serait là aussi une excellente façon de préparer une relève munie de toutes les armes absolument nécessaires pour mener le combat qu'il nous faut mener contre une machine électorale qui ne recule devant aucun moyen pour tromper l'électeur".

Statut particulier

En matière constitutionnelle, M. Lesage a déclaré que son parti favorisait la reconnaissance d'un statut particulier pour le Québec, compte tenu du fait, a-t-il dit, que

"le Québec constitue la seule province à majorité française dans la Confédération".

"Nous croyons, a-t-il dit, que ce statut particulier doit prévaloir à l'intérieur d'une Confédération canadienne renouvelée qui réponde aux exigences du Canada du 20e siècle. Ce que nous voulons en définitive, c'est un Québec plus fort, plus fier que jamais à l'intérieur d'un Canada uni. Nous croyons qu'il s'agit là d'une position juste qui tient compte de tous les facteurs socio-économiques dans lesquels nous évoluons".

Le chef du parti n'a toutefois pas précisé la nature du statut particulier qu'il envisageait ni indiqué les changements constitutionnels que celui-ci nécessiterait.

M. Lesage a en outre répondu aux accusations que M. Johnson avait portées contre le parti libéral lors du dîner-bénéfice de l'Union nationale, à Montréal, il y a huit jours. Le premier ministre avait soutenu que le parti libéral, à cause des alliances de ses militants à d'autres partis fédéraux, n'était pas exclusivement québécois. Seule l'Union nationale, avait-il dit, est une formation entièrement québécoise.

"Vous vous demandez, a répondu M. Lesage samedi, quels gens intelligents peuvent soutenir une thèse qui signifierait, à toute fin pratique, que celui qui vote aux élections fé-

dérales est un traître au Québec?" C'est une "vieille rengaine", a-t-il dit, "si chère au fondateur de l'Union nationale".

"Cependant, c'est ce même Johnson qui, en 1957, travaillait avec acharnement à faire élire le parti conservateur fédéral et, en particulier, son chef, John Diefenbaker dont les politiques anti-québécoises ont été à plus d'une reprise

éprouvées. M. Johnson lui-même, MM. Paul Sauvé, Antonio Talbot, Jos-D. Bégin et combien d'autres députés Union nationale, ont fait la campagne avec les conservateurs de Diefenbaker."

Du dîner-bénéfice de l'Union nationale, M. Lesage a dit qu'il s'agit d'un "hold-up monumental" par lequel on a réussi "à imposer l'achat de 3.000 cartes de banquet".

Enfin, M. Lesage, répondant aux questions de son auditoire, a confirmé qu'il prévoyait des élections provinciales à l'automne car le gouvernement, a-t-il dit, redoutant une récession économique consécutive à l'Expo, voudrait s'assurer un nouveau mandat avant que la situation économique ne s'aggrave et ne l'oblige à limiter encore davantage la réalisation de grands projets.



Réponse gratuite à toute question sur l'impôt fédéral: 879-53300

Au bout du fil, un conseiller qui comprend vos problèmes. Avant d'appeler, bien entendu, vous aurez vérifié que la réponse à vos questions ne figure pas déjà dans notre nouveau Guide fiscal... Mais si vous êtes vraiment en panne, nous nous ferons un plaisir et un devoir de vous aider. Nous sommes là pour cela. (Un dernier conseil: au moment de téléphoner, ayez sous la main votre formule... et un crayon!) Tout ce que nous voulons, c'est rendre votre déclaration d'impôt parfaitement compréhensible.

La formule d'impôt compréhensible
MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL-MINISTRE: L'HON. E. J. BENSON



La balance des paiements, c'est un faux problème, de l'avis du président de la Banque Royale

LONDON — M. W. Earle McLaughlin, président de la Banque Royale du Canada, a déclaré que le déficit du Canada dans sa balance des paiements était un faux problème.

"Demandez à n'importe qui dans la rue: Quel est le problème économique majeur au Canada? Il doit faire face le Canada? Vous avez de très bonne chance de recevoir comme réponse: Le déficit de la balance des paiements", a-t-il dit. Mais il s'agit là selon lui d'un mythe.

"En fait, ce qu'on désigne par notre déficit de la balance des paiements représente le plus grave faux problème jamais inventé par les Canadiens comme source d'anxiété nationale."

M. McLaughlin parlait lors d'un colloque à l'université Western. Il existe deux éléments importants qui constituent la balance des paiements: la balance du compte courant et la balance du compte de capital.

Le premier indique le surplus net ou le déficit dans l'échange de biens et de services. La balance du compte de capital est la venue ou la sortie de capitaux, d'obligations, d'actions et de monnaies enregistrées dans les réserves officielles.

"Or on nous offre une scène peu enlevante, où le Canada joue le rôle d'un personnage international pauvre, qui le chapeau à la main, demande misérablement de l'argent pour payer ses dépenses folles dans ses importations."

"Pourtant, le Canada est peut-être second parmi les pays les plus riches au monde."

M. McLaughlin a rappelé que la balance internationale

du Canada indiquait une dette de \$19,300,000,000.

"Toutefois, presque les deux tiers de cette somme représentent des investissements directs, qui se retrouvent surtout dans les filiales canadiennes de compagnies étrangères, et constituent des montants qui ne devront jamais être remboursés," a-t-il précisé.

"Nous obtenons la venue d'un capital net, ou un surplus à notre compte de capital... parce que les investisseurs étrangers considèrent le Canada avec espoir. Cette venue de capitaux... indique bien la force économique du Canada, et n'est pas un signe de faiblesse."

"De plus, le surplus noté au compte de capital... doit être accompagné d'un déficit au compte courant."

Une bonne part des importations canadiennes ont été possibles grâce à la venue antérieure de capitaux étrangers. Un surplus au compte de capital et un déficit au compte courant vont main dans la main. "Il est impossible d'avoir l'un sans l'autre."

Si le Canada empêche la venue de capitaux étrangers, a-t-il noté, ce sera le sacrifice de notre prospérité actuelle et de notre croissance future."

Les Etats-Unis ont un surplus important dans leur compte courant, "mais grâce à... un processus de sélection, les Etats-Unis gagnent également un déficit de la balance des paiements" sur leur compte de capital.

"Avec le grand nombre de définitions actuellement en vogue, il serait théoriquement possible d'atteindre l'absurdité ultime, où tous les pays enregistreraient un déficit de leur balance des paiements, au même moment."

La "nouvelle gauche" pancanadienne et les relations canado-américaines

L'indépendance se fera par le socialisme ou ne se fera pas

par Jean FRANCOEUR

Morin : Deux conditions minimales à la survie de l'expérience canadienne

Se peut-il que les effets du contrôle américain sur l'économie du Canada aient des effets singulièrement différents selon qu'on passe d'une région à l'autre du pays?

Se peut-il que ces effets soient "absorbables" dans certaines régions, tandis qu'ils sont littéralement "dévastateurs" à d'autres endroits?

Et si tel était le cas, pourrait-on trouver une des explications du malaise qui sévit au Québec?

Telles sont les hypothèses que le professeur Jacques-Yvan Morin, de l'université de Montréal, a émises samedi devant les participants du colloque de revue "Canadian Dimension".

Il a reconnu cependant que, n'étant pas économiste, il ne disposait d'aucune donnée statistique lui permettant de vérifier ces affirmations.

Devant son auditoire attiré par les représentants de ce phénomène qu'on commence à appeler la "nouvelle gauche", version pancanadienne, le président des états généraux du Canada français a décrit les voies dans lesquelles il souhaite que s'engage cette nouvelle force politique.

Le professeur Morin a posé deux conditions minimales à la continuation de cette expérience historique qu'est le Canada: "Il faudra d'abord restaurer les droits culturels des Canadiens français à travers tout le pays. "Je ne suis pas naïf au point de croire que le rapport Laurendeau-Dunton passera comme une lettre à la poste", a-t-il dit. Il se peut au contraire que les recommandations de ce rapport se heurtent sur l'apathie du Canada anglais; il se peut même que les conditions que le Canada français y posera pour la restauration de cette égalité soient la source de très graves tensions d'ici peu;

une deuxième condition, c'est que le Québec devra pouvoir disposer de pouvoirs constitutionnels accrus qui lui permettront d'agir de façon efficace sur son avenir économique et social.

"Je souhaite que telle soit la politique de la gauche au Canada", a conclu M. Morin, en faisant observer qu'un nombre croissant de gens venait au socialisme par la voie du nationalisme et que ce phénomène que le professeur Gad Horowitz, de l'université McGill, a qualifié de "red tory" existe également au Canada français.

Cette étrange alliance de "progressisme" et de "conservatisme" sur un certain sens de la communauté, sur la notion qu'il existe une telle valeur que la pleine participation de l'individu à la communauté à laquelle il appartient. C'est sur cette base que l'on propose de reconquérir le contrôle de l'é-

conomie par le moyen de la planification d'Etat.

"Malheureusement, a dit M. Morin, les partisans d'une telle politique n'ont pas encore réussi à convaincre un électeur hésitant que ce nationalisme, dans le sens décrit ci-haut, est une politique plus intelligente pour le Canada que le continentalisme."

Il se peut d'ailleurs qu'on ait une image déformée des effets de ce continentalisme économique, si l'on se contente de ne l'envisager que dans son influence globale sur le Canada, a-t-il ajouté. Il serait plus réaliste d'aborder ce problème sous un angle qui permettrait d'en voir les effets dans chaque région, sur le déficit commercial avec les Etats-Unis.

Vues sous cet angle, il est possible que les conséquences de l'emprise américaine soient plus facilement "absorbables" en Ontario dont l'économie repose sur une base plus large, alors que ces conséquences sont littéralement "dévastatrices" dans les provinces de l'Est ou de l'Ouest du pays.

Il s'ensuivrait que le poids du déficit de la balance commerciale avec les Etats-Unis repose plus lourdement sur les régions sous-développées et que cette situation a un effet direct sur le niveau de vie de leur population et la qualité de leur vie collective.

Si cette hypothèse était exacte, on pourrait y trouver une des explications du malaise québécois. A cause de son manque de capitaux et de son moindre pouvoir de marchandage, le Québec a été plus vulnérable aux effets du continentalisme.

Par contre, les Canadiens français, traditionnellement, ont toujours considéré que le Canada offrait une meilleure protection de leur identité culturelle que celle qu'offrirait une union ambiguë et inégale avec les Etats-Unis.

Mais si cette protection devait cesser d'exister, le Canada perdrait toute signification, et il n'est pas invraisemblable que les Canadiens français, face à la nécessité de l'intégration, choisissent alors de se fonder dans le grand tout nord-américain.

SELON UN QUOTIDIEN ESPAGNOL DE N.YORK

"C'est Castro qui a ordonné que l'on assassine Kennedy"

NEW-YORK. — Sous le titre "C'est bien Castro qui ordonna l'assassinat du président Kennedy", El Tiempo, quotidien new-yorkais de langue espagnole, revient, samedi, sur l'affaire du complot découvert à La Nouvelle-Orléans par le procureur Jim Garrison, pour révéler que le Cubain Pascual Enrique Ruedolo Gongora, qui, selon le journal, aurait reconnu avoir appartenu à l'une des "équipes d'assassins" envoyées aux Etats-Unis par le chef du gouvernement de La Havane pour tuer M. John F. Kennedy, se trouve depuis trois ans à New-York.

"Pascual Enrique Ruedolo Gongora, affirme M. Stanley Ross, directeur d'El Tiempo, est interné au "Creedmore State Hospital" dans le quartier de Queens, depuis qu'il a été livré aux Américains par le gouvernement espagnol au début de 1964. Bien que le Creedmore Hospital soit essentiellement un hôpital pour malades mentaux, ajoute M. Ross, on croit savoir que Ruedolo Gongora y a été interné afin que seuls des agents autorisés du gouvernement américain fussent en mesure de l'approcher."

Ruedolo Gongora avait été arrêté à New-York, le 19 novembre 1963, trois jours avant la mort tragique du président Kennedy à Dallas.

Il avait non seulement été un agent secret du régime cubain, mais aussi faire partie d'un groupe de tueurs partis de La Havane pour les Etats-Unis en vue d'assassiner le président Kennedy. Afin d'éviter qu'un mouvement d'hostilité ne s'élève aux Etats-Unis à l'égard des exilés cubains, le gouvernement américain passa son arrestation sous silence et refoula Ruedolo Gongora vers Cuba via l'Espagne. Mais, les autorités cubaines l'ayant déçu, celles de Madrid le renvoyèrent à New-York où il fut incarcéré.

D'autre part, El Tiempo estime, toujours sous la signature de son directeur, que "le voyage et le séjour de Lee Harvey Oswald en Union soviétique n'eurent d'autre but que de lui permettre d'étudier le sabotage et de se préparer pour l'assassinat de Kennedy". Enfin, El Tiempo souligne que l'informateur non identifié sur le témoignage duquel le procureur de La Nouvelle-Orléans s'appuie dans son enquête pourrait bien être le révolutionnaire Manuel Torres.

L'indépendance se fera par le socialisme, ou elle ne sera pas — ou du moins il ne vaudra pas la peine qu'on la fasse.

Cette phrase n'est pas tirée de la dernière livraison de "Parti-Pris". Il s'agit plutôt d'une des idées-maîtresses du colloque de la "nouvelle gauche" (version pancanadienne) qui s'est tenu en fin de semaine, à l'université Sir George Williams, sous les auspices de la revue "Canadian Dimension", de Winnipeg. Il était question, on l'a compris, de l'indépendance du Canada vis-à-vis l'empire américain. Cette indépendance, il ne faut pas compter sur les forces de l'ordre économique établi pour la faire; elle se fera par un regroupement des forces de gauche, sous une étiquette d'ailleurs très large, réunissant plusieurs groupes de la mosaïque verticale canadienne qui ont été jusqu'ici plus ou moins écartés du pouvoir. A cet égard, l'exposé de M. Charles Taylor, candidat NPD aux dernières élections fédérales, a été particulièrement significatif.

L'indépendance se fera par le socialisme, a-t-il dit, à la suite de plusieurs autres conférenciers, mais on aurait tort de considérer le socialisme comme un simple moyen, une pure technique susceptible d'affranchir le Canada de la domination économique des Etats-Unis. C'est le socialisme même qui peut le mieux définir les objectifs profonds d'une telle indépendance.

Selon M. Taylor, vouloir demeurer soi-même face au géant américain, signifie d'abord rejeter le système de valeurs qui caractérise cette civilisation. C'est ainsi que les Canadiens ne peuvent partager le "grand rêve américain" qui voit dans ce pays l'espoir même de toute l'humanité. Cette certitude, cette arrogance qu'affichent les Etats-Unis dans l'affirmation de leurs valeurs propres se traduit par la tendance à jouer au gendarme du monde entier, par la propension à exporter et imposer son mode de vie, et une totale incapacité à se mettre dans la peau des autres.

Sur ce point, il est essentiel que le Canada se différencie des Etats-Unis, a dit M. Taylor. Une telle arrogance anglosaxonne aurait pour effet de détruire le Canada qui, moins que tout autre pays au monde, ne peut se permettre d'ignorer les autres. Un autre trait de la civilisation américaine, qui élève au rang d'une quasi-religion les dogmes d'une production sans cesse plus efficace et d'une consommation dont le niveau doit constamment s'élever, doit également être rejeté.

A son avis, la véritable identité canadienne n'existe pas; elle reste à faire. Cette identité canadienne trouvera son originalité dans le fait que deux peuples non seulement vivront côte à côte, dans la paix mutuelle, mais seront également capables de se comprendre, d'apprendre l'un par l'autre dans des échanges réciproques.

L'identité canadienne doit évidemment trouver sa base dans l'indépendance économique. Il faudra en ce sens que des gestes courageux soient posés qui pourront affecter les intérêts américains au Canada.

Certes, il y a danger de représailles de la part des Etats-Unis, et ces représailles viendront, mais à longue échéance, tout ne pourra que rentrer dans l'ordre, car le marché canadien est crucial pour plusieurs secteurs de la vie économique américaine.

M. Taylor cite à ce propos l'exemple de la Saskatchewan qui applique son régime d'assurance-santé, en dépit d'une opinion publique presque terrorisée par la perspective d'une grève de la profession médicale. L'opération a pourtant réussi — et pour le plus grand bien du pays tout entier.

Il estime qu'on a trop tendance à surestimer les dangers de sabotage de fuite de capitaux, ou autres représailles que pourrait déclencher une intervention plus énergique de l'Etat visant à reprendre la maîtrise de l'économie par le moyen de la planification.

Mais pour mettre en oeuvre de tels leviers gouvernementaux, il devra d'abord y avoir eu un réalignement des forces politiques, une sorte de nouvelle alliance, à partir d'un même vouloir-vivre collectif, et rassemblant plusieurs groupes jusqu'ici

écartés des centres du pouvoir, a déclaré en substance M. Taylor.

Un autre conférencier, le professeur Gad Horowitz, de l'université McGill, a également exploré les rapports qui s'établissent au Canada entre le nationalisme et le socialisme.

A première vue, ces rapports ont quelque chose de paradoxal. La tradition socialiste n'a-t-elle pas le plus souvent paru viser à l'avènement d'une sorte de "république de l'humanité". Et pourtant ici, on vient au socialisme par la voie du nationalisme; ou encore on est nationaliste parce que socialiste.

Le professeur Horowitz reconnaît que le mot a mauvaise presse. Nationalisme revêt toutes sortes de connotations: chauvinisme, racisme, messianisme, autant de choses offensantes propres à alimenter ce qu'il a appelé "une douce peur" du nationalisme qui caractérise beaucoup de Canadiens.

Mais le mot est d'usage courant, il vaut mieux l'employer, quitter à définir clairement le sens qu'on lui donne.

A son avis, le nationalisme pancanadien doit reposer essentiellement sur la conviction qu'il est impérieux de bâtir ici une société qui soit meilleure que celle de nos voisins. Cette "société meilleure", le professeur Horowitz l'oppose à la "grande société" de Lyndon B. Johnson.

Ce qui justifie l'effort qu'on peut mettre à l'édification d'une société distincte, ce n'est pas le fait que cette société soit différente, et même unique en son genre, mais le fait qu'elle puisse être meilleure.

Le professeur Horowitz croit également que le socialisme est la voie idéale qui mène à l'indépendance et qu'à longue échéance, seul le socialisme est capable d'assurer la viabilité d'un Canada autonome.

Mais comme objectif à courte échéance, il y a une place pour un front commun: un tel front commun est non seulement possible mais indispensable.

Dans ce regroupement, il faudra faire place aux forces progressistes qui s'expriment chez les Canadiens français, ayant eu soin au préalable de reconnaître le fait même d'un Canada français, a dit M. Horowitz.

Laporte: un comité de la réglementation

Le député de Chambly, M. Pierre Laporte, a suggéré en Chambre vendredi la création d'un comité permanent de l'Assemblée législative dont la fonction unique serait d'étudier les règlements qui s'attachent à divers projets de loi. M. Laporte est partisan de la théorie moderne qui préconise que le texte de la loi soit le plus simple possible mais soit accompagné d'une réglementation qui, elle, pourrait être très vaste et, de sa nature,

technique et complexe: à condition toutefois que les députés aient l'occasion d'étudier cette réglementation qui parfois influence beaucoup la loi. D'où la nécessité d'un comité. Le premier ministre Johnson a répondu qu'il n'était pas nécessaire de créer un nouveau comité parce que cette étude des règlements, selon lui, peut se faire à l'occasion de l'étude des prévisions budgétaires de chaque ministère.

LA FLEUR DU CENTENAIRE

Le COSMOS Sensation hatif amélioré en mélange, prix: 25¢ le pot ou 50¢ la boîte. (Le semis peut être fait sous abris ou directement en pleine terre en mai). Un pot GRATUIT lorsque vous achetez le Nouveau Guide du Jardinier 96 pages abondamment illustrées, prix: 50¢ — lequel montant est déduit de tout achat de \$3.00 ou plus.

W. H. PERRON & Cie Ltée (80) GRAINETTES & PEPINIERISTES CHOMEDEY, VILLE DE LAVAL, P.Q. (Propriétaires de Dupuy & Ferguson Ltée)

À L'EXPO:

une soirée chez le diable



A l'Expo, il y a un endroit où vous trouverez plaisir, manèges, restaurants, spectacles et surprises à chaque détour: La Ronde, un parc d'attractions merveilleux! Ici, Satan lui-même sera votre hôte dans un restaurant pittoresque; là, le Gyrotron vous emportera dans un fantastique voyage spatial; ailleurs les rues d'un village du farouest retentiront de coups de feu et de poursuites éfrénées! Dans le Monde des petits, les enfants visiteront la caverne d'Ali Baba ou la colline du Potiron. Et le soir, les cabarets vous offriront des spectacles de musical, de danse, de chansonniers... La Ronde, c'est un univers de

plaisirs où vous pourriez passer tout l'été. Préparez donc votre Expo dès maintenant. C'est un rendez-vous avec l'univers. Passeports. En vente partout: dans les caisses populaires, banques, agences de voyages, compagnies de transport, grands magasins, clubs sociaux, syndicats ouvriers, cinémas Famous Players et partout où l'on arbore l'emblème de l'Expo 67. Livrets-primés. Vous économisez 33 1/3% en les achetant maintenant. Renseignez-vous partout où l'on vend des passeports pour l'Expo 67. Logement. LOGEXPO garantit de vous trouver un logement répondant

à vos besoins et moyens. Les prix sont: contribés par le gouvernement. Ecrivez à: Logexpo, Expo 67, Montréal. Festival mondial. Pour recevoir tous les renseignements au sujet du programme et des billets, écrivez au Service de la publicité du Festival mondial, Expo 67, Cité du Havre, Montréal. Vous vivrez six mois à l'Expo!

expo67 MONTRÉAL, CANADA Exposition Universelle et Internationale de 1967 Montréal, Canada/28 AVRIL-27 OCTOBRE 1967

Licence d'enseignement secondaire

"Liste externe"

Cours d'été et cours radiodiffusés

UNIVERSITE DE MONTREAL

Faculté des lettres



5 mentions offertes

- langue et littérature françaises
- histoire
- géographie
- langue et littérature anglaises
- latin-grec (BA. exigé pour cette mention)

Conditions d'admission

- être un enseignant en exercice
- posséder un B.A., un brevet A ou subir avec succès un examen d'admission

Demande d'admission

- date limite d'admission: 1er avril 1967
- la demande doit être faite sur la formule officielle obtenue de la Faculté

Renseignements (par écrit)

Secrétariat de la Faculté des lettres
Université de Montréal
C.P. 6128, Montréal 3.

Berlitz enseigne l'Italien rapidement et efficacement

Berlitz est l'école de langues la plus expérimentée, la plus progressive et la plus universelle. Chez Berlitz, l'enseignement est de toute première valeur. A l'aide de ses techniques les plus nouvelles, Berlitz vous garantit la maîtrise de l'anglais, de l'espagnol, de l'italien ou de l'allemand en un temps record. Prenez immédiatement rendez-vous pour une leçon-test gratuite.

ECOLE

Berlitz

Langues vivantes

288-3111

Quand la vie continue, des chapitres s'ajoutent à l'histoire

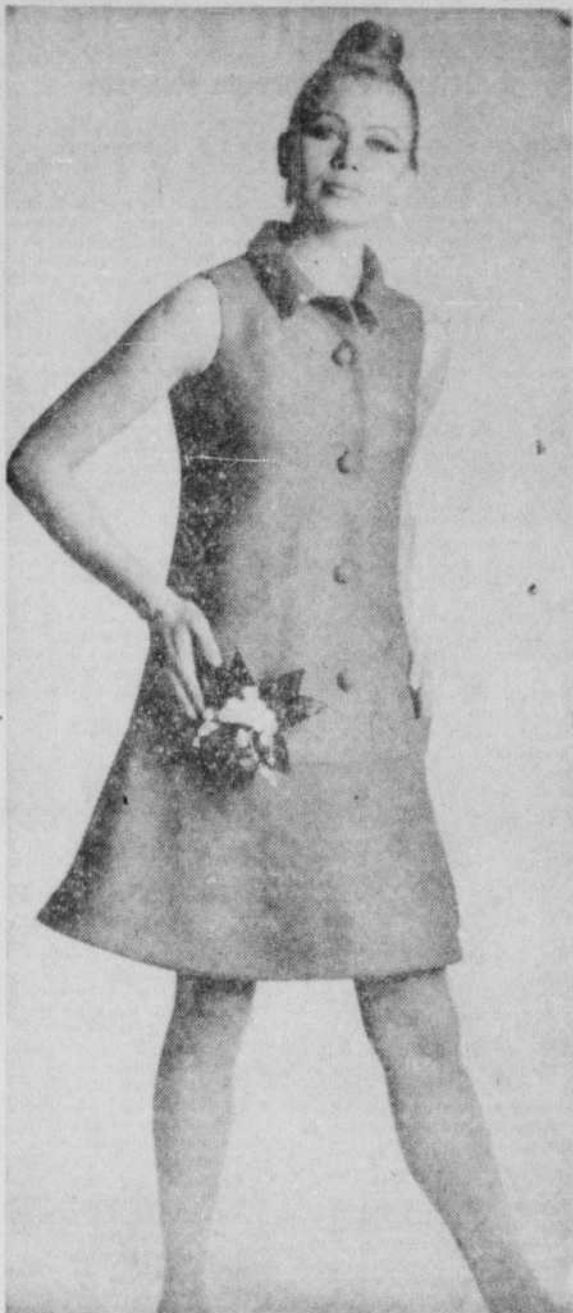
L'historique année 67 qui s'avance vers son printemps, qu'on peut prévoir éclatant chez nous avec son soleil et son exposition mondiale, court aussi sur de grands anniversaires: 325^e anniversaire de la fondation de Montréal, 125^e anniversaire de la naissance de Calixa Lavallée, l'auteur de notre hymne national (qui doit être reconnu officiellement par Ottawa, avant le 1^{er} juillet, selon une déclaration du premier ministre) 100^e anniversaire de la Confédération. Le calendrier est assez généreux comme on le voit pour que chacun, dans son coin, trouve quelque part un motif de joie et de réjouissance — ils ne sont pas si nombreux dans notre vie nationale — même si tout cela vient du passé de notre pays qu'il est de mode aujourd'hui, chez plusieurs, de renier plus ou moins, d'abaisser, d'édulcorer, de brouiller jusqu'à l'effacement de l'insignifiance. Pendant que d'autres, toutefois, à bout de bras, désespérément parfois, continuent avec le dernier courage, de soutenir le "fait français" hors du courant niveleur. Sans doute, l'enseignement de l'histoire n'a pas été partout ce qu'il aurait dû être. Nos manuels, entre autres choses, étaient ternes et la plupart des professeurs enseignaient cette matière à peu près comme le calcul mental ou la grammaire ou la géographie: rarement un accent personnel, un souvenir particulier, un peu de chaleur, un peu d'enthousiasme. Que d'élèves s'attachaient davantage à l'histoire de France, d'Angleterre ou des États-Unis parce que les textes plus condensés et plus colorés apportaient plus d'intérêt. Pour des élèves du Canada, c'était illogique, regrettable. Est-ce que les choses ont beaucoup changé? Le professeur Laurier Lapierre disait, un jour, devant les étudiants du Wagar High School: "Comment l'histoire d'un peuple quel qu'il soit, peut-elle être ennuyeuse? Comment l'histoire de l'adaptation à un continent de millions de personnes peut-elle être terne? Il faudrait se demander si ce ne sont pas les Canadiens eux-mêmes qui ne leur histoire qui sont ternes et ennuyeux. Mais on seigneur, éclairer, construire une pensée capable ensuite de porter un jugement de valeur sur les faits de l'histoire, ce ne sont pas tous les enseignants qui le peuvent. Quel éclairage différent, quelles perspectives nouvelles (simple exemple en passant) n'ont pas été apportées ces dernières semaines, sur la Révolution française par les patientes analyses et la façon unique de travailler du professeur Henri Guillemain, que Radio-Canada nous a permis d'entendre encore cette année? Si l'histoire du Canada comme l'histoire de l'Église pouvaient bénéficier un jour d'une telle méthode de travail et d'un tel enseignement, quelle information de valeur ce serait pour les auditeurs et, par la même occasion, quelle chance ce serait probablement de faire baisser le taux des faussetés, des balivernes, des demi-vérités, des lieux communs constamment débités dans la ronde souvent délirante des dialogues qui font perdre leur temps à tant de monde, pendant que la réalité, la vérité et le droit attendent dans la rue la possibilité de rejoindre la grande avenue ou la "route nationale" où circulent les affaires, les activistes, les indolents mais aussi fréquemment l'âme même d'un peuple.

Ce qu'il y a de changé, tout de même, dans le concret, c'est le nombre et la qualité des écrivains-historiens, tant hommes que femmes, qui ont entrepris de nous analyser, de nous peser, de nous raconter, de nous faire connaître. La liste de ces écrivains de l'histoire est si longue qu'il ne saurait être question de la dresser ici. Disons tout de même qu'un grand nombre de leurs ouvrages sont destinés au lecteur moyen qui a quand même une certaine familiarité avec les livres. On les trouve facilement en librairie ou dans les bibliothèques publiques. Toutefois n'attendez pas que ces auteurs soient élus au royaume de l'industrie du livre de poche. Vous risquez de ne jamais les lire avant que ne soit épuisée la théorie des auteurs spécialisés en érotisme, des chroniqueurs d'alcôves, des romanciers attachés à la police des mœurs, théorie sans fin puisque aujourd'hui on imprime tout, absolument tout, de la philosophie la plus aberrante à la pornographie la plus carabinée, sans aucun souci de leur action corrosive sur la raison humaine parce qu'aucune loi civile ne se reconnaît plus le droit ni le pouvoir d'empêcher l'argent de circuler jusque dans les égouts et les marchands d'illusions et les ingénieurs des âmes de faire fortune sans nuisance, l'argent aujourd'hui comme hier, n'ayant pas d'odeur, quel que soit le lieu où l'on doive le ramasser.

Oui, 1967 avec son exposition universelle et ses anniversaires devrait nous donner le goût de l'histoire de notre continent comme du monde entier. Les visiteurs qui s'en viennent d'ailleurs, par leur propre curiosité vont peut-être nous faire mesurer aussi notre ignorance sur ce terrain. Et il ne faudrait tout de même pas laisser aux étrangers, notamment aux Américains le soin de célébrer les faits et dates célèbres de l'histoire française en Amérique du Nord. Sait-on que chez nos voisins, il existe présentement un comité, organisé à la demande du président des États-Unis, et qui a pour but de préparer l'hommage américain au découvreur du Mississippi, le Jésuite Marquette, né en France, et son associé Louis Joliet, né au Québec? Ce comité a pour but précis d'étudier les emplacements que le découvreur a visités au cours de la descente du grand et terrible Mississippi, afin d'y créer des parcs publics avec monuments, statues, plaques commémoratives, etc. C'est un Jésuite, le P. Joseph Donnelly qui est conseiller en histoire auprès de ce comité américain.

Impossible de continuer ici mon petit tour d'horizon de l'actualité de l'histoire, je suis déjà au bas du dernier feuillet permis, alors suite au prochain numéro. Mais tout de même je voudrais demander à ceux qui seraient portés à s'intéresser à l'histoire de Montréal, pourquoi ils ne commenceraient pas leur "recyclage" en histoire en s'inscrivant à la Société historique de Montréal actuellement présidée par le Dr A.D. Archambault? La S.H.M. est une société mixte, les femmes peuvent s'y inscrire comme les hommes; elle publie régulièrement un Bulletin mensuel sur divers sujets d'intérêt historique, de l'actualité au fait le plus reculé, un aide-mémoire pour les anniversaires intéressants qui constitue un guide dans le choix de sujets à étudier de plus près, etc. Qui vous dit aussi que les réunions de la S.H.M. ne seront pas un lieu de rencontres idéal, au cours de l'Expo pour croquer, connaître, dans une atmosphère agréable, des personnalités intéressantes étrangères en visite à Montréal?

Germaine BERNIER



JOLI PRINTEMPS s'accompagne pour les couturiers français d'un bouquet de muguet. Cette création de Patou est en toile turquoise. De ligne trompeuse elle effleure la silhouette et s'épanouit en un large godet qui part des hanches. Une ligne de printemps, souple, légère et jeune. Un modèle de la collection haute couture printemps-été 67 de la maison Patou de Paris.

Maternelle d'éducation physique au centre de l'Immaculée-Conception

Mme Laure Gratton, directrice de la maternelle d'éducation physique au centre de l'Immaculée-Conception annonce que les inscriptions des enfants sont recueillies dès maintenant pour la saison prochaine qui débutera en octobre. Ce programme d'éducation physique mis sur pied en 1960 au centre de l'Immaculée-Conception permet à quelque 150 bambins et bambines de 4 et 5 ans de participer à un ensemble d'activités intéressantes et adaptées à leur âge. Des groupes de 40 enfants à la fois viennent à la maternelle trois demi-journées par semaine. Pour chacun des groupes et à chaque rencontre, il y a deux périodes d'une durée de 45 minutes chacune et une récréation de 20 minutes. Durant ces périodes, des cours de natation permettent à l'enfant de vaincre sa crainte et d'acquiescer une plus grande coordination musculaire. Des cours de danses folkloriques leur apportent une initiation à la géographie humaine, avec les explications concernant le sens des danses, les costumes, les habitudes des différents pays. Le folklore permet aussi aux enfants d'extérioriser leur rythme naturel. Avec les arts plastiques, ils exprimeront leurs idées créatrices en s'adonnant aux travaux plastiques, au dessin, etc.

Le gymnastique a pour but de conserver à l'enfant sa souplesse naturelle; elle développe en plus son sens de l'équilibre, sa hardiesse, tout en le gardant en bonne forme physique. On trouve également inscrit au programme de la diction, ce qui permet à l'enfant d'améliorer son langage, d'acquiescer plus de vocabulaire tout en lui permettant de combattre sa timidité.

Le but principal de cette maternelle est de permettre aux bambins et bambines de se récréer dans une atmosphère sociale et fraternelle, de leur apprendre à se cotoyer et à jouer avec les autres sans se quereller. L'enfant acquiesce aussi le sens de l'honneur, de la loyauté et de la justice.

L'horaire des cours :

Expression corporelle (3 ans)

Rythmique, chant, folklore, comptines: tous les mercredis de 13h. 30 à 14h. 30.

Cours de natation seulement pour enfants de 3 à 5 ans; une heure par semaine.

Cours d'acclimatation à l'eau pour mère-enfant 2 à 3 ans; tous les jeudis après-midi.

Pour les inscriptions, téléphoner à 527-1257, poste 10.

Journées d'étude des infirmières les 8, 9 et 10 mars à Montréal

Les 8, 9 et 10 mars prochains, il y aura à l'Hôtel Le Martinique, des journées d'étude pour les infirmières surveillantes, sous la présidence du ministre de la santé, M. Jean-Paul Cloutier. Ces journées auxquelles

sont invitées toutes les infirmières débuteront à 9 heures pour se terminer vers 5 heures du soir. Le thème général sera: "Compromis du défi" et les colloques auront pour objectif de revaloriser les soins infirmiers dans les hôpitaux.

À quoi s'amusaient les écoliers pendant les grèves scolaires?

Les parents ont été abreuvés de conseils pour occuper leurs enfants pendant les longues et récentes grèves d'enseignants. Les grèves terminées, sagement, ils sont retournés en classe. Que restait-il de ces loisirs imprévus? Une émission qui avait été mise à l'affiche en temps de grève, par Radio-Canada, au profit des écoliers en congé avait lancé un concours invitant les jeunes à faire connaître leurs opinions sur une émission de leur choix ou encore sur leur héros préféré ou d'écrire un court article à la suite d'une entrevue effectuée avec un personnage connu. Plusieurs réponses leur sont parvenues. Voici le choix que nous avons fait — car il faut ajouter que le prix accordé était la publication du texte dans un quotidien montréalais. Ce texte a été écrit par un jeune télé-spectateur de dix ans, François St-Pierre, 10760 avenue Hamel, Montréal 12. Il s'intitule:

ASTERIX: toujours plus populaire

"Qui est Astérix? C'est la première question que se pose la mère de famille lorsqu'elle se trouve en face de la librairie avec

l'intention de faire plaisir à son rejeton. Eh bien! pour cette mère-là, je vais vous parler d'Astérix. Ce petit gaulois toujours souriant mais rusé n'a rien d'extraordinaire si ce n'est que sa force. Cette dernière lui vient de Panoramix le druide qui fait des potions magiques dont bénéficient les habitants de son village. Pour sa part, Astérix, un excellent ami en la personne d'Obélix, un gros garçon toujours prêt à le suivre, pourvu qu'il y ait des sangliers et des bagarres avec les Romains... Amateur de sangliers, livreur de menhirs, Obélix est malheureux parce qu'il n'a jamais pu prendre de potion magique sous prétexte qu'il est tombé dans une marmite de potion étant petit, que les effets de la potion sont permanents chez lui et qu'en prendre encore serait dangereux. Abraracourc, le chef du village, Panoramix le facteur, Cétautomatix, Assurancetourix, Changéclix, Keskonix sont d'autres Gaulois du village. Notons aussi qu'Astérix est en train de battre Tintin et Bob Morane de popularité et ce n'est pas peu dire... Ceux qui aimeraient se procurer de ces livres peuvent le faire dans toutes les librairies au prix de \$2.00. Joignez-vous à son groupe d'adeptes."

Des religieuses en congrès à Rome

Trois supérieures de communautés canadiennes sont parties pour Rome, afin de prendre part à la première assemblée de l'Union internationale des Supérieures générales. Quatre-vingts déléguées originaires de soixante pays se rencontrent du 1^{er} au 12 mars pour étudier divers problèmes relatifs à la vie religieuse.

Les deux déléguées allouées au Canada ont été élues par les soixante-quatorze supérieures générales du pays, lors de l'assemblée de la section féminine de la Conférence Religieuse Canadienne, en août dernier. Il s'agit de Mère Gabrielle Massicotte, de Montréal, supérieure générale de la Congrégation de Notre-Dame, et de Mère Maria-Gertrude de Farmer, d'Halifax, supérieure générale des Sœurs de la Charité.

Elles sont accompagnées à Rome par Mère Saint-Paul, d'Ottawa, supérieure générale des Sœurs Grises de la Croix et présidente de la Conférence Religieuse Canadienne (section féminine). Mère Saint-Paul est membre du premier Conseil général de l'Union des Supérieures et de ce fait, déléguée d'office.

"La rencontre de Rome, a expliqué Mère Saint-Paul, a été préparée à la lumière d'une étude qui synthétisait les réponses de 2.500 supérieures générales dispersées à travers le monde, à un questionnaire qui leur avait été adressé en 1966 par l'Union internationale."

La lettre de convocation rappelait aussi que "à l'heure où le monde marche vers son unité, il est désirable que les forces de la vie religieuse s'unissent elles aussi. Nous sentons toutes le besoin d'une pensée plus collective et d'une collaboration plus efficace, tout en gardant à chaque institut son caractère distinctif."

Mère Saint-Paul, qui a travaillé à la préparation de la rencontre, a dit que peu de conférences ont au programme, car le but principal n'est pas de recevoir un enseignement doctrinal, spirituel, ou religieux: des études de qualité existent sur la vie religieuse en général et sont mieux adaptées à la mentalité et à la situation de chaque pays. On a opté plutôt pour la recherche commune en carrefour.

LE 10 MARS A MCGILL

Musique électronique

Dans le cadre des "Faculty Friday", la faculté de musique de l'Université McGill présentera au Redpath Hall le vendredi 10 mars 1967 à 20h. 30 un concert de musique électronique.

Le programme comprendra des œuvres écrites pour magnétophone et artistes par Istvan Anhalt, Milton Babbitt, Gustav Ciamaga, Mario Davidovsky et Paul Jdersen. Ce sera la première fois que ces œuvres seront jouées en public à Montréal.

Les artistes invités sont: Bethany Beardslee, Princeton, New Jersey, soprano; Wolfgang Kander, Montréal, flûte et les membres de la chorale "University Chamber Singers" de l'Université de Colombie-Britannique, dirigés par Cortland Hultberg.

Les œuvres écrites pour artistes accompagnés par le magnétophone sont encore peu nombreuses car cette forme d'expression musicale contemporaine est très récente.

NETTOYEUR P.M.
Service d'une heure au comptoir
Service de chemises
8309 ST-DENIS
381-1322

MODE MASCULINE

Audace de ligne mais hausse de prix

CHICAGO — Le directeur de la section mode à l'American Institute of Men's and Boy's Wear, M. Thomas Gurtner, donnait récemment à Chicago un aperçu des nouvelles créations vestimentaires pour hommes.

Les pantalons, a-t-il dit, seront plus longs et légèrement plus amples pour les modèles du printemps. Les paletots seront ajustés et comporteront des revers plus larges.

M. Gurtner a également prédit que les costumes de ville seront coupés dans des tissus et selon des styles plus audacieux. On verra le retour du costume à double revers. Le pantalon touchera le solier en avant, et couvrira le haut de la chausure à l'arrière.

Hausse des prix

Le président de l'Association des commerçants détaillants aux États-Unis, M. Lawrence Nathan, de Washington, a annoncé que les prix de la confection du vêtement pour hommes seront à l'automne plus élevés que la proportion de trois à cinq pour cent, à cause de l'augmentation de la main-d'œuvre.

MM. Gurtner et Nathan ont fait ces commentaires à l'issue d'une présentation conjointe des deux associations, à Chicago.



Monsieur et Madame Paul Rioux annoncent les fiançailles de leur fille Nicole à Monsieur Yves Pigeon, a.g. fils de Monsieur et Madame Adoris Pigeon. Le mariage aura lieu en mai prochain.

Les mots croisés du "DEVOIR"

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

1—Denise Filiatrault en est une
2—Laune — Qui ne fait rien
3—Jaune souvent rouge polémique
4—Note — Continuation
5—On perd le sien quand on ne comprend rien — Personnel — Prénom inversé
6—Attrapé — Qui avance
7—As sans doute envie de dormir — Au plus tard à midi
8—Ne mentionnez pas — Sèche
9—Possède — Dans
10—Qui n'aime pas les étrangers
11—Fume et crache en Sicile — Ne se noie pas
12—Emplie — Danseuse quand elle est russe

VERTICALEMENT

1—Comité du Québec
2—Il n'a pas besoin de parachute — Fin de participation
3—Nous ramène le beau temps — Largement ouverte
4—Prise en charge par le gouvernement d'une entreprise privée
5—Eut à — Vient au monde
6—À travers
7—Déesse ancienne — Lui
8—Symbole chrétien
9—Destinée à tomber avec un bon joueur — A New York

Solution de samedi

Horizontalement: —

1—BELLEVILLE
2—EPOUSEMENT
3—AIR LAMPION
4—UNGAVA — BIEN
5—RENTES — ADRET
6—PQ — RE — SA
7—GERTRUDE — AIL
8—AM — EE — NOMME
9—RAS — SZ — EUPEN
10—DIEU — RE
11—LIN — DEPART
12—NIGER — LEUR

Verticalement: —

1—BEAUREGARD
2—EPINE — EMAIL
3—LORNER — SEIN
4—LU — AT — UNI
5—ES — VEPRES
6—VELASQUEZ — DE
7—IRA — VER
8—LAMBARENE
9—LIPIDE — OURAL
10—ETIER — AMPERE
11—ONESIME — TU
12—SON — TALENT



Quelques membres du comité féminin de la Société Ars Musicalis se sont réunis, cette semaine, dans un restaurant du centre de la métropole, afin de mettre au point la liste des activités de cette société artistique. Sur notre photo (de gauche à droite), Mme J. Hébert, présidente et M. Donais, vice-présidente, discutent de la première manifestation d'Ars Musicalis: le récital de Louise Lebrun, soprano-colorature, à la salle Claude Champagne, le 10 avril prochain.

Les cours de fine cuisine familiale de printemps
du professeur de la télévision M. H. BERNARD
débuteront la 1^{re} SEMAINE D'AVRIL
à l'INSTITUT D'ART CULINAIRE
Boule détenant un permis en vertu de la loi
des écoles professionnelles privées
1253, rue MCGILL COLLEGE
Pour plus amples renseignements et programme
écrivez ou téléphonez à **861-9697**

COURS DE FORMATION SOCIALE
par correspondance
Reconnu par le Ministère de l'Éducation
Annexé à l'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Diplôme en fin d'études
Pour renseignements:
INSTITUT DE FORMATION SOCIALE
DU QUÉBEC INC.
(Séminaire Social Pie XII)
C.P. 610, Nicolet, P.Q.
ou
Montréal: 2650 est. rue Sherbrooke
Téléphone: 527-8831

BRUNET
DE
COTE-DES-NEIGES
EST LE NOM
QUI DOMINE DANS
LA CRÉATION DES
MONUMENTS
AUCUN AGENT
ECONOMISEZ LA COMMISSION
AVANT D'ACHETER
CONSULTEZ LA PLUS VIEILLE
MAISON DU QUÉBEC
Inscriptions
Réparations et nettoyages
J. BRUNET Liée
Angle Decelles et Reine-Marie
Fondée en 1877

DECORATEURS ENSEMBLIERS
LAURENT LAMY
DECORATEUR-ENSEMBLIER
788, Wilder
Montréal 8 — 737-1955
G. PAIEMENT & ASSOCIÉS INC.
Décoration Intérieure
Esthétique Industrielle
1550-A, boul. St-Joseph, Mt
525-4222
VIAU, MORISSET INC.
décorateurs - ensembliers
Jacques Viau Bernard Morisset
Laurent Morisset Pierre Leduc
Luc Savé (assistant)
720 boul. Décarie
Saint-Laurent 747-9921

ARCHITECTES
BEAULIEU, LAMBERT, TREMBLAY
ARCHITECTES
3480 C. de la Côte des Neiges
Montréal — 937-9324
DAVID & BOULVA
ARCHITECTES
3 Place Ville-Marie
MONTREAL — 866-9854
PAUL-O. TREPANIER
ARCHITECTE
GRANBY — 372-5888
MONTREAL — 276-6013
Les architectes
Longpré, Marchand, Goudreau
Dobush, Stewart, Bourke
506 est. rue Sainte-Catherine
Montréal 24 842-9528

Le Canada saura maintenir sa position au 1er rang de l'économie mondiale

potins financiers

Les Bourses de Montréal, de Toronto, de New York, de Londres et de Paris étaient fermées comme de coutume samedi, de même que les marchés du blé de Chicago et de Winnipeg, d'où l'absence de tableaux réguliers ce matin dans nos pages financières.

Le comportement de Wall Street durant la dernière séance de la semaine dernière porterait à croire que les réalisations devraient être en hausse, mais absorbées au début de cette semaine.

Comme la liste mobilière n'a cessé d'avancer depuis 4 semaines consécutives sur la place locale, cette dernière pourrait bien tergiverser quelque peu ces jours-ci. Il en serait de même de la Bourse de Toronto.

Les détenteurs d'actions de la classe "A" de Canadian Canners Ltd. inscrits mercredi de cette semaine participent au dividende trimestriel de 18 3/4 cents, l'action, payable le 1er avril.

Les actions ordinaires de la National Trust Co. se vendront ex-dividende 15 cents jeudi de cette semaine.

Atlantic Sugar Refineries Co. Ltd. se vendra ce matin ex-dividende \$1.25 l'action privilégiée 5%. Quant à Canadian Canners Ltd., ses actions se vendront, aujourd'hui, ex-dividende 18 3/4 l'action de la classe "A" et, enfin, les actions privilégiées 5.80 de la série "A" de Rio Algom Mines Limited se vendront ex-dividende aujourd'hui \$1.45 l'action.

Les actions ordinaires de la Dominion Coal Co. Ltd. tiendront son assemblée annuelle, aujourd'hui, à 10.30 a.m.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Une offre vient d'être faite aux détenteurs d'actions d'International Bronze Company

North America Trust Company, au nom de Foreign Power Securities Corporation Limited, a fait le 1er mars 1967 une offre aux détenteurs d'actions participantes, privilégiées, 6% cumulatif, d'International Bronze Powders Limited, autres qu'à ceux résidant aux E.-U. d'acheter toutes les actions, 6%, de cette dernière entreprise, au prix de \$25 chacune, plus 37 1/2 cts l'action, ce dernier montant représentant l'équivalent du dividende régulier pour le trimestre de 1967. Cette offre expirera le 22 mars, à moins que la compagnie en vienne à décider de la prolonger. Si les exigences de la section 123 de la loi des compagnies du Canada sont satisfaites, Foreign Power se propose d'invoquer les clauses de ladite loi aux fins d'acquiescer le solde des actions privilégiées 6% et, à cette fin, Foreign Power Securities pourrait prolonger son offre de 4 mois, à partir du 1er mars 1967. On peut accepter l'offre en soumettant la lettre de transmission, dûment remplie, ainsi que les certificats d'actions à la North America Trust Company, 41ème étage, Place Ville-Marie, Montréal, 2. P.Q. le ou avant la fermeture des affaires le 22 mars 1967.

Agnico Mines Ltd. fait savoir à la Bourse Canadienne ses tractations financières

En vertu d'un accord avec le Dr Charles Bende et Irma Bende, de Toronto, comportant un paiement de \$5,000 comptant, Agnico Mines Limited s'est vue accorder le droit exclusif d'entrer immédiatement en possession de certains terrains miniers, enregistrés comme partie 8086, dans le bureau d'enregistrement de la section sud du Territoire du Québec, dans le canton Coleman, dans le district de Témiscamingue, en Ontario. Ces résidus étaient le produit, provenant d'opérations d'usage effectives sur ou aux environs desdits claims miniers. Il est stipulé que ladite compagnie devra, au plus tard le 1er octobre 1969, avoir commencé le déplacement des résidus avec l'intention de les utiliser à son atelier de récupération. Il est, aussi, entendu que tous les résidus devront être enlevés, au plus tard le 1er octobre 1973. En considération de l'achat par Agnico desdits résidus et de leur traitement, Agnico s'est engagée à payer, au ou avant les 30 jours suivants le 31 décembre des années 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973, aux vendeurs 30% du produit net qu'elle recevra dans chacune desdites années, provenant de la vente de l'argent et aux minéraux commerciaux, trouvés dans les résidus. Une copie de cet accord a été déposée à la Bourse Canadienne.

Une mise de fonds de \$14,000,000,000 de 1947 à 1965 pour développer notre industrie pétrolière

La demande pétrolière canadienne a augmenté de 250,000 barils par jour en 1947 à 1,140,000 barils par jour en 1965, et il a fallu une mise de fonds de plus de \$14 milliards pour des travaux d'exploration, de production, de raffinage, de transport et pour l'érection de facilités de vente. Presque les deux tiers de ce montant ont été utilisés pour la production, ou en risque est très élevé.

Cette contribution sur une grande échelle à la croissance économique et à la prospérité du Canada depuis la deuxième Guerre a été rendue possible par l'encouragement fourni à l'industrie pétrolière à investir et concurrencer tout en accordant au consommateur la liberté du choix.

L'expérience au Canada, comme ailleurs, a prouvé que les effets combinés des forces concurrentes servent mieux les intérêts du consommateur, les besoins de l'industrie et la prospérité de la nation.

Il y a eu une augmentation de la demande pétrolière canadienne en 1966 d'environ 6% à 1,230,000 barils par jour tandis que la production dans l'ouest du Canada devrait augmenter d'environ 5 1/2% pour atteindre un niveau de 975,000 barils par jour.

Pitfield, MacKay & Company Ltd absorbe Ross, Knowles & Company Ltd.

Dans un communiqué, émis aujourd'hui par M. Ward C. Pitfield, président de Pitfield, MacKay & Company Limited, et M. Donald G. Ross, président de Ross, Knowles & Company Limited, il a été annoncé que cette dernière fusionnait ses activités avec celles de Pitfield, MacKay & Company Limited à compter du 6 mars 1967. Il est prévu que les deux sociétés adopteront dans un avenir rapproché la raison sociale de Pitfield, MacKay, Ross & Company Limited.

MM. Pitfield et Ross ont souligné la gamme plus étendue de services et de facilités que la nouvelle société sera en mesure d'offrir aux investisseurs canadiens par suite de cette fusion. L'un sait que Pitfield, MacKay ont des bureaux situés à travers le Canada, tandis que Ross, Knowles ont des bureaux situés dans les centres industriels importants du sud et du sud-ouest de l'Ontario. Pitfield a des bureaux également à New York, Bruxelles, Londres, Genève et Kingston en Jamaïque, ce qui en fait une société d'envergure internationale.

Cette fusion des deux importantes maisons de valeurs de placement et d'agents de change de Montréal et de Toronto est conforme à la tendance actuelle dans les milieux financiers à amalgamer afin de réduire leurs frais d'opération aggravés par la contraction dans les transactions mobilières depuis près d'un an, ainsi que par la hausse élevée du loyer de l'argent l'an dernier, deux facteurs qui furent responsables de plus faibles participations dans les marchés des stocks et des obligations, tant de la part des individus que de celle des corporations, hésitants en face d'une tenue ordinairement défavorable des actions et des valeurs à revenu fixe, à taux d'intérêt peu élevés.

Marcel CLEMENT

M. REAVES NOMMÉ GÉRANT GÉNÉRAL DES VENTES CHEZ PORTER, CANADA



Monsieur James B. Reaves a été promu au poste de gérant général des ventes chez H.K. Porter Company (Canada) Limited, une filiale de H.K. Porter Company, Inc. de Pittsburgh, Pennsylvania. Il établira ses quartiers généraux à Guelph, Ontario. Monsieur Reaves est responsable sur le plan des ventes de six filiales canadiennes: division électrique Delta Star à Woodstock; division Division à Acton et Vancouver; division Federal Wire & Cable à Guelph; division Nepeco à Woodstock; division des réfractaires à Acton; et division Thermoid à Acton. La chaîne de ces produits comprend: fil de cuivre et d'aluminium, câble isolant, sciés et réels, "Disston", caniveaux et surface de roulement "Nepeco", commutateurs intérieurs et extérieurs isolés à haut voltage et appareils contrôleurs "Delta Star", disques d'embrayage et bandes de frein "Thermoid" et les réfractaires de Porter.

Avant d'entrer au service de Porter, Monsieur Reaves était gérant de district des ventes pour la Dodge Manufacturing Corporation, à Mishawaka, Indiana, et fut aussi au service de la Bechtel Corporation, San Francisco, Californie. Il fut gradué de l'Académie militaire des États-Unis à West Point, et fut dernièrement l'obtient son M.B.A. en Administration des Affaires de Harvard Graduate School. Porter-Canada est une des sept compagnies faisant partie de la division Porter International. Les six autres sont aux États-Unis.

Un train du CPR d'un mille de long

Comprenant 133 wagons a transporter 266,000 boisseaux de céréales

Le train le plus long à venir dans l'est du Canada cette année — un spécial du Canadien Pacifique mesurant un mille de long, comptant 133 wagons chargés de 266,000 boisseaux de céréales d'exportation — a traversé la ville de Montréal cette semaine en route vers la côte de l'Atlantique.

Remorqué par quatre locomotives diesel, ce fut le plus long convoi de wagons de blé à passer à Montréal depuis le commencement de la présente année-recolte, qui a débuté le 1er août dernier. De la locomotive de tête au fourgon de queue, le train s'étendait sur une longueur de 6,140 pieds. Chacun des 133 wagons contenait environ 2,000 boisseaux de céréales, ou 40 tonnes, pour former un total de 266,000 boisseaux, ce qui est l'équivalent de la récolte saisonnière d'une ferme de 9,600 acres des Prairies de l'ouest.

Dans un autre ordre d'idées, ce train transportait assez de blé pour qu'on puisse en faire des céréales pour le reste du train, parce que la voie ferrée s'engage ensuite dans des régions montagneuses comptant plusieurs rampes.

Ce transport du blé par train jusqu'à St-Jean doit se continuer pendant tout le mois de mars. Il cesse dès que la navigation dans le Saint-Laurent recommence.

Canada Iron achète une entreprise des E.-U.

La compagnie Canada Iron Foundries Limited annonce qu'elle a acheté, au comptant, tout le capital actions de Pacific Press & Shear Corp., important fabricant de machines hydrauliques, dont le siège social se trouve à Oakland (Californie).

La Pacific a été parmi les pionniers du perfectionnement des circuits hydrauliques et est le plus important fabricant de presses diverses, de presses à plier et de cisailles hydrauliques en Amérique du Nord. Les presses à plier ou autres de diverses puissances, jusqu'à 2,000 tonnes, et les cisailles coupant une épaisseur variant de 1/4 de pouce à 2 1/2, sont produites en quantités de 10 à 100,000 par an.

Le développement de Canada Iron se manifeste non seulement par le perfectionnement de ses produits actuels et par la mise au point de nouveaux produits, mais aussi par l'acquisition de compagnies qui fabriquent des produits complémentaires ou ap-

Selon la Banque de Montréal

Le Canada saura sûrement maintenir sa position aux premiers rangs de l'économie mondiale du monde, soutient la Banque de Montréal dans une étude sur les métaux et l'industrie minière de notre pays.

Dans sa Revue des Affaires de février, qui vient de paraître, la banque invoque, pour appuyer son opinion, la valeur des énormes gisements connus de minéraux de grande importance et le fait que l'on continue sans arrêt d'en découvrir d'autres, aussi bien que la présence de sources d'énergie abondantes pour faciliter leur mise en valeur.

"La valeur annuelle de la production minière au Canada, écrit la B de M. à presque quintuple durant la période de l'après-guerre et, l'an dernier, elle se chiffrait par environ \$4 milliards.

"Le taux d'accroissement le plus rapide est celui des combustibles minéraux, mais les métaux représentent encore la moitié de la valeur totale de la production minière."

Depuis quelques années, l'accroissement de la production des métaux a été remarquablement constant, et pendant toute la période de l'après-guerre, il a suivi une marche parallèle à celle du produit national brut.

Parmi les courbes divergentes des divers produits minéraux, on note celle de l'or qui, depuis une quinzaine d'années, fait plateau ou va déclinant.

Malgré cela, grâce à une valeur annuelle de la production qui excède amplement \$100 millions, l'or continue d'occuper une place importante dans l'industrie minière du Canada et d'être une source considérable de réserves de change étranger.

Le fer en tête

Celui des minéraux canadiens qui a progressé le plus vite depuis la 2e guerre mondiale, est le minerai de fer qui, pendant quelque temps, a été un des premiers produits minéraux de notre pays pour la valeur de la production, grâce surtout à une exportation considérable aux États-Unis.

Ces derniers temps, les besoins grandissants de l'industrie de l'acier au Japon ont amené l'exploitation de certains gisements de la côte occidentale et la production de concentrés de minerai de fer, en vue de leur exportation de l'autre côté du Pacifique.

La B de M note que si les perspectives à longue échéan-

ce de l'uranium comme combustible dans la production de l'énergie nucléaire ont été prometteuses, il semble peu vraisemblable que la demande se raffermisse sensiblement dans l'avenir immédiat, ou que la production remonte au sommet qu'elle a atteint en 1959.

Le nickel, le cuivre, le plomb et le zinc sont toujours le soutien de l'industrie minière au Canada.

Depuis le début du siècle, le Canada est le premier producteur de nickel au monde, de tous les produits minéraux canadiens, c'est le plus orienté vers l'exportation, car nous ne consommons nous-mêmes que quatre pour cent environ de sa production.

La production de cuivre s'est accrue régulièrement depuis 1943. Sa dépendance à l'égard des marchés d'exportation, explique la B de M. n'est pas aussi marquée que dans le cas du nickel, car le tiers environ de la production canadienne de cuivre se consomme à l'intérieur du pays.

L'industrie canadienne, dans l'ensemble, a su maintenir ou accroître sa part de la production mondiale. Elle occupait récemment le 5e rang parmi les producteurs du monde et représentait près de 10 p.c. de la production mondiale.

Grande demande de zinc et de plomb

La demande de plomb et de zinc, à l'intérieur et sur les marchés d'exportations, a été forte durant les cinq dernières années, notamment en ce qui a trait à la production des automobiles.

La production canadienne y a répondu grâce à la mise en valeur de nouvelles mines au Nouveau-Brunswick, dans le Québec et les Territoires du Nord-Ouest, qui sont venues augmenter les approvisionnements déjà établis de plomb et de zinc. Depuis plusieurs années, notre pays est le plus grand producteur de zinc du monde, et le troisième producteur de plomb.

Si on que toute la haute et l'Alumine qui entrent dans la production de l'aluminium au Canada soient importées, notre pays est le troisième plus grand producteur de ce métal dans le monde et représente quelque 12 pour cent de la production mondiale.

Malgré une augmentation de plus de 60 pour cent de la valeur des exportations de métaux et de produits minéraux de toutes sortes durant les années 1959-65, les exportations canadiennes, dans leur ensemble, ont été si prospères durant cette période que les métaux et les minéraux ont tout juste maintenu leur part du total.

"Au cours des quinze années précédentes, affirme la Revue des Affaires de la Banque de Montréal, ils avaient presque doublé leur part, portant celle-ci à plus de 30 p.c. sous l'effet du mouvement spectaculaire de mise en valeur des ressources minières du Canada durant cette période de l'accroissement parallèle des installations hydro-électriques et de la capacité des usines de traitement et d'affinage."

Rapports financiers

Canadian Foundation Co. Limited, pour les trois mois terminés le 31 janvier 1967, \$382,148 au regard de \$367,387 en 1966.

Slater Steel Industries Ltd., pour les trois mois terminés le 31 janvier 1967, \$740,433 soit l'équivalent de 24 cents l'action au regard de \$800,967 ou 36 cts l'action en 1966. Un nombre de 485,000 nouvelles actions ont été mises en circulation en 1967.

Husky Oil Canada Ltd., pour l'exercice financier ayant pris le 31 décembre 1966, \$513,000 soit l'équivalent de 81 cents l'action au regard de \$512,000 ou 89 cents l'action en 1965.

Abitibi Paper Co. a vendu davantage

Au cours de l'an dernier.

Au cours de 1966, les ventes d'Abitibi Paper Co. se sont élevées à \$211,167,324, marquant une hausse de 8.8 pour cent sur celles de l'année précédente, indique le rapport annuel que la société vient de faire tenir à ses actionnaires. Les bénéfices nets au cours des deux dernières périodes ont été respectivement de \$15,927,921 et \$16,738,007, soit des gains respectifs de 91 et 96 cents par action. La direction attribue la baisse des bénéfices aux dépenses encourues dans la mise en production de nouvelles installations et aux pertes occasionnées par les grèves. La production de papier-journal a atteint 890,810 tonnes contre 829,293 au cours de 1966. Les dépenses en immobilisations ont atteint \$24,572,294.

Recettes du CNR, à la hausse

Les recettes d'exploitation ferroviaire du Canadien National se sont élevées à \$72,303,000 en janvier 1967. Les frais, les taxes et les loyers ayant atteint \$73,601,000, il en résulte un déficit net d'exploitation de \$6,298,000.

En janvier 1966, les recettes d'exploitation ferroviaire avaient été de \$67,607,000; les frais, les taxes et les loyers s'élevaient à \$70,019,000 et le déficit net d'exploitation ferroviaire avait été de \$2,412,000.

Ces chiffres ne comprennent pas les charges fixes.

Voici le sommaire:

MOIS DE JANVIER	1967	1966	Changement
Recettes d'expl. ferr.	\$72,303,000	\$67,607,000	\$4,696,000
Frais d'expl. ferr.	78,601,000	70,019,000	+8,582,000
Déficit net d'expl. ferr.	\$6,298,000	\$2,412,000	+3,886,000

Les recettes d'exploitation ferroviaire comprennent les versements estimatifs à recevoir du gouvernement aux termes de la loi sur les transports.

NOUVEAU PRÉSIDENT DE NORTHERN



Vernon O. Marquez

R. Holley Keefer

A une séance du Conseil d'administration de la Compagnie Northern Electric Limited, tenue à l'issue de l'assemblée annuelle le 2 mars, Monsieur Vernon O. Marquez a été élu au poste de président de cette société. Il succède à Monsieur R. Holley Keefer, rélu président du Conseil d'administration. Monsieur Marquez, qui avait accédé à la vice-présidence en 1960, était au moment de sa récente nomination membre du Conseil d'administration et vice-président administratif (exploitation). Au service de Northern Electric depuis 1929, il y a occupé successivement plusieurs postes importants aux services de ventes, du marketing et de l'exploitation.

Membre du nouveau Conseil consultatif canadien d'exportation, Monsieur Marquez est également vice-président et administrateur de Canadian Electrical Manufacturers Association et a déjà siégé au Conseil de Canadian Export Association et été membre du Bureau de la Chambre de Commerce du Canada. Monsieur R.H. Keefer, CBE, DSO, ED, LL.D., bachelier en sciences, était président de Northern Electric depuis 1961 et président du Conseil d'administration depuis 1963. Président sortant de charge de la Chambre de Commerce du Canada, il est également administrateur de la Banque Royale du Canada et de plusieurs sociétés canadiennes importantes.

L'Agence Canadienne de Publicité Limitée a vu sa facturation excéder les \$4,000,000

En 1966, chiffre qui fut déjà atteint dans le passé

A l'occasion de la publication de son rapport annuel, l'Agence canadienne de publicité a été heureuse d'annoncer que sa facturation totale de 1966 a dépassé les \$4,000,000 de dollars. Ce n'est cependant pas la première fois que cette agence de publicité canadienne-française atteint un tel chiffre d'affaires. L'Agence canadienne de publicité possède maintenant un personnel de 47 personnes. Elle compte parmi ses clients des sociétés et entreprises prestigieuses: le Canadien National, la Société Air France, les Argues Casavant, la Société Peugeot, la Commission du Centenaire et l'Office Canadien du Tourisme. L'Agence canadienne ne se limite pas au seul marché québécois, une de ses campagnes publicitaires couvre cette année plus de 60 pays en 20 langues différentes.

L'Agence canadienne a connu des succès sans précédent en 1966 sur le plan de la conception publicitaire. La publicité conçue en français pour le Canadien National lui a valu le grand Coq d'Or pour la meilleure campagne de l'année, ainsi que 4 autres Coqs d'Or dans les catégories télévision, imprimés, radio et panneaux-reclame. L'Agence canadienne a aussi mérité, pour la chaussette radio du CN, deux premiers prix Artec décernés à Toronto au cours du Festival canadien des annonces radiophoniques.

FONDS MUTUEL ADANAC

AVIS DE DIVIDENDE

AVIS est, par les présentes, donné, que la compagnie a autorisé la distribution d'un onzième dividende trimestriel de 2c par unité de participation en cours à la fermeture des affaires le 28 février 1967, payable le 15 mars 1967 aux détenteurs inscrits et aux détenteurs de certificats au porteur en cours à ladite fermeture des affaires le 28 février 1967.

Tel dividende sera payé aux détenteurs de certificats au porteur sur présentation et remise des coupons No. 11, le 15 mars 1967 ou après, à toute succursale, dans la province de Québec, de la Banque Provinciale du Canada.

Montréal, ce 1er mars 1967.
FONDS ADANAC INC.,
Le Secrétaire,
M.L. Frizelle.

CERTIFICATS d'achat d'actions

L'édition 1967-68 de notre Répertoire annuel des certificats d'achat d'actions pour 113 compagnies est maintenant disponible.

Ecrivez ou téléphonez-nous pour en recevoir un exemplaire gratuit



Davidson & Company

Membres des Bourses de Toronto, de Montréal et Canadienne, de l'Association des Courtiers en Valeurs du Canada

1015, côté du Beaver Hall • Montréal • 866-8492

Toronto Ottawa Hull St. Catharines Kitchener London

Doherty Roadhouse & McCuaig Bros.

peut maintenant offrir aux acheteurs de valeurs d'Ottawa des services d'un océan à l'autre.

Doherty Roadhouse & McCuaig Bros. annonce l'acquisition du bureau d'affaires de McDougall & Christmas Ltd., 100 rue Spark, Ottawa. Grâce à cette transaction, nous sommes en mesure d'offrir à nos clients d'Ottawa tous les avantages que peut offrir une maison de courtage qui opère d'un océan à l'autre.

Grâce à plus de 25 bureaux situés partout au Canada, Doherty Roadhouse & McCuaig Bros. est la où se produisent les événements: découverte d'une nappe d'huile en Alberta, d'un gisement de cuivre au Québec, division des parts d'une industrie à Toronto.

Et tous ses bureaux sont reliés entre eux par le plus complet et le plus rapide des réseaux de communications dans le domaine. Voilà pourquoi Doherty Roadhouse & McCuaig Bros. est au nombre des maisons de placement en tête de file. N'est-ce pas la le genre de service dont vous avez besoin pour rester bien au courant de ce qui se passe sur le marché?

Doherty Roadhouse & McCuaig Bros.

100, rue Spark, Ottawa • Tel. 232-7321

Gérant: Major Joseph E. E. Sorre

Assistant gérant: Gustav K. Sembera

Membres des principales bourses canadiennes et de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

BUREAUX: Montréal (2) • Calgary • Edmonton • Fort William • Halifax • Kamloops • Kimberley • Kirkland Lake • Medicine Hat • North Bay • Ottawa • Owen Sound • Port Arthur • Red Deer • Sault Ste. Marie • Timmins • Toronto (3) • Trail • Vancouver

Au congrès d'éducation physique

Raymond Benoit recommande un cadre éducatif scolaire pour régir les activités des jeunes dans le sport

par Jean-Paul COFSKY

Il ne serait sorti qu'une seule idée valable du 2e congrès annuel de la Fédération d'éducation physique du Québec, qu'il aurait eu sa raison d'être. Je m'empresse de dire qu'il en est sorti une multitude de fort rationnelles et qu'il est important d'en informer le public afin qu'il prenne conscience du travail sérieux et impressionnant accompli par les mille participants congressistes à travers la province.

Nous essaierons ici dans Le Devoir, tout au cours de la semaine, d'analyser quelques exposés qui nous ont paru arriver bien à propos dans le monde de l'éducation physique.

Le premier exposé que nous tenterons ici d'analyser est celui qu'a fait M. Raymond Benoit, chef de la division d'éducation physique au ministère de l'Éducation du Québec.

M. Benoit a émis des opinions des plus justes sur "les activités sportives pour le participant d'âge scolaire" et a, comme on dit en langage populaire, frappé le clou sur la tête, quand il a parlé des "responsabilités et organisation".

Une première question claire et nette et bien précise

M. Benoit se demande "qui, dans ce Québec, possède la responsabilité de l'organisation des sports des jeunes et qui pourrait les organiser en offrant aux parents les meilleures garanties d'éducation?"

Et M. Benoit de souligner que "le sport est devenu au Québec, comme partout à travers le monde, un fait social de première importance. Nous vivons une période d'intérêt collectif pour le sport."

Pour que le sport devienne un moyen de formation il faudra, dit toujours M. Benoit que nous respections certains éléments.

Et afin qu'il en soit ainsi il faut tout d'abord voir la relation participant-éducateur s'implanter chez nous. Il faut que l'éducateur garde le contact avec celui qu'il a pour mission de former. Le contact humain demeure indispensable et passe bien avant l'organisation même d'un événement sportif. En particulier, bien avant le fait de produire des statistiques, un calendrier des joutes ou événements.

Si ce contact humain n'existe pas entre l'éducateur et le participant, le mécanisme se trouve à porter à faux, il n'y a plus de formation par le sport.

Mais ce contact humain engendré par l'éducateur vis-à-vis le jeune participant exige des connaissances étendues de la part du premier.

Cet éducateur doit posséder à fond des connaissances techniques, scientifiques et pédagogiques pour accomplir sa tâche de mener à maturité l'enfant qu'il guide dans le sport.

Entrant dans les détails

Un élément qui doit aussi être étudié de près par l'éducateur est celui des règlements. M. Benoit cite un exemple pertinent. "Pourquoi au hockey, par exemple, si les règlements européens favorisent mieux le développement des enfants, ne pas les adopter? S'ils ne sont pas jugés adéquats pourquoi ne pas les modifier, pourquoi en deux mots ne pas adapter les règlements aux enfants au lieu de tenter de soumettre

les enfants à certains règlements qui nuisent à leur développement?"

Un autre détail d'organisation bien important est celui des conditions matérielles. M. Benoit souligne ici sa remarque d'un autre exemple bien précis. "Pourquoi faire jouer du basketball dans une salle mal aérée, trop exigüe, surchauffée ou encore dans une salle dont la hauteur et la superficie ne permettent pas aux joueurs d'évoluer normalement."

Puis le conférencier a ensuite parlé du besoin de documentation sportive et a ensuite fait une remarque des plus importantes, mais cette fois sans donner d'exemples — les exemples étant peut-être trop nombreux et tellement bien connus de tous — en disant que "dans le domaine administratif et financier, un abus fréquent est celui de l'assujettissement du sport, pratiqué par les jeunes, à un bénéfice financier."

Etablissement de cadres éducatifs dans le Québec

M. Benoit a ensuite préconisé l'établissement de cadres éducatifs qui permettraient à l'enfant de participer à des activités physiques dans son temps libre. Ce qui se produit actuellement dans le Québec est une explosion d'activités sportives pour les jeunes, mais où il n'y a aucun souci apporté à la formation de l'enfant.

La popularité d'une municipalité ou l'attrait du gain sont parfois les seuls critères de succès. De tous les organismes responsables, qui s'occupent des sports pour les jeunes, l'école semble, selon M. Benoit offrir les meilleures garanties

d'efficacité, et ce pour deux raisons.

La première est que bientôt chaque école aura son professeur d'éducation physique et que bientôt également l'école disposera d'installations et de facilités matérielles des plus appropriées.

Pour mettre le point final à un exposé des plus révélateurs et compléter le tout par une suggestion constructive, M. Benoit a présenté les structures administratives "susceptibles d'implanter efficacement le sport à l'école."

Il suggère donc que l'on parte de la division d'éducation physique, créée en décembre 66.

Dépendrait de cette division la section sport-scolaire qui régirait à son tour la commission régionale du sport-scolaire de qui dépendrait l'école.

La section sport-scolaire aurait comme mandat de favoriser l'organisation des ligues scolaires à l'échelle du Québec, de les contrôler, de contrôler le nombre et la nature des manifestations sportives de la jeunesse et de voir à faire respecter certaines exigences. De voir également à l'application des règlements.

Le rôle de la commission régionale des sports serait celui de coordonner et d'organiser les événements sportifs. Celui de l'école, la cheville ouvrière de l'organisation, serait de voir à créer l'organisation la plus efficace possible en son propre milieu, selon ses propres moyens matériels.

Le but premier de la formation de l'enfant par le sport serait ainsi atteint, par le truchement du cadre éducatif scolaire appuyé par des moyens administratifs et financiers adéquats.

"Nous recommandons que..."

A la clôture du congrès d'éducation physique le comité de travail des commissions du secteur élémentaire a déclaré que ce congrès aura été l'un des plus fructueux, surtout en ce qui a trait au niveau élémentaire et demeurera une réalisation extrêmement importante.

Devant les difficultés éprouvées à faire accepter l'éducation physique à l'éducation générale, il faut, ont dit les organisateurs du congrès, formuler des recommandations concrètes, ce que nous voulons faire ici. Vu que le droit de l'enfant à l'éducation physique au niveau élémentaire est indéniable, que ce qui caractérise l'éducation physique, c'est son apport au développement biologique, vu que son importance est primordiale au premier cycle, nous recommandons que...

— toutes les personnes responsables de l'organisation, soit de l'enseignement, soit de la formation des maîtres en éducation physique au niveau élémentaire se réunissent dans le but de planifier leur action en regard de l'intégration et de l'éducation physique à ce niveau;

— nous recommandons que la formation des spécialistes au niveau élémentaire continue d'être assurée par les universités et les écoles normales;

— nous recommandons que tous les programmes en vue de l'obtention du certificat d'aptitude d'enseignement d'éducation physique au niveau élémentaire soient uniformisés;

— nous recommandons qu'accentue dans les universités et les écoles normales les cours de recyclage;

— nous recommandons que le ministère de l'éducation établisse des normes budgétaires minimales et donne aux commissions scolaires les directives pédagogiques et matérielles nécessaires en vue de développer et d'améliorer l'enseignement de l'éducation physique au niveau élémentaire;

— nous recommandons que le ministère de l'éducation prenne les mesures nécessaires pour favoriser et faciliter l'engagement de spécialistes pour l'enseignement de l'éducation physique au niveau élémentaire;

— nous recommandons qu'on confie au plus tôt la direction et l'organisation de l'éducation physique au niveau élémentaire à des spécialistes qualifiés;

— nous recommandons qu'à l'avenir, tout projet ou événement d'envergure provinciale touchant l'éducation physique scolaire soit soumis à l'approbation du comité consultatif récemment formé par le ministère de l'éducation.

Le comité consultatif

Liste des membres du Comité consultatif de l'éducation physique dont la création vient d'être annoncée par M. Marcel Masse ministre d'État à l'éducation:

Bédard, Michel

Directeur du service d'éducation physique C.S.R. du Grand-Portage

Belanger, Laurent

Département d'éducation physique, U. Laval, Québec

Desrosiers, Guy

Directeur de service d'éducation physique, C.S.R. Dolart-des-Ormeaux

March, Claire

Département d'éducation physique, U. de Montréal, 265, ave. Mont-Royal, Outremont

Paquin, Raymond

Directeur du service d'éducation physique de la C.E.C.M.

Reed, Eileen

Superintendent School Board of Greater, Montreal

Sheddy, Arthur

Directeur département d'éducation physique de Montréal, 265, ave. Mont-Royal, Outremont

St-Jean, Jacques

Directeur de service de l'éducation physique, Cité de Maisonneuve

Thiffault, Charles

Département d'éducation physique, U. Sherbrooke

Wood, Winona E.

President, Greater Montreal Branch, C.A.H.P.E.R.

AU QUÉBEC, EN LOISIR ET RÉCRÉATION

Les éducateurs physiques acceptent de travailler dans des conditions scandaleuses!

Par Roger LABONTÉ

De par sa société post-industrielle, le Québec, à l'heure du loisir, est menacé d'avoir des partis politiques de plus en plus bavards... mais de moins en moins efficaces!

Il est aussi sérieusement menacé par la montée grandissante des technocrates, et on sait tout le mal qu'il est possible de penser des technocrates toujours caractérisés par leur insuffisance.

Telles sont, en bref, les deux grandes observations faites sa-

medi par l'éminent sociologue français Joffre Dumazedier, devant les éducateurs physiques de la province, réunis en congrès dans la métropole.

M. Dumazedier ne dit pas qu'il ne se fait rien de bon au Québec, face au problème du loisir, problème qui est du reste celui également d'autres provinces, d'autres continents. Mais selon lui, les éducateurs physiques qui oeuvrent présentement au Québec, acceptent de travailler dans des conditions scandaleuses.

L'intermédiaire utile

Rappelant le rôle essentiel que devrait jouer la recherche dans l'élaboration de tout programme d'action en loisir et récréation, et prenant exemple des initiatives réalisées ailleurs, M. Dumazedier estime que la solution à tous les problèmes actuels rencontrés par les éducateurs physiques au Québec se trouve nulle part ailleurs que dans la recherche.

"Ce serait une ânerie monumentale que de prétendre le contraire", affirme-t-il.

La recherche, selon le sociologue français, ce n'est pas une machine de guerre contre les politiciens ou encore les

syndicats, comme certains aiment à le définir. En recherche, note-t-il, vous n'êtes pas seulement un sujet étudié, mais un sujet coopérant.

Il est d'opinion qu'il ne faut pas attendre toutefois de la solution venant du Père Noël, ou encore des politiciens de Québec, qui, eux, ont beaucoup d'autres chats à fouetter.

Il faut selon lui attendre l'action des groupes de pression, comme ceux que peuvent constituer la Fédération d'éducation physique et autres disciplines connexes qui touchent de près aux loisirs et à la récréation.

Recherche inexistante

Dans son esprit, le rôle du groupe de pression devrait être un rôle d'intermédiaire dans

la société moderne; intermédiaire entre le public et le pouvoir. Il éviterait les insuffisances des partis politiques et

Il va plus loin en prétendant que, dans l'emploi optimum de l'enveloppe de l'argent, n'importe lequel chef d'entreprise ferait immédiatement faillite s'il procédait au financement comme on procède au Québec en matière de développement culturel. M. Dumazedier observe pourtant que dans les budgets, les prévisions doivent être exactes, suffisantes. Ici, dit-il, on ne donne rien au chapitre des prévisions culturelles, en matière de loisir.

Ils pourraient, selon lui par leur action, une action qu'il s'empresse de définir comme essentielle et urgente, faire que la société québécoise accepte de payer progressivement le prix de la culture. Dans cette optique des choses, M. Dumazedier a fortement invité les éducateurs et les technocrates à réclamer les crédits nécessaires pour l'établissement au Québec de programmes de recherches en loisir car, dit-il, il ne peut y avoir de formulation des problèmes sans qu'il y ait coopération au niveau de la recherche.

Les besoins culturels des familles du Québec en 1967: Une affaire de UN (\$) MILLIARD

Les besoins culturels exprimés par les familles du Québec à l'heure de 1967 sont-ils si importants? Ils s'expriment par une dépense annuelle de plus d'un milliard de dollars. C'est du moins le chiffre qui fut lancé au congrès des éducateurs physiques, dans la métropole, par un sociologue, en fin de semaine.

M. Marc Laplante, un sociologue attaché au département de sociologie de l'Université de Montréal, a conduit une étude sur la question des besoins culturels des familles québécoises s'appuyant sur une semblable étude déjà faite en France par un autre sociologue, M. Joffre Dumazedier, lequel participait également au congrès du dernier week-end.

L'enquête de M. Dumazedier remontait à 1960, et estimait que les familles françaises avaient, au cours de cette année, dépensé 16% de leurs gains annuels pour le loisir.

Établissant un parallèle, M. Laplante en arrive aux conclusions suivantes, tout en faisant usage du même pourcentage. Le revenu moyen des familles du Québec en 1961 était de \$5.500 par année. Il doit maintenant s'approcher de \$6.000; 16% de ce revenu donne environ \$950 par année par fa-

mille, pour les dépenses de loisirs culturels.

D'autre part, en étant conservateur, M. Laplante estime à 1.200.000 le nombre des familles au Québec à l'heure présente. Une simple opération arithmétique nous livre par conséquent un chiffre qui porte à réfléchir, puisque les besoins culturels des familles au Québec à l'heure présente s'expriment par une dépense annuelle de plus d'un milliard de dollars.

"J'ai pleine conscience de tout ce qu'il y a de rudimentaire dans cette analyse, de dire M. Laplante, mais je ne doute pas par ailleurs de la possibilité d'un tel chiffre." En 1956, révèle-t-il, selon une enquête menée par la revue "Fortune", la dépense totale pour le loisir aux États-Unis dépassait 30 milliards de dollars.

"Cet article avait fait couler beaucoup d'encre mais si, aujourd'hui, on voulait chiffrer le marché du loisir et l'industrie culturelle, il est certain que les sommes seraient doubles, sinon triples."

Le sociologue de Montréal poursuit: "Que les familles québécoises investissent ensemble plus d'un milliard de dollars par année, pour satisfaire des besoins de loisir et de participation à la vie

culturelle, ne doit pas nous faire oublier cependant que les changements les plus significatifs dans ce domaine ne s'expriment pas en chiffre, mais en qualité. Il faudrait maintenant reprendre cette étude pour analyser les changements au niveau du contenu même des activités de loisir. L'examen de cet aspect de la question reste entièrement à faire.

Une nécessité

M. Laplante a indiqué toutefois que quelques sociologues travaillent présentement sur le sujet, mais qu'une politique quelconque de développement culturel, associée au loisir de l'ensemble de la population québécoise, ne sera possible qu'après l'étude de ces contenus culturels du loisir. "Notre tentative pour chiffrer grossièrement l'ampleur des besoins nouveaux liés au loisir, ne visait, en fait, qu'à souligner la nécessité d'une politique dans ce domaine."

Pour que celle-ci s'élabore, il faudra, selon lui, que la réflexion collective s'oriente vers les problèmes fondamentaux posés par le développement accéléré du loisir de masse, dans les sociétés post-industrielles, comme au Québec. R.L.

Un Canadien fort fustige un Détroit fatigué et décimé par les blessures

Le Canadien a infligé un singulier revers de 6-2 samedi soir aux Red Wings de Detroit et les a pratiquement éliminés des prochaines séries éliminatoires de la Coupe Stanley en le faisant, selon les propres paroles de l'instructeur même des Wings, Sid Abel.

Toute l'équipe du Canadien y est allée d'un plein effort et le résultat en fut que six joueurs

différents marquèrent ses six buts.

Le Canadien a pris une avance de 3-0 dès le premier vingt, grâce à des buts de Robert Rousseau, Yvan Cournoyer et Claude Provost.

Gilles Tremblay a marqué le seul but de la deuxième période tandis que Henri Richard et Claude Larose ont porté le résultat à 6-0 au début de l'enga-

gement final avant que Detroit ne puisse s'inscrire au tableau indicateur.

Gordie Howe, d'un lancer bondissant, et Ab McDonald ont réussi les deux seuls buts des Red Wings. Le Tricolore a obtenu 39 lancers sur Crozier tandis que les Wings n'en ont décoché que 20.

Triomphe d'équipe

Les faits saillants de la partie ont été sans aucun doute le 20e but de la saison d'Yvan Cournoyer, son plus fort total depuis qu'il s'est joint au Canadien, la performance du trio Richard-Provost et Gilles Tremblay, la brillante exhibition, une

autre fois, de Rogatien Vachon dans ses filets et la solide tenue de la jeune recrue Carol Vadnais à la défense.

A la suite de cette défaite, Detroit est tombé à huit points du Canadien en cinquième place et est fortement menacé d'être exclu des prochaines séries éliminatoires.

Les Wings, handicapés par de nombreuses blessures à Paul Henderson, Norm Ullman, Gary Bergman et quelques autres ont été une proie facile pour le Tricolore qui leur a servi une leçon de patinage qui a duré de la première à la dernière minute de jeu.

Les Leafs et Sawchuck blanchissent Chicago

La chance continue de sourire aux Maple Leafs de Toronto et au pilote Frank King Clancy. En effet les Leafs ont joué samedi soir une 10e partie consecutive sans défaite en décrochant une victoire de 3-0 aux dépens des meneurs du circuit, les Black Hawks de Chicago.

Il s'agissait du 100e blanchissage de Terry Sawchuck au cours de sa carrière dans la ligue Nationale.

Pete Stankowski a compté l'unique but des Torontois à la première période. Il n'y eut aucun but à la deuxième re-

prise. Georges Armstrong et Bob Pulford ont scellé le sort des Hawks à l'engagement final.

En plus d'être son 100e blanchissage, c'était aussi pour Sawchuck son deuxième d'affilée.

Au train où vont les choses, le pilote Punch Imlach doit certainement se demander s'il ne vaudrait pas mieux pour lui demeurer à l'hôtel; ses Leafs n'ont pas perdu une seule ligue depuis que son successeur par interim King Clancy mène sa barque.

SOMMAIRE

TORONTO — Buts: Sawchuck; défenses: Hillman, Prosvornov; centre: Keon; ailes: Conacher, Armstrong. Substituts: Kelly, Horton, Ellis, Stankowski, Walton, Pappin, Pulford, Baun, Shack, Mahovich, Stanley, Bower.

CHICAGO — Buts: DeJordy; défenses: Pilote, Jarrett; centre: Mikita; ailes: Mohns, Wharram, Substituts: Van Impe, Ravlich, Angotti, Esposito, Hay, B. Hull, D. Hull, Stapleton, Hodge, Nesterenko, Hall.

Arbitre: Vern Buffey. Juges de lignes: Matt Pavelich, Claude Béchard.

PREMIERE PERIODE

1—Toronto: Stankowski, 7e, (sans aide) 1:52

Punition: Stanley, 9:57

Lancers par: Toronto 14; Chicago 7.

DEUXIEME PERIODE

Aucun pointage

Punitions: Stapleton, 3:25; Baun, 6:21.

Lancers par: Toronto 17; Chicago 7.

TROISIEME PERIODE

2—Toronto: Armstrong, 7e, (Keon, Conacher) 1:50

3—Toronto: Pulford, 11e, (sans aide) 2:31

Punitions: Pilote, 2:48; Conacher, 2:48; Van Impe, 4:06; Armstrong, 20:00.

Lancers par: Toronto 14-17-15-46; Chicago 7-7-8-22

Orr annule les efforts de N. Y.

BOSTON — Les Rangers de New-York sont venus à trois secondes près de remporter une victoire de 4-3 contre les Bruins de Boston samedi, mais ont dû se contenter d'un verdict nul de 4-4 en raison d'un but de dernière seconde de Bobby Orr.

C'est au cours d'une attaque à six hommes, le gardien de buts ayant été retiré de ses filets, que Bobby Orr, d'une distance de 45 pieds, a décoché un lancer volé pour tromper la vigilance de Ed Giacomin dans la cage des Rangers, à trois secondes de la fin de la joute.

Les buts des Rangers ont été marqués par Don Marshall, Bernard Geoffrion, son 16e de la saison, Marshall encore et Howell. Ceux des Bostonnais ont été réussis par Martin (2), Marotte et Orr.

Les Rangers n'ont maintenu plus qu'une avance de trois points sur les Maple Leafs de Toronto, la sensation de la ligue actuellement.

SOMMAIRE

Première période

1. New York, Marshall (19)

(Howell) 4:04

2. Boston: Martin (15, Orr 7:40

3. N.Y.: Howell (Ingarfield 8:28

4. N.Y.: Geoffrion (6) 19:30

Punitions: Schock

Deuxième période

5. Boston: Marotte (6) 5:36

6. Boston: Martin (16)

(Westfall, Oliver) 16:37

Punitions: Fleming, Orr, Fleming, 2 mineures.

Troisième période

7. N.Y.: Marshall (Geoffrion 1:17

8. Boston: Orr (Stewart) 19:57

Punitions: Hillman, McNeil.

Lancers par: New York 33

Boston 30

Peggy Fleming couronnée reine pour une 2ème année d'affilée

VIENNE. — On savait à l'issue des figures imposées, que l'Américaine Peggy Fleming ne pouvait être détrônée et était assurée de gagner de nouveau le titre mondial de patinage artistique, à moins d'un accident ou d'une contre-performance absolue. En effet elle comptait près de 70 points d'avance sur la Canadienne Valerie Jones et plus de 80 points sur la championne d'Europe, l'Allemande de l'Est Gabrielle Seyfert.

En dépit d'une chute l'Américaine augmenta donc non seulement l'écart qui la séparait de ses rivales, mais enleva aussi nettement l'épreuve des figures libres après celle des "imposées" et, bien entendu, le titre mondial de patinage artistique.

L'intérêt de la compétition résida donc dans la lutte pour le titre de vice-championne. La Canadienne Valerie Jones comptait 11 points d'avance sur Gabrielle Seyfert. Mais elle ne pouvait guère nourrir l'espoir de défendre sa deuxième place des imposés.

Ses nerfs la trahirent d'ailleurs dès le début: elle tomba lourdement à l'amorce de son premier double saut. Elle continua courageusement, mais on la sentait crispée pendant toute la durée de son exhibition, elle réussit bien 7 doubles sauts, mais ses réceptions ne firent pas toujours nettes et tout son programme manqua d'inspiration et de difficultés véritables.

Quant à la championne d'Europe, Gabrielle Seyfert, elle ne fut également pas convaincue entièrement, après une série de doubles sauts bien exécutés, elle tomba lors d'une simple combinaison de pas, sans doute victime, elle aussi de ses nerfs, et elle toucha encore une fois de la main à la réception d'un saut. Elle eut le mérite de prendre des risques, sa présentation fut dynamique, mais il manque la flamme qui l'anime d'habitude.

Autres médailles

Mathématiquement, Valerie Jones était battue, mais Gabrielle Seyfert devint néan-

moins trembler encore un peu avant de connaître le classement définitif, car la Tchèque Jovanka Hana Maskova avait réalisé juste avant elle une très belle performance. La jeune étudiante de Prague, très longiligne, réussit des sauts très hauts et difficiles et ne commit pas de fautes. Ses combinaisons de pas furent très gracieuses et élégantes, son sens musical très développé.

En somme, la championne d'Europe mérita la médaille d'argent, suivie de la Tchèque Maskova tandis que la Canadienne se contenta de la 4e place. Les autres Canadiennes, la jeune Karen Magnussen et Roberts Laurent ont fini respectivement aux 12e et 10e rangs.

Autres champions

On sait que les Russes Oleg et Ludmila Protopopov avaient conservé leur championnat mondial dans les duos tandis que les Britanniques Diane Towler et Bernard Gardaiten, les danseurs. Enfin, l'Autrichien avait devancé de justesse dans les simples masculins, ou le Canadien Donald Knight s'était classé 4e.

La championne américaine a récolté un total de 2.273,4, Mille Seyfert, 2.170,4, la Tchèque, 2.151,2 et Mille Jones, 2.143,2.

ASSURÉ DE LA COUPE DU MONDE

par une compagnie puis-
dans l'affirmative à ces
er de votre avenir, télé-
8 h. 45 a.m. et 4 h. 30
h. p.m. et 9 h. p.m. et
lay.

par **PAT PARÉ**
EN PLUS:
Repas, monte-pente et
instructions correctives
pour le coût nominal
de \$4.00 par personne

COURS-VIE

... à connaître des succès ?
... à régler votre agence ?
... à rejoindre une compagnie
... à être total dans le Québec
... à être des succès seront meilleur
... à être par une compagnie puis-
... dans l'affirmative à ces
... de votre avenir, télé:
8 h. 45 a.m. et 4 h. 30
h. p.m. et 9 h. p.m. et
lay.

par une compagnie puis-
dans l'affirmative à ces
er de votre avenir, télé-
8 h. 45 a.m. et 4 h. 30
h. p.m. et 9 h. p.m. et
lay.

